

# ⴰⵛⴰⵔ ⴰⵎⴰⵣⵉⵖ ⴰⵎⴰⵣⵉⵖ CONGRÈS MONDIAL AMAZIGH



## **DOSSIER DE PRESSE** **Bilan 2008-2011/ⵛ:2958-2961**

*Le CMA est une ONG de défense des droits du peuple amazigh, créée le 04/09/1995 ;  
Publiée au JJ.OO. de la République Française le 18/10/1995 p. 4174;  
Inscrite à la Préfecture de Police de Paris sous le n° : W 751122239.  
Tél: 00.212.614.155.155 /Tél: 00 213.773.048.783/Tél: 00.212.662.799.744/Fax: 00.212.537.727.283  
Mail: [c.m.amazigh@gmail.com](mailto:c.m.amazigh@gmail.com) Web: [www.cmamazigh.com](http://www.cmamazigh.com)*



## APPEL AUX ASSOCIATIONS AMAZIGHES A PROPOS DE LA CELEBRATION DU 5<sup>e</sup> CMA A TIZI OUZOU (KABYLIE)

le 31 Octobre, 1 et 2 novembre 2008/2958

Chers amis imagnassen (militants), chères amies timagnassin (militantes), azul (bonjour),

Chaque trois ans on a un rendez-vous très important en tant qu'imazighen à l'échelle mondiale. Cette fois-ci plus que jamais, ce rendez-vous devrait être à la hauteur de nos attentes et de nos espoirs.

Ce rendez-vous de rassemblement de bonnes volontés et des militants amazighs/es, «engagés en faveur de la défense de nos droits et de nos intérêts à l'échelle internationale et dans chaque pays de Tamazgha», devrait renforcer les organes et structures de notre organisation internationale qu'est le Congrès Mondial Amazigh (CMA).

Il est temps que le CMA, en tant que porte parole des imazighen dans le monde, prenne une nouvelle dimension et fasse un grand pas, en se dotant d'une direction plus collective et démocratique qu'individualiste et autoritaire. Et par conséquent, il faut lui assurer une présence plus notable dans les forums et instances internationales (Nations Unies, Union Européenne, ...). Il est temps aussi de penser à de nouvelles stratégies de travail et à de nouveaux modes de militantisme afin de mobiliser plus nos militants en faveur de la défense de nos droits et de la promotion de notre identité millénaire.

Chers amis imagnassen, chères amies timagnassin,

Vous avez reçu une certaine information comme quoi le 5<sup>e</sup> Congrès Général du CMA se tiendrait à Meknès, rendue public de manière irresponsable par certains membres de Bureau Mondial, à la suite d'une réunion virtuelle faite par Internet, alors qu'un Comité Préparatoire avait déjà été mis en place en Algérie pour préparer ce cinquième rendez-vous à Tizi Ouzou en application des décisions prises lors de dernier Conseil Fédéral, qui a eu lieu à Meknès le 23 février dernier. Cette irresponsable et virtuelle décision de changement de lieu de la tenue du Congrès Général a été prise à la demande de Mr. Lounès Belkacem pendant le retour des vacances, le 31 août dernier, et il se dit sur la base de l'article 7 des statuts du CMA. Cet article stipule effectivement que : « Le Bureau Mondial prépare le Congrès Général. Il dresse son ordre du jour et fixe un an à l'avance sa date et son lieu de réunion ». Supposant que la dite réunion qu'ils ont fait par Internet (sans la présence effective des membres autour d'une table de réunion et où devait avoir un rapporteur) soit en quelque sorte valable (même si il n'y a eu aucun PV ni discussions, ni encore moins la connaissance des membres présents !!!), il viole déjà et de manière explicite cet article 7, parce que l'Assemblée Générale à laquelle ils ont fait appel aux associations amazighes ne devrait s'organiser alors qu'en 2009 et pas de tout en 2008 (pas de tout juste 2 mois après !!!). En plus cette virtuelle réunion du 31 août a été convoquée après qu'il y ait expiration de mandat des instances du CMA qui selon ses statuts sont de trois ans (la date limite était le 6 août dernier, du fait que les élections des instances à Nador ont eu lieu le 7 août 2005!!!).

Si certains membres se sont déviés des principes du CMA avec irresponsabilité et essayent à désinformer l'opinion publique, il nous reste tout simplement qu'à les dénoncer publiquement.

Et laissez moi vous confesser que Mr. Lounès Belkacem nous a avancé mille prétextes pour que le Congrès Général ne soit pas organisé en Algérie, en utilisant même la justification de terrorisme islamiste ; et il oublie facilement qu'il avait déclaré lors d'une conférence de presse à Bejaia que : « le congrès se tiendra en Kabylie avec ou sans autorisation ».

Chers amis imagnassen, chères amies timagnassin, j'insiste à vous préciser une fois pour toute que la décision de tenir le 5<sup>e</sup>CMA en Kabylie vient avant tout en réponse à une des recommandations les plus importantes adoptées lors de l'Assemblée Générale du Nador dont le Bureau Mondial et le Conseil Fédéral n'ont le devoir que de l'exécuter et de la concrétiser sur le terrain. C'est dans ce sens qu'on a organisé la réunion du Conseil Fédéral de 23 février dernier à Meknès et où on a pris cette irrévocable décision qui est la suivante : « Après débats, le CF a décidé que le 5<sup>e</sup>me congrès du Congrès Mondial Amazigh se tiendra au mois de juillet en Kabylie. ... Le CF a donc désigné un comité préparatoire présidé par le président du CMA et composé de tous les membres du bureau et des membres du CF qui se sont portés volontaires à Meknès. Ainsi le comité préparatoire est composé des membres du BM, plus Touzene El Hachemi, Moussaoui Farouja, Smail Mabed, Aadi Lih, Bouzid Senane, Kamira Nait Sid.

Un comité d'organisation local en Kabylie, composé des

membres du CF-Algérie qui se sont portés volontaires et qui travailleront autour de l'association culturelle Amusnaw, en étroite collaboration avec le Président du CMA. Kamira Nait Sid, absente à Meknès est membre de ce comité conformément à sa demande.

Après discussions sur la question de savoir s'il faut prévoir un plan « B » dans le cas où les autorités refuseraient la tenue du congrès du CMA en Kabylie (ou l'absence de réponse), le CF a décidé de ne pas prévoir de solution alternative. Autrement dit, le CF considère qu'il n'y a aucune raison pour que le pouvoir algérien refuse aux imazighen de se réunir chez eux. Le 4<sup>e</sup>me congrès a eu lieu au Maroc, le 5<sup>e</sup>me congrès en Kabylie quoi qu'il en coûte.»

Comme vous pouvez le constater clairement dans ce PV en aucun cas il a été question du Plan « B », le plan qui dit qu'au cas où les autorités algériennes nous interdisaient la tenue de ce congrès en Kabylie, on le ferait alors au Maroc.

L'Article 8, paragraphe 3 des statuts du CMA stipule que : «Le Conseil Fédéral arrête la politique générale du Congrès Mondial Amazigh selon les directives du Congrès Général et le programme annuel. Le Président exécute ce programme, assisté des membres du Bureau Mondial ». Mr. Lounès Belkacem au lieu de respecter l'application de dit article en exécutant les décisions prises démocratiquement à Meknès, il s'occupait dans d'autres choses. Au lieu de se déplacer plus de temps en Kabylie afin d'aider le Comité Préparatoire, formé par le CF algérien, pour cette importante mission, Mr. Lounès préférait se déplacer plus au Maroc. Et au lieu de servir son ONG, il a préféré comploter contre elle. Et voilà qu'il nous surprend d'un voyage qu'il a entrepris à Tanger pour se réunir avec des membres de l'association Touiza (accompagné par Mr. Khalid Zirari) et il déclare sans vergogne à la presse tangeroise que le 5<sup>e</sup> CMA se tiendrait à Tanger (Voir La Chronique de Tanger 2 Août 2008). Mr. Lounès qui connaît très bien la réalité marocaine sait parfaitement que l'association Touiza est très proche des cercles makhzénien, en l'occurrence du Fouad Ali Lhimma, l'ex-ministre délégué à l'intérieur, à qui l'association s'est occupée de lui organiser sa rencontre de Tanger le 27 avril dernier. Le pire c'est que Mrs. Belkacem et Zirari ont répondu favorablement à l'invitation de Festival Tawiza de Tanger dirigé directement par un certain monsieur de célèbre nom, Mr. Ilyas El Omari, bras droit de Fouad Ali Lhimma et qui s'est révélé être le responsable numéro 1 à faire le sale bulot de bloquer le fameux projet de la télévision amazigh, au profit de son ami raciste et anti-amazigh Fayssal Laarachi, président de la SNRT. Ces membres du CMA ont oublié facilement que le CMA avait dénoncé l'entourage de cette personne, à côté de Comité de Suivi des Conséquences de Séisme d'Alhoceima, en étant l'élément clé du Makhzen qui a favorisé l'opération de détournement des aides internationales allouées aux sinistrés du terrible tremblement de terre du 24 février 2004. Des dénonciations qui ont été reprises dans un rapport élaboré conjointement avec d'autres ONG et déposé aux responsables de PONU à Rabat, et à propos duquel une conférence de presse a été organisée pour ça par le journal « Le Monde Amazigh » le 10 décembre dernier, et où Khalid Zirari avait intervenu en tant que représentant du CMA. Comment se fait-il qu'on dénonce des personnes qui ont fait beaucoup de mal aux populations rifaines et on se précipite après à assister à leur festival et on accepte avec eux d'organiser le Congrès des imazighen? C'est inacceptable !!!

C'est pour cela que des associations amazighes et des militants étudiants du MCA de Tanger se sont mobilisés (et dont je salue leur courage et leur bravoure) et ils ont sorti un communiqué critiquant durement l'association Touiza de sa tentative de récupération du CMA au profit du Ministère de l'Intérieur !!! Un communiqué que vous pouvez consulter en arabe sur [www.tamazghapress.com](http://www.tamazghapress.com) et qui a poussé Mr. Lounès et Mr. Zirari à lancer précipitamment l'idée de transférer la tenue du CMA de Tanger à Meknès sans qu'ils convoquent le Conseil Fédéral qui est la seule instance qui a la faculté de modifier les décisions du CF prises antérieurement. Mais n'oublions pas que cette boude décision de nommer l'association Assid en tant que comité préparatoire est aussi scandaleuse que celle de Touiza, parce qu'on continue à céder l'organisation du CMA à une association qui est autant « makhzénienne » que Touiza, du simple fait que celle-ci maintient d'étroites relations avec le Wali de Meknès (qui dépend directement du Ministère de l'Intérieur), un fait qui a été déjà dénoncé par un communiqué de MCA et de Comité de Soutien

aux Prisonniers Politiques de Meknès !!!

Comme vous voyez, Mr. Belkacem a violé carrément l'article 3 à propos de la nature du CMA où il est stipulé que : «Le Congrès Mondial Amazigh est une organisation non gouvernementale internationale, indépendante vis-à-vis des gouvernements et des partis politiques ». Son seul souci c'est celui de rester à vie à la tête du CMA comme un dictateur ! Les 9 ans qu'il a eu en tant que secrétaire générale(3ans) et président (6ans) ne lui sont pas suffisants, et il a oublié complètement que le CMA ne devrait en aucune mesure être au service d'une personne, sinon au service de tous les imazighen !!!

Chers amis imagnassen, chères amies timagnassin, Le danger de récupération de notre noble ONG international qu'est le CMA, et qui nous a coûté beaucoup de sacrifices et de luttés, est bien réel. C'est pour cela que je me suis vu dans l'obligation de vous adresser cet important appel pour vous demander de nous mobiliser contre cette malsaine tentative de céder le CMA aux mains de Makhzen marocain, surtout que le CMA n'est la propriété privée de personne, ni encore moins une monnaie d'échange. Le CMA appartient à tous les imazighen et il doit préserver à tout prix son autonomie et son indépendance.

Devant ces graves violations des statuts du CMA, la fuite de ses responsabilités de ne pas appliquer les recommandations du Congrès Général de Nador, et de ne pas exécuter les décisions du Conseil Fédéral de la part du président du CMA, le transfert des pouvoirs passe automatiquement aux mains du Comité Préparatoire et d'Organisation du 5<sup>e</sup> CMA d'Algérie, qui la dure tâche d'organiser le Congrès Général. Cette dernière reste l'instance suprême du CMA qui a la faculté de redresser le CMA et de le remettre sur ses rails, d'élaborer de nouvelles politiques d'engagement, de réformer ses statuts, de déterminer les stratégies et directives à suivre pour les trois années à venir, et bien sûr de renouveler ses instances.

Chers amis imagnassen, chères amies timagnassin, Heureusement que les membres du Comité Préparatoire formé par les représentants du CF-Algérie ont été pragmatiques et pratiques. Je salue très profondément leur sens de responsabilité et ils ont déjà déployé un formidable travail et ils continuent à toujours à le faire afin d'accueillir les Imazighen du monde à Tizi Ouzou ce 31 octobre, 1 et 2 novembre 2008/ 2958 dans les meilleures conditions possibles. Ils ont réussi à avoir le soutien de la Fondation LOUNES MATOUB, présidée par Malika Matoub et du Mouvement des Aarouchs que son coordinateur Mr. Belaid Abrika nous a confirmé en personne lors de notre rencontre au forum de la société civile maghrébine à El Jadida le 26 juillet dernier.

Chers amis imagnassen, chères amies timagnassin, Rassemblons nous tous à Tizi Ouzou, que vous soyez membres fondateurs du CMA, membres des associations fondatrices, délégués des associations adhérentes au CMA, des militants d'associations qui avaient abandonné le CMA et qui veulent le réintégrer afin de le revitaliser, des militants associatifs et libres qui veulent partager avec nous la noble mission de défense des droits de notre « nation amazighe ».

Soyons tous au rendez-vous de Tizi Ouzou. Nos frères et sœurs amazighes d'Algérie nous accueillieront avec plaisir. Et permettez moi de vous assurer que c'est la meilleure manière de nous solidariser avec cette chère région qu'est la Kabylie et ses populations, et qui sont devenu tragiquement la cible privilégiée des attentats terroristes. Rassemblons nous tous dans ces montagnes de Kabylie qui a tant donné à l'amazighité et rendons hommage à nos grandes figures de la dite amazighité (Mouloud Mammeri, Lounès Matoub, Massinissa Guernah...).

\* Rachid RAHA,

-Membre fondateur du Congrès mondial Amazigh à Saint Rome de Dolan (Septembre 2005)

-Elu Président du CMA d'août 1999 à août 2002

-Nommé Vice-Président du CMA pour la région d'Europe d'août 2005 à août 2008

-Membre du Comité Préparatoire du 5<sup>e</sup> CMA

NOTA :

Pour toute information à propos du 5<sup>e</sup>CMA, contactez avec le Comité Préparatoire :  
Association AMUSNAW  
BP. 123 TIZI OUZOU RP/ Algérie  
GSM : 00 213 771 138 877  
E-mail : [kocelamazigh@yahoo.fr](mailto:kocelamazigh@yahoo.fr)



## La Kabylie s'engage à la tenue du 5<sup>e</sup> Congrès Mondial Amazigh

C'est dans un contexte de confusion au sujet du lieu de la tenue du 5<sup>e</sup> Congrès Mondial Amazigh prévu initialement en Algérie, dans la région de la Kabylie, conformément aux recommandations du 4<sup>e</sup> Congrès de Nador en 2005 et aux décisions du Conseil Fédéral de Meknès en février 2008, qu'une réunion de préparation du CMA s'est tenue aujourd'hui le 18/09/2008 à Tizi Ouzou au siège de la médiathèque de l'association Amasnav.

Après un large débat sur cette rumeur d'un changement du pays accueillant pour de prétendus obstacles de type sécuritaire, nous, associations culturelles et sociales signataires de ce communiqué, venons réaffirmer notre entière adhésion à la tenue du 5<sup>e</sup> CMA, ici en Algérie à Tizi Ouzou, et ouvrons d'ores et déjà à sa préparation et à sa réussite.

Nous nous engageons par conséquent à recevoir tous nos participants et invités dans les meilleures conditions. Bienvenue à toutes et à tous.

### Associations signataires:

- \* Amusnav (Tizi Ouzou)
- \* CFPN (Tizi Ouzou)
- \* Aghbalu (Tizi Ouzou)
- \* Tarwa n'Gaya (Redjaoua, Tizi Ouzou)
- \* Afak Si mustapha (Boumerdes)
- \* Tamazgha ( Tirurda, Tizi Ouzou)
- \* Les amis de Krim Belkacem ( Draa el Mizan, Tizi Ouzou)
- \* Tafat (Tizi Ouzou)
- \* Tasseda (Iboudraren, Tizi Ouzou)
- \* Assirem n'kukt (Aurès)
- \* Tadakli (Ifherbouan, Tizi Ouzou)
- \* Thifilukt (Makouda, Tizi Ouzou)
- \* ACDEJA ( Michelet, Tizi Ouzou)
- \* Tighri L'haq (Michelet, Tizi Ouzou)
- \* Tiguem (Makouda, Tizi Ouzou)
- \* Tiliwa (Ait Hichem, Tizi Ouzou)
- \* Tafat ( Ait Elkacem, Tizi Ouzou)
- \* Tagharma n'tubirt (Bouira)
- \* Tagharma de Zoubga Illiten (Tizi Ouzou)
- \* Amgud (Draa el Mizan Tizi Ouzou)
- \* Coordination des associations culturelles Amazigh de Bouira
- \* Mouvement citoyen (Co. Tizi Ouzou)
- \* Mouvement citoyen (Co. Bouira)
- \* Mouvement citoyen (Co. Boumerdes)
- \* Mouvement citoyen (Co. des Aurès)
- \* Fondation Matoub Lounes (Tizi Ouzou).

\* Fait à Tizi Ouzou le 18/09/2008.

## 5<sup>e</sup> Congrès Mondial Amazigh à Tizi Ouzou (Kabylie, Algérie) du 30 octobre au 2 novembre 2008/2958

Le Congrès Mondial Amazigh (CMA), est une ONG internationale de défense des droits et des intérêts du peuple Amazigh, créée à Saint Rome de Dolan en 1995, en réponse à l'attente historique des imazighen. Le CMA est une organisation qui regroupe des associations et organisations socioculturelles à caractère amazigh dans les différents pays de Tamazgha (Afrique du Nord) et aussi au sein de la diaspora en Europe et en Amérique du Nord. Le Congrès Mondial Amazigh s'est fixé comme objectif principal le rassemblement de toutes les volontés militantes en faveur d'un projet de société fondé sur les valeurs de liberté, de tolérance, de démocratie, de laïcité, de respect des droits humains et d'amitié entre les individus et les peuples, tout en réhabilitant les aspects et les valeurs de Tamazight sur les plans culturel, linguistique, civilisationnel et historique.

Depuis, le premier congrès Amazigh de Tafira (Iles canaris) de 1997, des assemblées générales du CMA ont été organisées périodiquement et conformément à ses statuts et aux décisions de ses conseils fédéraux : à Lyon (France) en 1999, à Roubaix (Lille, France) en 2002 et à Nador (Rif, Maroc). L'une des recommandations les plus importantes adoptées lors de sa dernière assemblée, tenue à Nador, stipule expressément l'organisation, pour la première fois et à l'unanimité des participants, que la 5<sup>e</sup> édition de l'Assemblée générale du CMA devait s'organiser en Kabylie. Dans le but de concrétiser matériellement ce nouveau rendez vous historique du CMA en terres de Kabylie, le Conseil Fédéral s'est réuni à Meknès le 23 février 2008 et a procédé à l'installation d'un comité préparatoire composé de membres du Conseil Fédéral d'Algérie et du Bureau Mondial, chargé de mettre en

œuvre toutes les conditions morales et matérielles, pour l'organisation de cette assemblée générale du CMA. Depuis son installation, le Comité Préparatoire a mis en œuvre toute une série d'actions, en menant une campagne de proximité à travers la société civile et des rencontres de concertation avec des associations culturelles et sociales, les acteurs du monde amazigh et les responsables de certaines institutions... Comme toutes les précédentes éditions, de toutes les régions de Tamazgha et de la diaspora, des personnalités et des représentants d'organisations amazighes et amis/es des imazighen sont conviés à conjuguer leurs efforts dans un cadre rassembleur et unificateur pour la réussite de ce rendez vous qui aura lieu à Tizi Ouzou, les 30, 31 octobre, 1 et 2 novembre 2008/2958.

## Comité préparatoire du "5e CMA à Tizi-Ouzou"

*la conférence de presse interrompue par la police. Nouveau rebondissement dans ce qui est convenu d'appeler « l'affaire du 5e Congrès » depuis cet été. 25 associations rejoignent le groupe d'Amusnav, Rachid Raha et Belaid Abrika. Leur conférence de presse d'aujourd'hui a vu l'arrestation momentanée de Rachid Raha, Abdellah Bouchart, Marraki Mohamed et Ahmed Adghirmi par les autorités de police. En pleine controverse autour du lieu de son organisation*

Par: Kabyle.com - Tizi Ouzou/ Lundi, 09/22/2008 - 20:27 - Ajga

Aujourd'hui même s'est tenue une conférence de presse du Comité préparatoire du Congrès Mondial Amazigh en Kabylie au sein de la Médiathèque de l'Association Culturelle Amusnav. Devant un parterre de journalistes, les représentants du Comité et leurs invités marocains ont fait une déclaration préliminaire dans laquelle on pourra noter que « l'une des recommandations les plus importantes adoptées lors de la dernière assemblée du CMA à Nador était d'organiser la 5<sup>e</sup> édition du Congrès Général en Kabylie ».

Fort de cette décision, et « dans le but de concrétiser matériellement ce nouveau rendez-vous historique du CMA en terres kabyles, le Conseil Fédéral s'est réuni à Meknès le 23 février 2008 et a adopté l'installation d'un Comité de Préparation », comprendre le Comité qui tient la conférence.

Celui-ci, estiment-ils « a mis en œuvre une campagne de proximité à travers la société civile et des rencontres de concertation avec des associations et organisations de la société civile afin de concrétiser le rendez-vous auquel des personnalités et des représentants d'organisations amazighes et amis (es) des Imazighen sont conviés à conjuguer leurs efforts dans un cadre rassembleur et unificateur pour la réussite de cet événement », qui aura lieu, soutiennent-ils mordicus, « à Tizi-Ouzou les 30, 31 octobre, 1 et 2 novembre 2008 ».

Juste avant d'entamer la déclaration et de passer aux questions réponses avec les journalistes présents, la police fait irruption dans la salle et signifie l'interdiction de participer à la conférence des invités marocains (Rachid Raha, Abdellah Bouchart, Marraki Mohamed et Ahmed Adghirmi) tout en leur demandant de les suivre au commissariat central de Tizi Ouzou, chose qui sera faite, mais les présents et même les journalistes ont tenu à les accompagner. C'est comme ça qu'un sit-in improvisé a été tenu en face du commissariat jusqu'à ce que les personnes mises en cause soient relâchées en compagnie de El Hachemi Touzene et de Belaid Abrika.

Une seconde conférence de presse s'en suivit, au même lieu,



dans laquelle le Comité Préparatoire, par la voix de El Hachemi Touzene, secrétaire général de l'Association Culturelle Amusnav, a affirmé qu'il ne s'agissait en fait que d'une procédure normale pour tout étranger en visite dans le pays, qu'il n'était pas question de l'organisation du 5<sup>e</sup> Congrès, qu'aucune loi n'interdit l'organisation de pareilles activités mais qu'il était juste question d'informer les autorités ». Prenant la parole, Rachid Raha, vice-président du CMA, a remercié les journalistes de leur solidarité et « a regretté la situation qui prévaut et les agissements de nos États respectifs tout en espérant que cela va changer avec la généralisation de la liberté d'expression. » La parole est ensuite revenue à Ahmed Adghirmi, secrétaire général du Parti Démocrate Amazigh Marocain (PDAM), qui a affirmé aussi qu'il « s'agissait d'une procédure normale, mais que la police aurait pu se montrer plus cordiale dans ses agissements, car il n'a jamais assisté à une descente comme celle-ci en pleine conférence. » Le point fait sur les causes de l'interruption, les conférenciers sont revenus au sujet du jour en affirmant leur volonté de tenir le 5<sup>e</sup> Congrès Mondial Amazigh à Tizi Ouzou (Kabylie), coûte que coûte tant qu'il n'y aura pas d'écrit officiel signifiant l'interdiction formelle de la manifestation. Avant de donner rendez-vous à l'assistance pour les 30, 31 octobre, 1 et 2 novembre 2008, les organisateurs ont distribué des dossiers contenant : La déclaration préliminaire, le PV de la réunion du Conseil Fédéral du CMA, un communiqué signé par 25 associations partie prenante de l'organisation du 5<sup>e</sup> Congrès à Tizi Ouzou, un PV de réunion de préparation à Bgayet, copie des Statuts et du Règlement Intérieur du CMA.



## LE CONGRÈS MONDIAL AMAZIGH REVENDIQUE LA GÉNÉRALISATION DE STATUT D'AUTONOMIE À TOUTES LES RÉGIONS DU MAROC

Les membres du Groupe Régional du Maroc de CMA ont tenu leur première réunion ordinaire à la ville de Mrirt, dans la province de Khénifra au Moyen Atlas, le 29 novembre 2008, sous la présidence de Rachid Raha et accueillis par l'association Ighboula.

Ils ont débattu divers points, parmi lesquels les résultats et les résolutions de la 5ème assemblée générale et les circonstances de son déroulement, ainsi que la nouvelle stratégie de CMA.

Lors du débat, les membres réunis ont souligné la dignité et les efforts déployés par les représentants et représentantes participants à la 5ème assemblée générale de CMA en

Algérie et ils leurs ont adressé leurs compliments les plus profonds, tout en saluant leurs sacrifices matériels et morales. Leur militantisme était la garantie de la bonne réussite des assises de cette assemblée, malgré les obstacles et séquestration de ces représentants par les autorités algériennes à l'aéroport Houari Boumedienne, et les entraves à la légalité et au respect des statuts de CMA par quelques anciens responsables de BM et du CF.

Les membres du Conseil Fédéral du Groupe Régional marocain (GRM) dénoncent la position des autorités algériennes et leurs tentatives illégales de les empêcher de tenir leur 5ème assemblée, d'une part ; et d'autre part ils dénoncent le mutisme des autorités marocaines sur ces événements de séquestration abusive des citoyens marocains par l'état algérien.

Les membres du CF du groupe régional



marocain de CMA félicitent les Imazighen du monde entier de la réussite des travaux de la 5ème assemblée générale en Algérie, et se réjouissent de la délivrance de récépissé au nom du président Rachid Raha par la préfecture de Police de Paris (France).

En ce qui concerne la stratégie du GRM, les membres proposent le tenue de la première réunion du CF international au Maroc et la mise en pratique immédiate des résolutions et l'application des nouveaux statuts du CMA, incessamment avec le même esprit du courage et d'enthousiasme.

En fin des travaux de la réunion, les membres du GRM du CMA déclarent ce qui suit :

**\*Ils expriment leur solidarité avec:**

- Les détenus politiques amazighs de

Meknès, d'Imtighren et de Warzazat et réclament l'annulation des jugements abusifs rendus à leurs rencontre et la mise en liberté du reste de ces détenus.

- les détenus des Ayt Baamrane et réclament leur liberté ainsi que la satisfaction de leurs revendications légales.

- les victimes du tremblement de terre d'Al Hoccima, ceux des inondations et des catastrophes naturelles et dénoncent la négligence de l'état marocain à l'égard de ces victimes.

-Le Parti Démocrate Amazigh Marocain (PDAM) et réclament l'annulation du jugement abusif à son encontre.

-Le peuple touarègue contre les gouvernements des régions du grand Sahara et soutiennent leurs revendications.

- Les victimes des expropriations de terrains collectifs, des usurpateurs de rich-

esses, de gisements miniers et des forêts.

**\*Ils condamnent:**

- la mauvaise gouvernance, la corruption administrative, financière et judiciaire au Maroc et le fléau causé par des barons de la cocaïne et de l'héroïne et qui menace la société marocaine.

- les festivités visant à déformer l'histoire du Maroc en se basant seulement sur les douze derniers siècles.

- les dégradations observées des droits de l'homme au Maroc

- de la situation dramatique de l'amazigh au niveau de l'enseignement, des médias et dans le domaine de la vie publique

- toutes sortes de discrimination envers les femmes et la violence exercée à leurs encontre.

- la politique du Conseil Supérieur de l'Immigration et de son comportement envers les Citoyens marocains à l'étranger.

**\*Et ils revendiquent:**

- la satisfaction de toutes les revendications du mouvement amazigh du Maroc, en insistant sur le changement de la Constitution.

- la découverte de la réalité sur le génocide exercé contre les populations de la région du Rif pendant les années 1958 et 1959 et de traduire les responsables en justice ;

- la généralisation de statut d'autonomie à toutes les régions du Maroc

- et la sauvegarde des droits des amazighs du Sahara au Maroc.

Mrirt, le 29/11/2008

Signé : Rachid Raha

Président du CMA

## LES AMAZIGHS DU MAROC DÉFIENT LES FRONTIÈRES ALGÉRO-MAROCAINES

Aujourd'hui, jeudi 30 octobre 2008, 40 militants amazighs du Maroc sont bloqués à l'aéroport d'Alger depuis l'après midi du mercredi 29. Les autorités algériennes refusent, contrairement à la loi levant le visa entre les deux pays, de les autoriser à rejoindre d'autres militants amazighs de l'Algérie pour participer aux assises du 5ème Congrès Mondial Amazigh prévu à Tizi Ouzou entre le 30 octobre et le 2 novembre 2008.

Aujourd'hui, 15 autres représentants des associations amazighes marocaines sont attendus à les rejoindre. De l'autre côté de l'aéroport, des militants amazighs (Kabyles) sont venus les accueillir. Hélas, la rencontre est impossible. Entre les deux espaces, les différentes forces de l'ordre et un arsenal militaire encerclent l'aéroport et empêchent les Amazighs des deux Etats à se rencontrer. A Tizi Ouzou, selon des sources proches, le siège des Arouches, qui abritera les travaux est, lui aussi, encerclé par les forces de l'ordre pour contrôler une centaine d'associations amazighes, (Kabyles, Mozabites, Chaouies, Touarèges...) qui prendront part à cet événement. Le rôle des autorités est de "feuilleter" minutieusement les participants pour éviter tout "infiltration" des Amazighs venus du Maroc.

Sur le hall de l'aéroport, l'ambassadeur du Maroc à Alger, s'est déplacé personnellement pour trouver une issue à cette crise. Il a essayé de faire convaincre les

Amazighs du Maroc de retourner dans leur pays dans un avion affrété par les autorités Algériennes, mais les Amazighs du Maroc tiennent à leur droit d'entrer en Algérie. Depuis la levée de l'obligation de visa, la libre circulation des citoyens entre les deux Etats est garantie. Mais, bizarrement, ce n'est pas le cas pour les Amazighs. Devant l'absence de toute souplesse de la part de l'Algérie, les congressistes bloqués décident d'entrer dans une grève de faim pour avoir leur droit d'entrer sur le sol algérien. En même temps, ils décident d'organiser un mini-congrès à l'aéroport, en parallèle avec celui organisé à Tizi Ouzou.

En toute harmonie avec le congrès de Tizi Ouzou, les participants de ce mini-congrès de l'aéroport ont mis en place un ordre du jour qui contient la discussion des statuts et l'élection des membres du Conseil fédéral du Maroc. Ces derniers se composent de 15 membres dont Ibrahim Outalat comme président. La nouvelle composition du CMA est dirigée par trois présidents, un de l'Algérie, le deuxième du Maroc et le troisième représente la Diaspora. Les membres du Conseil fédéral du Maroc, qui sont revenus, ce soir à l'aéroport de Casablanca, organiseront une conférence de presse pour expliquer les conditions de leurs "détentions" en Algérie et les nouvelles perspectives du CMA.

En réalité, les gens bloqués à l'aéroport appliquent à la lettre les décisions prises lors du Conseil fédéral du CMA à Meknès. Ce dernier a décidé et à l'unanimité

d'organiser le 5ème Congrès de cette ONG en Kabylie avec ou sans autorisation. Si l'Algérie, accepte d'accueillir toute sorte de Congrès internationaux, panafricain, islamiste, africain, euro-méditerranéen... il n'est pas du tout prédisposé à voir les Amazighs du Maroc de rencontrer les Amazighs d'Algérie. De leur côté, l'insistance des Amazighs venus du Maroc à rester à l'aéroport d'Alger marque un tournant symbolique dans l'histoire de la lutte des Amazighs. Ces derniers subissent, pendant des années, les effets des frontières étatiques mises en place après la décolonisation des Etats nord africains. Il relancera le débat sur le rôle de la société civile en général et amazighe en particulier pour défier les choix politiques des Etats au profit de l'amitié et la fraternité des peuples.

Après cette réunion, qu'on peut désormais appeler "le Congrès de l'aéroport", le débat doit dépasser la discussion stérile autour de la légitimité du CMA pour embrasser d'autres horizons et réfléchir aux nouvelles méthodes pour que cette ONG internationale garde son indépendance et arrive à mettre en place ce que les Etats, à cause de leurs conflits politiques, n'arrivent pas à réaliser.

\* Par Hassan Aberni.

Source : [www.amazighnews.net](http://www.amazighnews.net)

Plus d'infos [www.cmamazigh.com](http://www.cmamazigh.com)



**Interview  
express**
**Rachid Rakha**

Président du Congrès mondial amazigh

**«Je déplore les  
déclarations de Naciri»**

**Pourquoi avez-vous envoyé une lettre à l'Union européenne où vous demandez l'annulation du statut avancé accordé au Maroc ?**

*Le respect des droits de l'homme est primordial pour le congrès mondial amazigh. C'est à ce titre que nous avons envoyé cette lettre. L'article 2 de l'accord sur le statut avancé au Maroc insiste sur cette question. Par ses engagements envers Bruxelles, Rabat est tenu d'améliorer les droits de l'homme, alors que sur le terrain les violations continuent depuis le 13 octobre 2008, date de la signature de cet accord. L'objectif de l'envoi de cette lettre est essentiellement d'interpeller les instances européennes sur les cas d'abus au Maroc.*

**Votre lettre se limite uniquement aux Amazighs. Pourquoi ?**

*Dans notre lettre, nous avons énuméré une liste, certes pas encore exhaustive,*

*des cas de violations de droits de l'homme subies par les Amazighs du Maroc. A commencer par l'interdiction des noms amazighs, les procès des étudiants du Mouvements culturel amazigh et la spoliation des terres appartenant à des tribus amazighes. Je déplore la position du porte-parole du gouvernement, qui est un indigne d'un ministre. Au lieu de répondre par des initiatives et des actions concrètes, il le fait par des déclarations intimidatrices à notre égard.*

**Qu'attendez-vous au juste de l'Union européenne ?**

*L'UE n'a pas encore répondu à notre lettre. A Bruxelles, ils sont pragmatiques à l'heure d'aborder les violations des droits de l'homme dont sont victimes les Amazighs. Le Congrès mondial amazigh demande l'envoi au Maroc d'une délégation du Parlement européen pour enquêter sur cette question.*



28 19 1608 1

# Le Monde Amazigh

## العالم الأمازيغي

DIRECTEUR RESPONSABLE: AMINA IBNOU-CHEIKH - DEPOT LEGAL: 2001/0008- ISSN: 1114-1476 - N°107 Avril 2009/2959 - PRIX: 5 DH /1,5 EURO

### Le porte parole du Gouvernement marocain réagit à la lettre que le Congrès Mondial Amazigh a envoyé au Parlement européen



Suite aux déclarations du Ministre de la Communication et porte parole officiel du Gouvernement marocain, M. Khalid Naciri, lors d'une rencontre avec la presse, après la tenue des travaux du Conseil de son gouvernement, la semaine dernière, et commentant la lettre adressée par le

Congrès Mondial Amazigh au Parlement européen en affirmant que la demande du Congrès quant à la révision du « Statut avancé » accordé au Maroc par l'Union européenne constitue « une position politique extrémiste qui l'a surpris et déconcerté du fait qu'elle porte atteinte aux intérêts suprêmes de la nation », ajoutant que « la cause amazighe jouit d'une attention particulière à tous les niveaux », je me vois tenu, face à ces déclarations émanant d'un responsable gouvernemental marocain de répondre pour apporter les éclaircissements nécessaires, eu égard à la responsabilité qui est la notre quant à la défense des causes du peuple amazighe au niveau régional et international.

« Premièrement : Il faut souligner que les propos de M. Naciri et ses déclarations ne représentent pas le peuple marocain du fait qu'il est Ministre du gouvernement d'une minorité et du fait que la majorité du peuple marocain a boycotté les élections à 70%. Par conséquent, ses déclarations ne nous concernent pas d'autant plus que le gouvernement dont il est le porte parole ne jouit pas de la base de la légalité populaire qui émane démocratiquement des urnes ; Deuxièmement : M. Naciri est connu pour son discours ambigu relatif aux dossiers en relation avec la cause amazighe, dossiers qui restent suspendus dont celui de la chaîne de télévision amazighe, reportée des dizaines de fois, bien que le budget qui lui est alloué soit adopté. Actuellement il n'existe pas de volonté sincère pour que cette chaîne voit le jour, en dépit de l'extrême importance de ce sujet qui rétablira une justice en permettant à des millions de marocain de communiquer dans leur langue. De quelle « attention particulière » parle donc le Ministre marocain Khalid Naciri ?

Troisièmement : Il s'avère nécessaire de décrire la réalité marocaine et la réalité de l'amazighité, loin des mensonges de l'Etat et de ses institutions. Notre devoir de dénoncer cette réalité ne constitue pas une atteinte à notre pays, comme le prétend le responsable gouvernemental, mais a pour dessein d'apporter des solutions concrètes à ces problèmes qui ne supportent plus d'attente. Car les ignorer ou y apporter des solutions de replâtrage, ne fait qu'aggraver la situation. Notre responsabilité historique nous pousse à la dénonciation.

Le Ministre marocain peut-il affirmer le contraire de ce que nous avançons concernant la réalité de

l'amazighité au Maroc ? A ce propos, nous rappelons au porte parole officiel que le gouvernement marocain est toujours fidèle à la politique d'atteinte aux droits de l'homme amazigh au niveau économique, politique et culturel, comme le confirment les indicateurs suivants : la



marginalisation des régions peuplées par les amazighs dans les montagnes et les déserts et qui sont situées loin des centres urbains; la poursuite de l'interdiction des prénoms amazighs; la limitation de l'intégration de l'amazighe dans le système éducatif; le refus de réformer les programmes, les matières et les curricula éducatifs marocains, particulièrement ceux de l'éducation islamique, l'histoire, la géographie et la langue et la littérature arabes qui rattachent les origines de la civilisation marocaine à des origines orientales pures et le refus de reconnaître toute caractéristique africaine et authentique à la civilisation amazighe ; le blocage du projet de la chaîne de télévision amazighe ; et la non reconnaissance par la constitution de la langue amazighe, ce qui rend toute réforme dans ce domaine absurde et sujet à des surenchères politiques désuètes...

Et pour vous éviter de rappeler un ensemble de violations et de modes de répression, d'intimidation, d'humiliation, de mépris, de falsification, d'appauvrissement, de spoliation et de déplacement qui sont en contradiction avec les traités internationaux des droits humains, y compris ce qui a été adopté dans le cadre du statut avancé accordé par l'Union Européenne au Maroc, nous avons opté pour l'envoi d'une lettre à l'Union européenne, qui a préféré octroyer ce statut au Maroc sans prendre en considération les faits sus mentionnés. Et partant, nous rappelons que ce statut accordé au Maroc n'est pas octroyé en aucune façon pour renforcer la tyrannie et la dictature au Maroc !

Nous voulons également avertir le Ministre Khalid Naciri que **les véritables intérêts de la nation sont la satisfaction de nos revendications légitimes** dont une partie a été mentionnée ci haut et non le recours à la menace à l'encontre de voix revendiquant la démocratie et les droits de l'homme. Fait que nous avons constaté suite aux déclarations du Ministre. Constat inhabituel émanant de ce Ministère qui s'aligne sur les positions du Ministère de l'intérieur. Et ces menaces confirment notre situation de militants amazighs opprimés et reflète le vrai visage de l'Etat marocain et sa politique raciste et d'apartheid contre les amazighs ».

\* Signé : Rachid RAHA  
Président du CMA



## Mme. VICTORIA TAULI-CORPUZ, PRESIDENTE DE L'INSTANCE PERMANENTE SUR LES QUESTIONS AUTOCHTONES

*Le développement économique et social, les femmes autochtones et le Programme d'action pour la deuxième Décennie internationale des populations autochtones ont constitué les thèmes principaux des travaux de la huitième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones (UNPFII), qui se sont tenus à New York du 18 au 24 mai et expliqué sa Présidente, Mme Victoria Tauli-Corpuz, des Philippines au cours d'une conférence de presse au Siège de l'ONU. L'Instance était chargée d'examiner la mise en œuvre de ses recommandations sur ces questions, a ajouté la Présidente.*

*« Ce matin, au cours d'une discussion avec des experts, nous avons aussi examiné l'impact de la crise économique et financière mondiale sur les peuples autochtones », a-t-elle indiqué. Elle a précisé, en effet, que, dans la course vers le redressement de l'économie, cette crise peut entraîner une augmentation des expropriations des terres et territoires des peuples autochtones, ainsi que des violations des droits de l'homme plus fréquentes.*

*« Les gouvernements et les institutions financières internationales ont relevé le niveau des budgets consacrés à des projets d'infrastructures », a-t-elle indiqué, citant le cas de la Banque mondiale qui a fait passer ces budgets de 15 à 45 milliards de dollars pour 2009. Mme Tauli-Corpuz s'est inquiétée de cette tendance à accélérer la mise en œuvre de projets qui peuvent avoir des conséquences sur les droits des autochtones.*

*Elle a illustré ses propos en donnant l'exemple du Canada où les communautés d'amérindiens Kahnawake Mohawks protestent contre les projets d'infrastructures facilitant l'extraction minière. Ce pays a, en effet, adopté d'importants projets d'infrastructures pour construire des routes qui traversent les territoires autochtones afin d'accéder aux sites d'extraction minière. La Présidente de l'Instance permanente a rappelé qu'en vertu de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, il faut obtenir l'accord préalable des peuples autochtones pour démarrer ces projets.*

*« Nous reconnaissons le besoin de reconstruire les économies, mais nous voulons rester vigilants quant au sort des autochtones qui peuvent être déplacés du fait de ces projets », a-t-elle déclaré. Il faut, a-t-elle estimé, les impliquer dans l'élaboration des projets.*

*« Nous avons aussi eu un dialogue approfondi avec des institutions de l'ONU, dans le cadre de nos efforts visant à renforcer leur collaboration avec l'Instance permanente », a poursuivi Mme Tauli-Corpuz, citant notamment le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DESA), le Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et le Fonds international de développement agricole (FIDA).*

*Après l'adoption en 2007 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, les institutions de l'ONU avaient décidé de revoir leurs stratégies et programmes pour s'assurer du respect des droits des peuples autochtones, a-t-elle rappelé. « Au cours du dialogue avec ces institutions, les gouvernements leur ont demandé comment elles intégraient les préoccupations des autochtones dans leurs activités ».*

<http://www.un.org/News/fr-press/docs/2009/Conf090527-AUTOCHTONES.doc.htm>

## Déclaration du Caucus amazigh Instance Permanente des Nations Unies pour les Peuples Autochtones VIII session, New-York, 18-29 Mai 2009

La délégation amazigh participant à la huitième session de l'Instance Permanente des Nations Unies, s'est réunie au siège des NU à New-York. Après avoir passé en revue la situation des droits du peuple amazigh, constate :

### \* Au Maroc

Après quelques actions en faveur de la reconnaissance de l'identité Amazighe depuis 2002, le mouvement Amazigh constate un double langage d'application des engagements du gouvernement Marocain au niveau du renforcement de la langue Amazighe dans la vie publique et l'introduction de Tamazigh dans l'éducation et les médias. L'expropriation et la spoliation des terres des Amazighs se poursuivent sans relâche, poussant les paysans Amazighs à la pauvreté et à l'exil. L'interdiction des prénoms Amazighs se poursuit malgré l'engagement du gouvernement Marocain devant les instances onusiennes de remédier à la situation. Le Mouvement Culturel Amazigh au Maroc dénonce l'arrestation des militants Amazighs (Boumalen n dades, les étudiants de Meknès, Agadir, Errachadia, Imi-n-tanout, et les militants assistants au festival musical de Rabat) et la dissolution du Parti Politique Amazigh.

### \* En Algérie

La constitution du Haut Commissariat Amazighe (HCA), et la reconnaissance de la langue Amazighe dans la constitution comme langue nationale ont été des actions positives entreprises par le gouvernement Algérien mais relèvent du passé et nécessitent une redynamisation. La politique de l'arabisation idéologique risque d'éradiquer l'identité Amazighe si une promotion agressive de la culture Amazighe n'est pas encouragée et entreprise.

Tous les moyens politiques, administratifs et financiers de l'Etat ont l'air d'être massivement mobilisés pour le sabotage économique de la Kabylie, et la marginalisation de la région. Le Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie n'est pas reconnu. Les autres régions Amazighes de l'Algérie vivent dans la même situation. Tous ces faits dévoilent un double standard adopté par le gouvernement Algérien dans sa politique vis à vis du développement de la Kabylie.

Les violences policières du printemps noir 2001 ont fait 126 morts et des milliers de blessés dans la Kabylie sont restés dans l'impunité.

\* En Libye, et en Tunisie l'existence du peuple Amazigh est simplement niée par ces régimes totalitaires.

\* En pays Touareg notamment du Niger et du Mali, les discriminations et la marginalisation de ce peuple et le non respect des accords signés entre les Touaregs et les gou-

vernements de ces Etats, poussent régulièrement les Touaregs à se révolter pour dénoncer les injustices et les menaces à leur survie. Cette répression amène les populations Touaregs à se réfugier à l'extérieur de leur pays d'origine.

Par conséquent, nous recommandons à l'Instance Permanente de prendre action sur les points suivants :

\* Mettre en œuvre et renforcer l'application de la déclaration pour les droits des peuples autochtones telle qu'elle a été adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies.

\* La reconnaissance constitutionnelle de la langue Amazighe comme langue officielle des Etats de Tamazgha (Afrique du Nord).

\* Créer des institutions Amazighes nationales et régionales chargées de la formation, de la protection et de la promotion de l'identité et de la langue Amazighe,

\* La généralisation d'une manière sérieuse et crédible de l'enseignement de la langue Amazighe et son intégration équitable dans les médias publics,

\* L'autodétermination des régions Amazighes dans des systèmes fédéraux, garantissant au peuple Amazigh le droit du partage du pouvoir des richesses et des valeurs dans le respect de l'unité nationale et l'intégrité territoriale des Etats respectifs, Le droit à l'autonomie permettra aux régions qui le souhaitent des pays de Tamazgha de se réapproprier leur espace culturel, social et économique. Cela permettra de favoriser, par les échanges nécessaires, le rapprochement et le renforcement des liens entre les citoyens de Tamazgha en pensant et en vivant autrement leur unité nationale.

\* Soutenir la volonté du peuple Canarien dans son projet de l'autodétermination.

### Organisations signataires :

- L'International Touareg (Bordeaux)
- Association touareg tidawt
- Association TUNFA (Niger)
- Amazigh Cultural Association in North America (ACAA)
- Association Tin-Hinan (Bourkina fasso)
- Congrés Mondial Amazigh (Paris)
- Association ASIDD (Meknes, Maroc)
- Organisation TAMAYNUT (Rabat Maroc)
- Confédération des Associations Amazighes du sud marocain (Tamunt n Iffus) (Agadir Maroc)
- Association Tawssna (Achtouken -Ait Baha- Maroc)
- Tamaynut-América,
- Association des femmes de la Kabylie
- Le Mouvement pour l'Autonomie pour la Kabylie

## Tamaynut Dcheira organise une caravane médicale

Tamaynut Dcheira a organisé une caravane médicale les 23 et 24 mai derniers à Rotary/Igherm, avec des ateliers de formation visant les femmes de la région pour la création des coopératives et animé par

Aicha ELHARDOUM, Malika LHLALI et Khadija BLOUCH ; des sessions de formation en faveur des associations locales comme le montage de projets, animé par Abdellah Batta ; avec aussi des ateliers de poésie et contes amazigh pour enfants animé par Hanan Gahmou et la projection d'un film amazigh avec la présence de ces acteurs Aslal, Aatif et Bardoize, d'un court-métrage sur le « Sida » et le documentaire : « ni barbare ni sauvage » animé par Aalla Sabri.



## Déclaration d'Al Hoceima POUR L'AUTONOMIE DES PEUPLES ET REGIONS DE TAMAZGHA

Les associations et coordinations signataires, ci-après, à l'issue du colloque international sur « l'autonomie des peuples et régions de TAMAZGHA », organisé par la Confédération des associations culturelles amazighes du Nord du Maroc, en collaboration avec le Réseau des associations du Nord pour le développement et la coopération ainsi que le Congrès mondial amazigh, les 7 et 8 novembre 2009, à Al Hoceima :

- après les études et débats des participants, au colloque précité, dont des chercheurs, des représentants de partis politiques et des représentants des associations de la société civile ;
- vu les expériences comparatives des pays européens représentés (Espagne et Belgique) ;
- Après exposé des associations et coordinations signataires, de la présente déclaration, quant à la situation négative actuelle de la question amazighe ainsi que la question de l'autonomie des peuples et régions des différents Etats de Tamazgha ;
- Compte tenu des principes du mouvement Amazigh, fondés sur la défense de l'amazighité, en tant que langue, culture et identité, ainsi que sur les valeurs de liberté, de modernité, de démocratie, de solidarité et de citoyenneté...

Il est dénoncé ce qui suit :

### A. A l'échelle du constitutionnelle, politique et économique :

- Absence d'officialisation de la langue amazighe, dans l'ensemble des constitutions des Etats de la région de Tamazgha, alors qu'elle constitue la condition essentielle pour la consécration de la démocratie et de la citoyenneté ;
- Absence d'obligation d'insertion de l'amazighité dans les lois et règlements des Etats de Tamazgha afin de rendre effective l'introduction de l'amazighité dans l'enseignement, les médias, la justice, et la vie publique ;
- Pratiques politiques non démocratiques dans la gestion des affaires publiques, en l'absence d'une politique fondée sur le référentiel amazigh, et ce dans l'ensemble des Etats de Tamazgha, tant au niveau politique, qu'économique ;
- Absence de politique économique en faveur des populations de Tamazgha et pratiques discriminatoires quant à ses droits, et ce par la réquisition des terres collec-

tives, des forêts et minerais et tout ce qui se rapporte aux richesses et biens matériels, ce qui a conduit à une situation sociale dramatique, sur la base de lois laissées par le colonialisme qui se basait sur la spoliation et l'exploitation, tout en distinguant entre régions dites utiles et inutiles ;

- La création d'entités politiques arabes dans la nation amazighe qui ne tiennent guère compte du référentiel amazigh originel de Tamazgha.

démocratique qui réponde aux exigences politiques, sociales, économiques et culturelles des peuples et régions de Tamazgha, en tenant compte des chartes, pactes et autres instruments internationaux pertinents, dans le respect des spécificités des diverses régions de Tamazgha.

### Liste des associations, coordinations et entités signataires :

- 1-Confédération des associations amazighes du Nord du Maroc
- 2-Réseau des ONG du Nord pour le développement et la solidarité
- 3-Confédération des associations amazighes du sud « Tamout n Ifouza »
- 4-AMREC
- 5-Organisation TAMAYNUT
- 6-Coordination des Associations amazighes du Moyen Atlas AMYFA
- 7-Coordination Mouloud Mammeri des associations amazighes du Sud Est
- 8-Union des Associations Touarègues de la Mauritanie
- 9-Comité Préparatoire de la Confédération des Associations Amazighes du Moyen Atlas
- 10-Congrès Mondial Amazigh
- 11-Assoc. Amousaw de Tizi Ouzou
- 12-Collectif des femmes du printemps noir à Tizi Ouzou
- 13-Assoc. Numydia d'Oran, Algérie



### B. A l'échelle sociale et culturelle :

- Persistance des régimes en place dans les pays de Tamazgha à défendre la logique de la pensée unique quant à la culture et l'identité en diluant l'identité à travers une politique d'acculturation de l'héritage civilisationnel et culturel amazighs dans les systèmes arabes.

Compte tenu des faits anti-démocratiques précités,

#### les participants au colloque :

1. Considèrent qu'il est urgent et nécessaire de recourir à une politique démocratique qui tient compte des réclamations et revendications légitimes des mouvements amazighs d'Afrique du Nord ;
2. Requièrent le recours à une politique d'autonomie participative des régions, conformément aux expériences et modèles des Etats développés, en tant que solution

- 14-Assoc. Azaghar, Mrirt
- 15-Assoc. Ziri d'Oujda
- 16-Assoc. Massinissa Tanger
- 17-Assoc. Tafroussaman, Mrirt
- 18-Assoc. Asouani d'Alhoceima
- 19-Assoc. Abghour Mrirt
- 20-Assoc. Bouya de Ben Tayeb
- 21-Assoc. Issni n Ait Baaman de Sidi Ifni
- 22-Forum de recherche et Initiatives d'Ait Bou Ayache
- 23-Fondation Montgomery Hart des Etudes Amazighes, Espagne
- 24-Assoc. Anir de Développement de Taza
- 25-Assoc. Tamout de Mirlefi d'Ait Baaman
- 26-Jeunesse Démocrate Amazigh

## Des enseignants Amazighs participent à un séminaire sur la Shoah à Yad Vashem

Un groupe de 18 enseignants Amazighs du Maroc a passé une semaine à Jérusalem, et a participé à un séminaire de 8 jours sur la Shoah à Yad Vashem.

Les Amazighs connus en Europe sous le nom de Berbères, sont les populations autochtones l'Afrique du Nord, de l'Égypte aux îles Canaries en Espagne, avant la conquête Arabe. Certaines études montrent qu'une partie de la population égyptienne est d'origine Amazighe.

Les Amazighs dans les différents pays sont souvent poursuivis et ne peuvent s'exprimer. En Libye ils sont interdits, et poursuivis, en Algérie ce sont les Kabyles qui n'ont pas toujours la vie facile, alors qu'au Maroc ils jouissent d'une certaine liberté. En général ces populations habitent les régions montagneuses.

Avant la conquête Arabe, beaucoup de ces tribus étaient juives et les Arabes ont été arrêtés dans leur avancée lors de la conquête de l'Afrique du Nord, par une Reine juive Amazighe : "La Kabina" (" Tihya ") Les relations entre les juifs et les Amazighs étaient toujours très bonnes.

Les Amazighs sont musulmans sun-

nites, chrétiens et juifs. Le premier contact avec Yad Vashem a été créé il y a 3 ans par un enseignant Amazigh, lors d'une conférence à Tanger. Celui-ci avait demandé \_ organiser un séminaire en Israël, ce que Yad Vashem a accepté avec enthousiasme.

Mon ami Boubker Outadit, l'organisateur du projet, raconte que son intérêt pour l'étude de la "Shoah" a commencé pendant qu'il étudiait l'histoire et la langue allemande à l'Université de Casablanca.

Ali Kadaoui un des membres du groupe a l'intention d'enseigner la Shoah - son retour au Maroc et raconte que beaucoup d'écoles au Maroc enseignent la Shoah, même si le sujet n'est pas inclus dans le programme des études scolaires. A son avis : les berbères ont toujours eu un lien très fort avec la communauté juive, car nous étions ensemble au Maroc bien avant la venue des Arabes. Sans aucun doute, l'époque, nos deux peuples ne formaient qu'une seule entité.

Shalom Marciano en collaboration avec Boubker Outadit

\* Source : [www.afrique-du-nord.com](http://www.afrique-du-nord.com), 22 novembre 2009.

## La CBF soutient un projet humanitaire en direction des berbères amazigh du Maroc

Une ferme agricole pour faire vivre un village berbère : La première production prévue pour la fin de l'année

Le village de Zaouiat Sidi Ahmed, situé à 25 km de Ouarzazate, vit une dynamique assez singulière. Ses habitants pourraient en effet, à partir d'octobre prochain, se vanter des produits issus de la nouvelle ferme agricole. Fromage de chèvre, lait, viande rouge ovine, huile d'olive... autant de produits aujourd'hui très prisés par le consommateur.

Pour l'instant, la commercialisation du lait est déjà opérationnelle auprès de la coopérative de Ouarzazate. Celle du fromage démarrera dès cet hiver. Suivront, à partir de l'année prochaine, l'huile d'olive et la viande rouge. Le tout sous le label « Terroir et Solidarité ». Une appellation inédite pour désigner une production artisanale et de qualité.

A noter que le projet a vu le jour grâce au soutien de coopératives françaises. Représentant un investissement de 900.000 DH, le projet a été le fruit d'une rencontre entre un groupe d'élèves français d'Avignon et des jeunes villageois de la région. En effet, en 2003, une classe solidaire avait été organisée par le lycée Saint-Joseph, sous la direction de leur enseignante, Valérie

Gensoumet. Cette rencontre a abouti à la création d'une association de développement baptisée Tifaout N Zaouit et d'une ferme agricole. Pour ce dernier projet, les jeunes lycéens ont pu mobiliser des experts français qui les ont aidés à finaliser la structure. L'Office régional de mise en valeur agricole a également été mis à contribution. Une collecte de fonds a été lancée et, en 2004, les travaux de rénovation d'anciennes infrastructures ont été effectués. Les parcelles agricoles ont été retravaillées et un puits foré.

Résultat des courses, une belle ferme à l'architecture traditionnelle berbère et aux équipements modernes. L'étable a accueilli, en 2007, ses premiers animaux, chèvres et bovins. Quant à la fromagerie, elle a bénéficié d'un don du Rotary Club. Des essais sont en cours et la première production « made in Ouarzazate » devrait arriver sur les étals nationaux dès la fin de l'année. Les quantités ne sont pas encore dévolées. Enfin, une unité de trituration d'olives est en cours de réalisation. Elle servira à traiter la production que va réaliser la ferme de Zaouiat Sidi Ahmed.

\* A.Rachidi  
Source : [www.cbf.fr](http://www.cbf.fr)



# Le Monde Amazigh

## العالم الأمازيغي

DIRECTEUR RESPONSABLE: AMINA IBNOU-CHEIKH - DEPOT LEGAL: 2001/0008- ISSN: 1114-1476 - N°117 Février 2010/2960 - PRIX: 5 DH / 1,5 EURO

## Des organisations amazighes dénoncent le complot en cours contre l'enseignement de la langue amazighe

Les organisations amazighes, représentant les différentes régions du Maroc, se sont réunies au siège de l'association Tamaynut à Rabat le 21 janvier 2010. A l'ordre du jour, l'examen de la situation de l'amazighe dans l'enseignement public, à la lumière des nouvelles données secrétées par les derniers travaux du Conseil Supérieur de l'Enseignement (CSE) engagé actuellement dans l'étude de la situation des langues dans le système éducatif marocain.

Etant assurées de ce qui est en train de se tramer au sein du CSE contre la langue amazighe, à savoir le risque d'une régression sur les acquis déjà réalisés pendant les huit dernières années dans le cadre d'une politique lancée depuis 2001 sous la devise "la promotion de la langue et de la culture amazighes est une responsabilité nationale et un levier pour l'édification d'une société moderne et démocratique"; régression qui, si elle se confirme, vise à ne reconnaître à la langue amazighe qu'un statut de matière optionnelle, non généralisée, enseignée sous formes de dialectes distincts et avec un caractère autre que tiffinaghe... Etant assurées de cette machination, les organisations amazighes signataires du présent communiqué considèrent :

1- Que ce qui se trame, par certaines parties, au sein du CSE contre l'amazighe dans l'enseignement, est un complot dangereux qui risquera de générer les pires répercussions sur l'harmonie sociale et la stabilité politique de notre pays du fait qu'il constitue un avortement du projet de réconciliation initié par l'état depuis une décennie et où celui-ci a exprimé l'intention de réparer les transgressions survenues à plusieurs niveaux.

2- Que cet acte raciste, fondé sur la discrimination linguistique et culturelle est contraire à tous les engagements du Maroc tant sur le plan national qu'international, et que le fait de promouvoir la situation de toutes les langues, d'en améliorer l'apprentissage et le rendement tout en privant de ce privilège l'amazighe, langue autochtone et millénaire représentant le patrimoine linguistique et civilisationnel le plus immémorial en terre marocaine est un acte qui, par ailleurs, est susceptible de faire perdre à l'état marocain toute sa crédibilité à l'intérieur comme à l'extérieur.

3- Que toute régression quant aux quatre principes adoptés par le Ministère de l'Education Nationale pour intégrer l'amazighe dans le système éducatif marocain, à savoir l'obli-



gation de son enseignement, sa généralisation horizontale et verticale, sa standardisation et l'adoption de son alphabet originel tiffinaghe, constituera une atteinte à la dignité citoyenne de l'homme amazighe.

Cela mettra en péril la langue et la culture amazighes et provoquera une perte de l'identité culturelle amazighe bafouant ainsi les droits de l'homme et des peuples.

Il est à signaler que langue amazighe est citée par l'UNESCO parmi les langues en danger.

Compte tenu de ce qui précède, il a été décidé ce qui suit :

A- Mobilisation de toutes les organisations amazighes ainsi que les forces politiques et civiles démocratiques pour faire face à toute tentative complice visant l'atteinte des droits amazighes fondamentaux soutenus par des références politiques et de droits humains entérinés nationalement et internationalement.

B- Tenue d'une conférence de presse autour de ce sujet à Rabat le mercredi 17 février 2010 à 10 H, dont le lieu sera fixé ultérieurement.

C- Organisation de sit-in revendicatifs dans toutes les régions du Maroc le même jour.

D- Organisation de colloques et de rencontres dans tout le pays en vue d'une célébration militante de la journée mondiale de la langue maternelle, le dimanche 21 février 2010.

Associations signataires:

- 1- Confédération des Associations Culturelles Amazighes du nord du Maroc.
- 2- Confédération « Tamoumt n'iffus » des associations Amazighes du sud.
- 3- Réseau des ONG de la société civile du Nord du Maroc.
- 4- Congrès Mondial Amazigh.
- 5- Tamaynut.
- 6- Tamaynut . Agadir
- 7- Association Amezruy.
- 8- Observatoire Amazigh des Droits et libertés.
- 9- La ligue amazigh des droits humains
- 10- Association Anaruz
- 11- Confédération des associations Amazighes du Moyen Atlas (Comité préparatoire).
- 12- Parti Démocrate Amazigh Marocain
- 13- Jeunesses Amazighes Démocrates
- 14- Tamaynut . Rabat
- 15- Université d'été .Agadir
- 16- Alliance Tirra. Agadir.
- 17- Association Aourir pour la culture et le sport.
- 18- Assoc. Asiggl pour la recherche culturelle et éducative.Biougna.
- 19- Assoc. Tawssna.
- 20- Tamaynut. Ayt melloul.
- 21- Coordination Ousman. Dcheira (8 associations).
- 22- Tamaynut. Boutrouch.
- 23- Tamaynut. Imi tanut.
- 24- Assoc. Tagherma.
- 25- Tamaynut.Tarrast.
- 26- Assoc. Tilelli n udrar.
- 27- Assoc. Tifawt. Biougna.
- 28- Tamaynut. Lakhssas.
- 29- Tamaynut.Tiznit
- 30- Assoc. Wiam
- 31- Association AMUD Tikiouine.
- 32- Association culturelle berbère TAMAZIGHT de Liège (Belgique)



## Les 6ème assises du Congrès Mondial Amazigh se tiendront dans la région de Souss au Maroc, en novembre 2011

En ce jour, 27 novembre 2010 s'est tenue à AGADIR la réunion ordinaire du conseil fédéral internationale du Congrès Mondial Amazigh, conformément au statuts du 5ème congrès du CMA tenu à Tizi-Ouzou.

Après la présentation et l'adoption du bilan du Congrès Mondial Amazigh de l'exercice précédent, exposé par Mme MOUSSAOUI Faroudja présidente sortante, il a été procédé à l'installation du nouveau président en l'occurrence Monsieur Brahim BENLAHOUCINE dit UTALAT, et cela conformément à l'article 8, alinéa 6 des statuts du CMA.

-Par ailleurs, il a été décidé que Les 6ème assises du Congrès Mondial Amazigh se tiendront dans la région de Souss au Maroc, en novembre 2011, ainsi le CMA lance un appel à toutes les bonnes volontés à s'unir pour l'union de toutes forces du



**Le président : Brahim BENLAHOUCINE, UTALAT**

peuple Amazigh.

-Le CMA décide de faire de l'année 2011, l'année de la cause Touareg, année du peuple Amazigh de la région TOUAREG «Imuhar».

Le CMA réitère son interpellation des gouvernements des pays de la région de Tamazgha pour assumer leur responsabilité historique par l'instauration de l'identité Amazigh dans toutes ses dimensions qui demeure la raison sine-qua-non de la stabilité de l'ensemble de l'Afrique du nord à savoir Tamazgha.

Pour le CMA



# Libé

SAMEDI/DIMANCHE 11-12 DECEMBRE 2010

**Tamazight en langue nationale, le 13 janvier  
jour férié, reconnaissance des prénoms amazighs**

## L'amazighité et ses revendications

Les activistes du Congrès mondial amazigh, CMA, célèbrent à leur manière la Journée mondiale des droits de l'Homme. En choisissant d'adresser une lettre ouverte au Souverain, sous l'étendard du CMA, les Imazighen du Maroc revendiquent la plénitude de l'identité et de la culture amazighes en terre marocaine. Ils reconnaissent volontiers la force de la volonté Royale pour que soit réhabilitée la culture amazigh et faire réussir un tel chantier fondé sur une réconciliation nationale. Mais, écrivent ceux et celles du Congrès mondial amazigh dont le siège se trouve à Paris, cette politique de justice rendue à l'amazighité a bien du mal à se traduire sur le terrain. Depuis 2001, c'est-à-dire depuis la création de l'Institut Royal de la culture amazigh, rien, ou presque n'a été fait, font-ils valoir. « La coopération entre l'IRCAM et différents ministères concernés par ce chantier est loin d'être au niveau escompté. Des responsables de ministères, d'académies de l'enseignement et de télévisions vont jusqu'à prendre des mesures contraires à la promotion de l'amazigh. Résultat, l'égalité des Marocains continue d'être un vœu pieux », affirme le président du Congrès mondial amazigh.

Des revendications concrètes pour dépasser les résistances faites à la politique de réhabilitation de la culture amazigh, les militants du Congrès mondial amazigh en ont plein la besace. La reconnaissance de l'amazighité passe d'abord et avant tout, expliquent-ils, par une réforme de la constitution qui portera la langue amazigh au rang de langue offi-

cielle, au même titre que la langue arabe.

Le chantier de la régionalisation n'est pas occulté. Loïn s'en fait Le Congrès mondial amazigh demande la prise en compte par la régionalisation des spécificités historiques et culturelles des grandes régions du pays. « Une telle prise en compte pourra donner du sens aux critères de cohésion et de solidarité inter-régionales » affirme un fervent défenseur de la culture amazigh.

### Relire l'Histoire du Maroc dans sa dimension amazigh

La question de l'identité est, on le sait, chevillée au corps des militants de l'amazighité qui n'hésitent pas à réclamer une relecture de l'Histoire du Maroc pour que justice soit rendue aux symboles amazigh. Une identité donc, qui doit être nécessairement portée par l'enseignement du tamazight. « C'est jusque-là un échec chez nous: l'enseignement du tamazight dans certaines écoles marocaines tient du gadget et de l'alibi! », s'indigne un activiste. Et dans la lettre ouverte adressée au chef de l'Etat à l'occasion de la Journée mondiale des droits de l'Homme, les Imazighen en appellent à la mise en œuvre de tous les moyens humains et financiers pour faire réussir l'enseignement du tamazight en tant que langue nationale obligatoire. « Les responsables qui ne remplissent pas dans ce cadre leur mission doivent rendre des comptes », soutiennent-ils avec force.

**NARJIS RERHAYE**

Suite page 3

## L'amazighité et ses revendications

*Suite de la première page*

Les médias audiovisuels ne sont pas en reste et doivent assumer leurs responsabilités. Selon les défenseurs de l'amazighité, les télévisions marocaines sont tenues de respecter leurs engagements de la question amazigh et refléter la diversité culturelle du pays.

« Les télévisions doivent réserver un quota de 30% des programmes en tamazigh, sachant que la chaîne de télévision amazigh a un quota de 30% de programmes en langue arabe », précisent-ils.

Identité encore et toujours. L'histoire des prénoms amazighs continue d'être parfois chaotique chez nous.

On se souvient du combat de cette famille de Larache dont le prénom Illy a été refusé, en 2008, à leur fille adoptive.

Dans sa lettre, le président du Congrès mondial amazigh en appelle justement à la fin de cette discrimination.

Il faut, dit-il, considérer les prénoms amazighs comme des prénoms marocains qui puisent leur légitimité dans la culture amazigh authentique.

Tous les 13 janvier, les Imazighen célèbrent le nouvel an qui coïncide avec la saison agricole. Ils se prennent à rêver d'un 13 janvier chômé et payé. Un jour férié, exactement comme le 1er janvier et le 1er moharram.

**NARJIS RERHAYE**











**LE DISCOURS ROYAL DU 9 MARS EST UN DISCOURS COURAGEUX SELON LE CENTRE EUROPÉEN D'ÉTUDE ET D'ANALYSE SUR LA MIGRATION « EUROZAM »**

Le Centre européen d'étude et d'analyse sur la Migration « EUROZAM », se réjouit du discours royal du 9 mars 2011. Discours, qui s'inscrit dans le souci de répondre aux doléances légitimes d'un bon nombre de Marocaines et Marocains qui n'ont jamais cessé de revendiquer des réformes institutionnelles et politiques.

Etant donnée la conjoncture que traverse actuellement notre région et après le mouvement du 20 février dernier, initié par des milliers de jeunes enthousiastes, qui dénoncent à la fois l'injustice, l'inégalité, la corruption et le dysfonctionnement des institutions, un tel discours peut être qualifié de courageux et responsable. Paradoxalement, alors que les formations politiques et les centrales syndicales, censés être proches des citoyens ont boycotté le mouvement, le message scandé par ceux et celles qui sont descendus dans la rue ce jour-là, a été entendu par le Souverain. En effet, ce mouvement à qui il faut rendre hommage, a eu un effet salutaire sur le pays, puisque cette démarche a permis de faire comprendre à ceux qui ne l'avait pas encore compris, que l'ensemble des marocains sont demandeurs d'un nouvel élan du processus de réformes que celui engagé jusque-là.

Malgré qu'elles n'instaurent pas une monarchie parlementaire, les réformes annoncées par le Souverain constituent incontestablement un tournant dans l'histoire du Royaume, puisqu'elles annoncent la rupture avec une monarchie exécutive au profit d'un partage équilibré du pouvoir entre le monarque et un gouvernement issu des urnes. A partir de là, les principes énoncés vont non seulement dans le sens de la démocratisation de l'État dans son ensemble, mais aussi au niveau du champ politique.

En effet, la constitutionnalisation de l'amazighité, la consolidation de l'État de droit et l'élargissement du champ des libertés individuelles et collectives, l'indépendance de la Justice et la suprématie de la loi, la séparation et l'équilibre des pouvoirs et le renforcement du statut d'un premier ministre, véritable chef d'un pouvoir exécutif effectif, sont autant de réformes qui vont dans le sens d'une réelle volonté de démocratisation du Maroc.

Cette série de réformes globales se caractérisent également par la constitutionnalisation de la

régionalisation avancée. Une régionalisation qui se voit dotée de larges pouvoirs de prise de décision et à laquelle prendront part les acteurs régionaux. En fait, le discours royal a tracé la feuille de route d'un nouveau Maroc. Mais, la réforme constitutionnelle ne doit pas ressembler à une retouche de façade. Au contraire, elle doit mentionner clairement les fondamentaux annoncés dans le discours royal.

Même si un certain scepticisme naturel envahit certains observateurs avertis des réalités de notre pays, il est permis d'être optimiste au vue de la conjoncture actuelle. Cependant la mise en œuvre de cette plate-forme exceptionnelle, nécessite efforts et vigilance. En effet, il ne s'agit pas seulement de changer la Constitution

mais aussi les mentalités. Pour se faire, il va falloir que toutes les forces vives du pays s'y mettent sérieusement. Et tant que cet objectif n'est pas atteint, rien n'est gagné d'avance. Les Citoyens Marocains de l'Étranger s'inscrivent dans cette démarche et espèrent que cette dynamique puisse répondre également à leurs doléances adressées à travers un mémorandum au Souverain en octobre 2010.

Dans la conjoncture que traverse notre région, il faut espérer que le vent de

liberté et de changement qui secoue la région, atteigne la jeunesse Sahraouie des camps de Tindouf pour qu'elle se mobilise enfin, pour se libérer des griffes des dirigeants du Polisario au service des intérêts des sécuritaires algériens.

Fidèle à sa démarche, le Centre EUROZAM poursuivra activement son travail de réflexion sur les droits des Citoyens Marocains de l'Étranger ici et là-bas. Dans cette perspective, il compte organiser avec ses partenaires en juillet prochain à Rabat un colloque sur l'évaluation du bilan des institutions chargées de la gestion du dossier de la communauté et le rôle que les CME pourraient jouer pour la concrétisation des décisions avancées dans le discours royal du 9 mars courant.

\* Said Charchira  
 Directeur d'Eurozam, Centre Européen d'étude et d'analyse sur la Migration  
 Düsseldorf (Allemagne)

**Le Congrès Mondial Amazigh réagit à propos des prochaines révisions constitutionnelles au Maroc**

Après la dynamique de combativité qui a été créée après les manifestations du 20 Février 2011 et dans le cadre des événements régionaux, tendus et précipités, qu'a connus la région de l'Afrique du Nord, vient le discours du roi Mohammed VI du 09 Mars 2011 dans lequel il a déclaré la révision de la présente constitution marocaine en annonçant quelques réformes politiques. Après une lecture et une étude du contenu de ce discours et des réactions survenues après, le Congrès Mondial Amazigh apprécie quelques réformes partielles contenues dans le discours concernant la révision constitutionnelle. Néanmoins, il enregistre quelques observations citées comme suit :

- 1-Le compte rendu du comité consultatif de la régionalisation ne répond pas aux aspirations du mouvement amazigh qui attendait une régionalisation politique basée sur des normes internationales et qui serait le principe de la réconciliation entre les régions et le pouvoir central.
- 2-La nomination d'un comité chargé de la révision de la constitution constitue une violation du principe de la démocratie participative qui doit faire participer le peuple dans la révision et la préparation des réformes ; comme elle ignore aussi les revendications importantes des jeunes du 20 Février et qui sont parmi les causes de la survenue du dit discours royal.
- 3-Le fait de citer tamazight dans le discours comme l'une des dimensions de l'identité marocaine plurielle sans signaler l'officialisation de la langue amazighe dans la constitution au même titre que la langue arabe constitue une attaque à la revendication essentielle du mouvement amazigh qu'elle considère parmi les priorités depuis des décennies et qui ne peut être sujette à aucun désistement ni marchandage.
- 4-Les sept fondements de la révision constitutionnelle proclamés dans le discours montrent que le plafond des réformes est limité. Ces fondements imposent le caractère archaïque et makhzenien de la constitution offerte et imposée au peuple depuis 1962.
- 5-Les réformes économiques et sociales audacieuses comme le partage équitable des richesses n'ont pas été proclamées.

Ainsi, le Congrès Mondial Amazigh réclame ce qui suit :

- Une réponse immédiate à toutes les revendications du 20 Février, y compris la dissolution du gouvernement et du parlement et la poursuite judiciaire des corrompus, sans essayer de les contourner par des discours théoriques.
- La nécessité de constitutionnalisation et d'officialisation de la langue amazighe dans une constitution démocratique et moderne qui garantie à la culture et à l'identité amazighes une égalité entière, et l'omission des expressions racistes telle que « le Maghreb arabe ».
- L'arrêt de la répression des protestations et des manifestants marocains à travers le territoire marocain et l'arrêt de l'attaque répressive de tous les Sit-in pacifiques qui s'organisent en faveur de la continuité du combat, surtout après le discours du 09 Mars 2011.
- Appelle à la poursuite de plus de mobilisation et plus de sensibilisation pour la réussite des manifestations du 20 mars jusqu'à la concrétisation de toutes les revendications.

\* Brahim Benlahoucine UTALAT  
 Président du Congrès Mondial Amazigh



## Libye

## Deux chercheurs marocains libérés

- **Deux chercheurs marocains en mission scientifique en Libye ont été arrêtés par les autorités de Tripoli en décembre dernier.**
- **Les diplomates marocains sont intervenus pour les libérer.**

KHADIJA SKALLI

L'affaire de l'arrestation des deux chercheurs marocains par la Libye a falli se transformer en incident diplomatique. C'est grâce à l'intervention réussie des diplomates marocains que les deux chercheurs de

med Boukous, dans une déclaration au Soir échos avant de poursuivre : «Les deux chercheurs de l'IRCAM étaient en mission scientifique en Tunisie. Ils devaient faire une étude sur l'architecture traditionnelle dans le sud tunisien. Cette mission s'inscrit dans le cadre d'un vaste projet dont l'objectif est de faire une comparaison des architectures marocaine, tunisienne et libyenne. Joint par téléphone, le recteur de l'Institut royal de la culture amazighe a indiqué que lors de leur passage en Libye, ils avaient été arrêtés par les forces libyennes et placés en garde à vue pendant plus d'une semaine. Quelles en étaient les raisons ? «La Libye a voulu connaître les motivations de leur présence sur son territoire, a-t-on répondu d'une manière laconique sans autres détails. Quelle a été la réaction de l'IRCAM ? «Les deux chercheurs devaient rentrer le 28 décembre 2010. Toutefois, ils



(DR)

l'IRCAM (Institut royal de la culture amazighe) ont pu être libérés la semaine dernière. Selon Ahmed Boukous, le recteur de l'Institut, Asmihri El Mahfoud et Ramou Hassan ont regagné le Maroc jeudi 6 janvier. «Asmihri El Mahfoud et Ramou Hassan se portent bien», a rassuré à Ab-

**«Asmihri El Mahfoud et Ramou Hassan se portent bien», rassure Ahmed Boukous.**

ri l'ont pas donné signe de vie. Nous nous sommes inquiétés. Nous avons contacté leurs familles. Aucune nouvelle. C'est à ce moment-là que nous avons joint les autorités marocaines compétentes qui ont pris les choses en main». Une procédure diplomatique a ainsi été engagée et les autorités de Tripoli ont confirmé la présence des deux chercheurs marocains sur leur territoire. Jeudi 6 janvier, c'est le dénouement, puisqu'ils sont rentrés au pays. La situation aurait pu dégrader l'affaire a suscité la colère et l'indignation des ONG de défense de la culture amazighe. En effet, le Congrès mondial amazighe s'en est mêlé. Dans un communiqué, publié sur Internet, cette ONG a dénoncé cette arrestation sur un ton venimeux.



## **Le Congrès Mondial Amazigh se félicite de la réussite de la révolution et appelle les Tunisiens à promouvoir l'identité amazighe**

Le Congrès Mondial Amazigh ( CMA ) a suivi avec un grand intérêt la révolution du peuple tunisien, depuis son premier déclenchement dans la région de Sidi Bouzid mi-janvier de l'année précédente, et qui s'est achevée par la victoire de la volonté du peuple tunisien sur la dictature de Zine Al Abidine Ben Ali. Ce dernier avait gouverné la Tunisie, l'un des pays de Tamazgha (Afrique du Nord) avec une main de fer depuis vingt trois ans. La fuite du président autoritaire déchu coïncide avec le premier jour du nouvel an amazigh 2961.

Considérant tout ce qui précède, le Congrès Mondial Amazigh déclare :

- \* Sa félicitation au peuple tunisien pour la réussite de sa révolution qui a mis fin au régime despotique et son entrée dans une nouvelle ère de son histoire.
- \* Sa solidarité absolue et inconditionnelle avec les familles des martyres de la liberté en Tunisie et avec tous les victimes et les blessés.
- \* Son soutien à la volonté du peuple tunisien qui aspire au changement et à la liberté.

Sur ce, le Congrès Mondial Amazigh demande :

- \* A tous les amazighes ( berbères ) de la Tunisie, à titre individuel ou collectif, d'œuvrer pour promou-

voir l'identité amazighe de la Tunisie.

- \* A tous les partis politiques, les syndicats, les associations et les organisations démocrates d'occuper à l'identité et à la culture amazighes sa place qu'elle mérite.

- \* Aux nouveaux gouvernements attendus de reconnaître et de protéger la langue amazighe et de lui assurer sa promotion après des décennies de marginalisation.

- \* A tout le monde en Tunisie de respecter la diversité culturelle et linguistique et de se débarrasser de la vision uniformatrice de l'identité de Tunisie.

En fin, le Congrès Mondial Amazigh dénonce :

- \* Le silence officiel de l'Etat marocain et algérien envers la révolution du peuple tunisien.

- \* Les déclarations de Kaddafi qui flattent l'ancien régime de Tunisie et qui s'opposent à la liberté.

Pour tout cela, le CMA renouvelle son appel à tous les gouvernements des pays de Tamazgha ( Afrique du Nord ) et des pays subsahariens de reconnaître constitutionnellement l'amazighité de leur pays et de leurs peuples.

**Brahim Benlahoucine UTALAT**  
Président du Congrès Mondial Amazigh



## Elections présidentielles en Algérie :

### Le Congrès Mondial Amazigh dénonce cette mascarade électorale et appelle au boycott

En s'accaparant la direction du pays en avril 1999, Abdelaziz Bouteflika avait juré de mettre le pays à genoux et avait mis, dès le départ, la Kabylie dans sa ligne de mire... A sa première visite dans la région, il traita ses habitants de nains...

Deux ans après, au printemps d'avril 2001, une date chère à la Kabylie rebelle, Bouteflika lance une meute de gendarmes pour mater l'un des fiefs de la démocratie en Algérie. Cette région qui pendant des années jouissait du titre de la petite suisse a été mise à feu et à sang. Pour la première fois, depuis l'indépendance de l'Algérie, les gendarmes ont tiré à balle réelles sur des manifestants qui protestaient, pacifiquement, contre l'assassinat, du 18 avril, d'un jeune lycéen à l'intérieur même de leur brigade. En deux ans, la Kabylie fut ruinée et mise à sac. Des dizaines d'investisseurs, d'entrepreneurs quittèrent la région. Plus de 120 jeunes furent tués par les gendarmes et quelques 10 000 blessés en 2 ans. A la même période, en 2004, les gendarmes s'attaquent à des paysans de la région des Aurès : tortures, séquestrations et emprisonnements. La deuxième région berbérophone d'Algérie venait de subir le même sort que la Kabylie. En 2008, la population de Bérriane, à Ghardaia, vit une situation de guerre civile, racisme anti-amazigh, conflit sciemment entretenu.

Dans le même sillage et en même moment en Kabylie, les gendarmes ont passé le relais aux bandits des grands chemins, pour dissuader les quelques entrepreneurs coriaces qui n'avaient pas encore quitté cette région, usant de grands moyens : rapt, kidnappings avec demande de rançons, assassinats, vols de voitures, agressions sur les routes menant aux villages,



mandats présidentiels et en renforçant son autoritarisme. Il remet ainsi en cause l'alternance au pouvoir et fait l'impasse sur l'officialisation de Tamazight, une revendication exigée par plusieurs générations.

Bouteflika annonce sa candidature aux présidentielles, son ministre de l'intérieur réaffirme le retour en force des gendarmes en Kabylie, ce qui fut dit -fut fait. Le banditisme et le terrorisme se multiplient : attentats terroristes, vols de voitures, kidnappings, agressions, etc.

En 2009, en Kabylie, ou ailleurs, la population éprise de justice et de démocratie observe dans un mutisme total, cette énième arnaque et mascarade électorale, qui consacrera à nouveau Bouteflika président pour un troisième mandat.

Le Congrès Mondial Amazigh, porte-parole des revendications démocratiques du peuple Amazigh d'Algérie, dénonce cette régression et ce retour à l'autoritarisme des tenants du pouvoir en Algérie depuis 1962, lance un appel au peuple à rejeter cette consultation électorale qui consacra l'instauration de la dictature islamo-conservatrice.

Enfin, le CMA, fidèle à ses idéaux, exige le respect et l'application des conventions internationales ratifiées par l'Etat algérien en matière des droits de l'homme, d'égalité entre l'homme et la femme, des droits économiques, sociaux, culturels, linguistiques et civilisationnels, de la liberté de pensée et de culte, des libertés individuelles et collectives, du droit à l'organisation, de la répartition juste et équitable des richesses, de la lutte contre les fléaux sociaux de la corruption et des passes droit, ainsi que du respect du principe de l'alternance au pouvoir.

\* P/Le Congrès Mondial Amazigh  
Section Algérie

etc. La Kabylie est à nouveau en situation de crise, aucun entrepreneur ne veut plus ou ne peut y investir. Faute d'élèves, les écoles ferment leurs portes unes après les autres. Les kabyles désertent en masse les montagnes pour s'installer ailleurs. Plus d'une centaine d'écoles fermées entre 2001 et 2005. Environ 200 000 jeunes kabyles ont quitté carrément le pays pour s'installer en France, au Canada, en Allemagne, en Espagne et en Angleterre... Les organisations sociales kabyles, notamment les comités de villages, manquent d'effectifs et s'affaiblissent; et c'est tout l'équilibre social qui est en péril.

Le paradoxe : l'argent arrive en Kabylie dans des sacs, pour renforcer sur place un système de corruption généralisée.

En 2008, Bouteflika reconnaît l'échec de sa politique, viole la constitution en supprimant la limitation de



# Le Monde Am

## العالم الأمازيغي

DIRECTEUR RESPONSABLE: AMINA IBNOU-CHEIKH -DEPOT LEGAL: 2001/0008-ISSN:1114-1476 - N°105

### **l'Etat Libyen menace le peuple Amazigh**

Suite aux agressions et violences graves perpétrés, contre les amazighs de Libye en général, et particulièrement celles qui ciblent toujours les symboles de la lutte amazighe à Yifran libyenne, et ce depuis le 24 décembre 2008. Les associations et activistes amazighs signataires, ci-dessous, déclarent à l'opinion publique nationale et internationale ce qui suit :

La dénonciation ferme :

1. Des atteintes à l'intégrité physique et morale des symboles et activistes défenseurs des droits amazighs en Libye, et la dénonciation des milices du régime Libyen ayant orchestrés ces violences ;
  2. De toutes les formes de violation et atteintes aux droits humains commises par le régime libyen ;
  3. Des déclarations de Kadhafi hostiles aux amazighs et à Tamazight ;
  4. Des menaces irresponsables et de la négation surréaliste de toute présence amazighe en Afrique du Nord, plusieurs fois annoncés par le chef du pouvoir militaire libyen ;
- Les signataires de ce communiqué réitèrent leurs soutien inconditionnel à l'ensemble de la communauté amazighe en Libye et à tous les défenseurs des droits humains victimes de la répression.
- Les signataires réclament la cessation immédiate de

toutes les manœuvres répressives contre les individus et collectivités amazighs en Libye, et réaffirment leur détermination à combattre par tous les moyens légitimes, ces manœuvres.



Les signataires sollicitent de toutes les communautés amazighes à travers le monde, et de toutes les instances internationales de défense des droits humains, la dénonciation de ces actes barbares et ces atteintes aux droits humains.

**Les signataires :**

1. Organisation Tamaynut (le bureau national) ;
2. Le Comité d'Action Libyen ;
3. Le Collectif de l'Union des Forces d'Azawad ;
4. Confédération Tamunt n Iffus ;
5. Fondation Tawalt ;
6. Alliance Internationale Tamazgha ;
7. Tamunt n Imazighen de Libye ( Twareg ) ;
8. Association culturelle Amusnaw de Tizi-Ouzou
9. Mouvement pour les Libertés en Kabylie MLK
10. Collectif de Femmes du Printemp Noir
11. Congrès Mondial Amazigh (www.cmamazigh.com)
12. Association culturelle aghbalu Tizi-Ouzou
13. Association culturelle Tarwa n Gaya Tizi-Ouzou.

Le Monde Amazigh Février 2009.



## Le Groupe d'action marocain pour le soutien du peuple libyen et le Congrès Mondial amazigh dénoncent les autorités marocaines de complicité avec le dictateur Kadhafi

Les forces de l'ordre marocaines ayant décidé d'interdire le sit in de soutien au peuple libyen, organisé par le groupe d'action marocain pour le soutien du peuple libyen et le congrès mondial amazigh ainsi que par d'autres organisations, le mardi 22 février 2011 à 17h devant le centre culturel de Libye, sont intervenues avec une grande violence pour disperser les manifestants, pratiques qui contredisent les discours de transition démocratique tenus par l'état marocain. Des manifestants ont été blessés, d'autres malmenés brutalement ou pourchassés avec des matraques. Après ces événements graves, nous déclarons ce qui suit à l'opinion publique nationale et internationale ce qui suit :

1) La violence avec laquelle sont intervenues les forces de l'ordre va à l'encontre des droits humains, du droit au rassemblement et à la liberté d'expression. L'interdiction de ce sit in nous confirme que le régime marocain malgré les promesses déclarées et les discours de transition démocratique, n'a pas changé, et reste toujours un régime makhzénien aux pratiques archaïques. Nous sommes convaincus également que le régime marocain reste l'allié des autres régimes dictatoriaux tel que le régime libyen.

2) Nous dénonçons le silence complice des instances et des états au niveau international et appelons toutes les forces vives pour soutenir le peuple libyen

dans cette épreuve difficile contre le régime sanguinaire qui mène une campagne d'extermination où les milices du Dictateur Kadhafi utilisent des armes lourdes contre la population désarmée.

3) Nous considérons que la révolte et le sacrifice du peuple libyen s'inscrit dans un combat juste et légitime pour la liberté et la dignité et nous lançons un appel à tous les états et les organismes internationaux pour mettre fin au massacre perpétré par le dictateur libyen. Nous appelons à la poursuite du dictateur Kadhafi par la cour pénal international pour les crimes commis à l'encontre du peuple libyen.

## Libya : Touaregs, concernés ou impliqués ?

*«IL faut qu'il y ait un homme pour accepter de mourir. Cet homme existe toujours. Mais il faut aussi que d'autres disent cette mort, hurlent qu'elle est victoire et non défaite, créent autour d'elle l'œuvre, religion, fable, poème, récit, chanson qui multipliera l'exemple. Le vent lui-même doit savoir qu'un homme a accepté de mourir parce qu'il croyait à des valeurs dont l'histoire à chaque instant démontre la faiblesse.»* Max Gallo, le pouvoir à vif, édition Robert Laffont.

La généralisation se tient à nos portes, elle guette le carrefour des peuples du désert avec le regard de l'amalgame, l'aveuglement de la convoitise et le flou de la trahison. L'inhabité se resserre, les centres atteignent les marges. Bientôt, le tsunami des appétences humaines s'étendra sur les espaces. Temoujgha et ses valeurs pourront-ils résister ?

«Un guide » parmi des guides, «un amenokal de Touaregs» parmi les sans-terres, «un président de ligue des tribus du Grand Sahara (Arabe)» disait, effrayé et ébranlé des deux côtés par la vague d'espérance populaires: «je suis un homme du désert, j'habite la tente». Quel nomade du Sahara n'a pas vibré sous ces paroles ? Et quel saharien pouvait rester insensible à ce décret identitaire et à cette vocifération à l'aide?

Le billet vert se charge de recruter les oisillons déparantés et oisifs ; le pacte libyen prend au piège les engagés par contrat. *As emmeskal n ezni almud* «troquer le

sang contre l'apprentissage».

Les éclairés savent de quoi il en retourne, la majorité du peuple n'a pas dit son mot.

Aujourd'hui, malgré la liste des non-choix, pour les Touaregs concernés, il faut choisir. Tamazgha et Temoujgha doivent ensemble faire un pas dans l'histoire. Il n'est pas en ce moment question de libérer le pays touareg mais, de ne pas participer à l'assassinat de son peuple et de ne pas le trahir, de se placer avec les masses. Ne laissons pas massacrer, ne regardons pas le meurtre comme aux temps premiers, ne vivons pas les pieds dans le sang. Si vous mangez l'œuf, la poule est concernée ; si vous mangez du steak, le bœuf est impliqué. Nous demandons à toutes celles et ceux qui ont encore en eux le rêve des valeurs du projet initial et de l'idéal démocratique, de ne pas s'impliquer dans la rivière de sang, de n'être pas concernés par la crise d'un despote. Vous n'avez pas à signer ces avenants au contrat. Vous êtes désormais libres. Les Touaregs sont déjà exclus par leur place dans la géographie sociale, souvent soumis au despotisme économique et politique, à la merci d'accidentels tenants. Ils sont sans pouvoir sur autrui, chérissent la liberté et la fierté et, en ce sens, ils vivent déjà les valeurs démocratiques.

Essalam eghlaykum !

Le président de l'internationale touarègue (Bordeaux).



## **Le Congrès Mondial Amazigh dénonce le génocide perpétré par le dictateur Kadhafi à l'encontre du peuple libyen**

Le Congrès Mondial Amazigh suit avec grand intérêt les nouveautés que connaît la région de Tamazgha en raison de la dynamique de changement qui a commencé il y a déjà plus d'un mois et qui continue. Dynamique qui vise la consécration de la démocratie, la volonté des peuples et la fin des dictatures dans la région. Et dans le cadre de ce suivi, le Congrès Mondial Amazigh déclare ce qui suit :

- Au niveau régional de Tamazgha:

\* Dénonce énergiquement la politique des assassinats sauvages et le génocide perpétrés par le dictateur Moammar Kadhafi à l'encontre du peuple libyen et demande à la communauté internationale d'assumer sa responsabilité quant à ce qui se passe en terre de Libye ;

\* Salue la création de la première association amazighe en Tunisie et souhaite à ce cadre légitime la continuité et la réussite jusqu'à ce que la Tunisie recouvre son identité et sa culture amazighes ;

\* Manifeste sa solidarité avec le mouvement amazigh de l'Algérie contre le pouvoir en place et son droit à se manifester et à commémorer le printemps amazigh ;

-Au niveau du Maroc (Tamazgha occidentale) :

\* Dénonce avec force l'exclusion des détenus politiques de la cause amazigh Hamid OUADOUCH et Mustapha OUSSAYA de la liste des détenus libérés récemment et demande leur libération immédiate ;

\* Demande que la vérité sur l'assassinat politique qui a visé le militant et le penseur Boujamaa El Habbaz soit révélée et connue;

\* Réitère son attachement à la plate forme du mouvement du 20 février et à son programme de lutte jusqu'à la satisfaction de ce dernier de manière pacifique. En outre le CMA estime que les cadres associatifs amazighes reçus par la Commission « El Mennouni » ne représentent qu'eux-mêmes ;

\*Réitère son appel à l'ensemble du peuple marocain pour sortir manifester pacifiquement le 24 avril et demander avec insistance la satisfaction des revendications du mouvement du 20 février pour un nouveau Maroc.

\* Brahim Ben Lahoucine OUTALAT  
Président du Congrès Mondial Amazigh



Libye

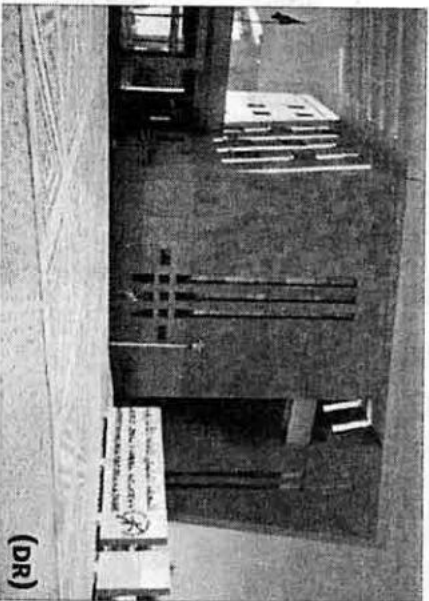
## Deux chercheurs marocains libérés

► **Deux chercheurs marocains en mission scientifique en Libye ont été arrêtés par les autorités de Tripoli en décembre dernier.**

► **Les diplomates marocains sont intervenus pour les libérer.**

KHADJA SKALLI

L'affaire de l'arrestation des deux chercheurs marocains par la Libye a failli se transformer en incident diplomatique. C'est grâce à l'intervention réussie des diplomates marocains que les deux chercheurs de



(DR)

l'IRCAM (Institut royal de la culture amazigh) ont pu être libérés la semaine dernière. Selon Ahmed Boukous, le recteur de l'institut, Asmhri El Mahfoud et Ramou Hassan ont regagné le Maroc jeudi 6 janvier. « Asmhri El Mahfoud et Ramou Hassan se portent bien », a rassuré Ah-

med Boukous, dans une déclaration au Soir échos avant de poursuivre : « Les deux chercheurs de l'IRCAM étaient en mission scientifique en Tunisie. Ils devaient faire une étude sur l'architecture traditionnelle dans le sud tunisien. Cette mission s'inscrit dans le cadre d'un vaste projet dont l'objectif est de faire une comparaison des architectures marocaine, tunisienne et libyenne ». Joint par téléphone, le recteur de l'Institut royal de la culture amazighe a indiqué que lors de leur passage en Libye, ils avaient été arrêtés par les forces libyennes et placés en garde à vue pendant plus d'une semaine. Quelles en étaient les raisons ? « La Libye a voulu connaître les motivations de leur présence sur son territoire », a-t-on répondu d'une manière laconique sans autres détails. Quelle a été la réaction de l'IRCAM ? « Les deux chercheurs devaient rentrer le 28 décembre 2010. Toutefois, ils

**« Asmhri El Mahfoud et Ramou Hassan se portent bien », rassure Ahmed Boukous.**

*n'ont pas donné signe de vie. Nous nous sommes inquiétés. Nous avons contacté leurs familles. Aucune nouvelle. C'est à ce moment-là que nous avons joint les autorités marocaines compétentes qui ont pris les choses en main ». Une procédure diplomatique a ainsi été engagée et les autorités de Tripoli ont confirmé la présence des deux chercheurs marocains sur leur territoire. Jeudi 6 janvier, c'est le dénouement, puisqu'ils sont rentrés au pays. La situation aurait pu dégénérer. L'affaire a suscité la colère et l'indignation des ONG de défense de la culture amazighe. En effet, le Congrès mondial amazigh s'en est mêlé. Dans un communiqué, publié sur Internet, cette ONG a dénoncé cette arrestation sur un ton veinieux.*





## Lettre du congrès mondial amazigh Au Conseil National de Transition de la Libye

En tant que militants du Congrès Mondial Amazigh engagés dans le combat pacifique pour les libertés démocratiques, la diversité multiple et la pluralité de nos pays respectifs ainsi que pour le recouvrement de la personnalité de nos peuples annihilée par les pouvoirs despotiques et dictatoriaux, nous vous apportant notre soutien indéfectible et inébranlable. De même, comment passer sous silence l'atrocité et le comportement abject des dirigeants arabes de Bahreïn, du Yémen et de Syrie à l'endroit de leurs peuples.

Notre lutte s'inscrit dans un cadre de l'unité une et indivisible à l'instar des autres pays de par le monde où le vivre ensemble dans la diversité du fait de l'histoire et de la formation des peuples à travers les temps et les âges qui ont connu des brassages et des mutations sans se renier, mais tout en s'inscrivant scrupuleusement dans l'unité une et indivisible de la nation. Le Congrès Mondial Amazigh réitère, tout en suivant avec attention l'évolution de la nouvelle Libye démocratique, républicaine, sociale et ouverte sur l'universalité, sa solidarité entière et son indéfectible admiration à la révolution libyenne qui s'est soldée par la victoire du peuple sur la tyrannie qui a prit par la manigance, la forfaiture et la force de la baïonnette les destinées de la Libye sœur.

Le martyr dont souffrait la Tunisie, l'Égypte, et la Libye est, dans une certaine mesure, comparable à celui des autres pays d'Afrique du nord <Algérie, Le Maroc et la Mauritanie> qui luttent encore pour un même objectif d'égalité et de liberté confisquées, depuis l'avènement de leur indépendance respective, par une bourgeoisie compradore conjuguée avec l'impérialisme et un système dominé par une escouade et un diadoque corrompu et incapables d'avoir des perspectives qui les engagent dans un développement socioéconomique et culturel en faisant corps avec le peuple. Mais frappés d'autisme et de cécité, ces derniers et leurs attendants ne voient pas le réveil de la citoyenneté est l'histoire déjà en marche.

Comparativement aux autres nations de par le monde qui se sont élevées dans la douleur, des fois, au rang de nations démocratiques et ouvertes sur l'universalité; la Libye a, de notre point de vue, dans un premier temps la mission d'abattre les séquelles de la dictature sous toutes

ses formes, de combattre toute intolérance et tout dénie ainsi que d'unifier le peuple dans le respect de sa pluralité et de sa sensibilité sans se replier sur une quelconque idéologie en dehors des libertés individuelles et collectives et du bien être de la cité

Comme la victoire Tunisienne et Égyptienne que nous saluons, celle du peuple libyen frère constitue une défaite sans appel contre le mal qui l'a gangrené durant plus de 42 ans. En cette circonstance, nous saluons le courage et l'engagement sans faille de nos frères et sœurs révolutionnaires libyens (nes) qui se sont soulevés (es) comme une seule personne contre l'arbitraire. Elle est à la fois une source de bonheur et de liberté retrouvée pour nous les nord-africains et elle constitue une inspiration pacifique aussi bien pour ses frères et sœurs que nous sommes que pour le Yémen, Bahreïn, la Syrie et les autres pays du Proche orient et d'Afrique qui suivront indéniablement.

Frères et sœurs libyens; la première étape est gagnée au prix d'un lourd tribut tant humain que matériel; qu'à cela ne tienne pour la liberté de la Libye et de son peuple d'hommes libres au passé millénaires; il vous reste celles de l'émancipation citoyenne, de la justice, du bannissement de l'intolérance et de celle du vivre ensemble dans la différence, la pluralité et la diversité sans prédominance aucune au sein de la nation libyenne unie et indivisible avec toutes ses composantes.

Vous êtes condamnés à réussir cette deuxième étape de vote révolution et à entamer celle du développement socioéconomique. Tout échec, qui vous est interdit, est sagement attendu par les falconnés et les fossoyeurs; et c'est pour ça que nous nous autorisons à être plus exigeant envers vous qu'avec d'autres.

Après nos meilleurs vœux de réussite pour le peuple libyen frère et pour vous, sachez que nous sommes sensible à tout ce qui vous touche et que votre cinglante victoire que nous saluons et partageons, nous vous souhaitons plein succès dans votre tâche ardue mais pas impossible.

Fraternellement votre  
P/ le Congrès Mondial Amazigh  
Madjid Ait Mohamed (Alger)



# Le Monde Amazigh

## العالم الأمازيغي

DIRECTEUR RESPONSABLE: AMINA IBNOU-CHEIKH - DEPOT LEGAL: 2001/0008- ISSN:1114-1476 - N°112 Septembre 2009/2959 - PRIX: 5 DH /1,5 EURO

## Lettre ouverte du CMA à Mr. Barack HUSSEIN OBAMA, Président des Etats Unis d'Amérique,



Rachid Raha

Monsieur Le Président,

Je tiens à vous écrire cette lettre ouverte afin de vous remercier vivement pour votre mémorable discours d'Accra.

En lisant attentivement votre deuxième discours en terre africaine, après celui de Caire, on a l'impression que

vos opportunes paroles sont adressées seulement à l'opinion publique de l'Afrique subsaharienne, comme si les pays d'Afrique de Nord ne sont pas concernés et ne forment pas partie de notre cher continent, qu'est l'Afrique.

C'est pour cela que j'aimerais bien juste vous assurer que le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Lybie, l'Egypte et la Mauritanie sont des pays aussi africains que le Ghana, le Zimbabwe ou le Kenya, pays de vos parents. Ils sont autant des pays africains par la géographie, par l'histoire que par leur population. Le mot lui-même d'« Africa » est d'origine amazigh qui désignait à l'époque romaine le territoire tunisien, avant d'être étendue à tout notre continent. Il dérive du terme « Afri », qui déjà à l'époque phénicienne, se disait des populations autochtones de cette contrée. Bien sûr que tous les dirigeants actuels de cette Afrique dite « blanche » vous affirmeront le contraire en arborant l'idéologie arabo-islamique, importée du Proche-Orient, et en vous assurant sans aucun doute qu'ils sont fiers d'être des « Arabes », originaires de la péninsule arabique. Une identité que eux, leurs prédécesseurs et leurs classes politiques et élites clientélistes ont imposé, -et continuent à imposer-, au reste des africains qui ne sont pas encore déracinés, c'est-à-dire « arabisés ». Comme dans le reste de l'Afrique, nos dirigeants de l'Afrique du Nord, cette partie du continent que nous on nomme « Tamazgha », sont malheureusement tous des dictateurs qui ne respectent pas la volonté de leurs peuples, ni organisent des élections transparentes et ni respectent l'alternance au pouvoir. Nos chefs d'Etats, qu'ils soient des monarques au pouvoir absolue ou des présidents tyranniques à la tête de républiques qu'ils ont obtenues à la suite de coups d'Etats, ont tous modifié les constitutions de leurs pays pour se perpétuer au pouvoir éternellement et pour s'enrichir, eux et leurs vassaux, au détriment de nos richesses naturelles, des impôts de nos citoyens et des remises de nos ressortissants à l'étranger, tout en affichant une politique d'apartheid anti-amazigh ; une politique discriminatoire qui ne respecte pas les droits politiques, économiques et culturels de ses citoyens amazighs ! L'un d'entre eux, en l'occurrence Moammar Kadhafi, qui vient de fêter ses quarante années de pouvoir dictatorial, ne se contente pas seulement de cette politique

d'apartheid, négationniste et assimilatrice d'arabiser les autochtones, mais il va plus loin en les menaçant ouvertement de génocide. Et ce n'est pas un hasard qu'il défend tout le temps, depuis qu'il est à la tête de l'Union Africaine, le criminel Omar El Bachir, accusé par la Cour pénale internationale de génocide contre les populations civiles, notamment les peuples chrétiens et animistes du Darfour et les Noubas qui vivent au centre du Soudan !

Monsieur Le Président,

Nous saluons votre pari de choisir la Turquie pour votre première visite dans le monde musulman, un pays laïque que notre grand héros, Mohamed Abdelkrim Al khattabi, admirait déjà dans les années vingt, et qui avait réussi à créer tout un petit Etat-Nation moderne en Afrique de 1923 à 1926. Un état avec des institutions et une armée populaire dont l'exemple avait inspiré à l'époque Ho Chi Minh et Mao Tsé Toung !!! Et sachez bien que la notion de laïcité, loin d'être importée de l'Occident, existait bel et bien dans les institutions sociopolitiques de nos tribus amazighes précoloniales comme en atteste nos droits coutumiers qu'on nomme « azerf ». Mais qu'après nos indépendances arrachées par les armes de nos « guérilleros » amazighs des armées de libération, les minorités « arabo-andalouses » s'inspirant des courants salafistes se sont accaparés du pouvoir central, et ont tout simplement aboli « azerf », ce droit coutumier qui régissait le partage des eaux et des richesses, les conflits et le travail collectif (twiza) depuis des millénaires !!!

Monsieur Le Président,

Laissez-moi vous dire que nous sommes fiers de nos aïeux et de l'histoire qu'ils nous ont léguée et que nos dirigeants arabistes essaient de marginaliser et de falsifier tout le temps. Nous, qu'on soit des nord-africains blancs, des africains noirs ou des afro-américains, nous sommes toujours fiers de nos ancêtres. Notre histoire ne se limite guère au XII<sup>ème</sup> siècle, la date de la fondation de la ville de Fès, célébrée récemment en grande pompe par l'Etat marocain, ni encore moins à l'arrivée des premiers conquérants « Arabes » en 642 de l'ère chrétienne (en 1592 selon notre calendrier africano-amazigh), sinon notre histoire puise ses racines dans des milliers d'années pour ne pas dire des millions d'années, depuis la naissance de Lucy ou encore plus loin, de l'apparition de l'homme de Toumaï au Tchad!!! Les quatre coins de notre continent sont marqués et jalonnés par des fouilles archéologiques et des découvertes d'ossements humains qui témoignent de la présence continue de nos populations africaines, à l'aube de la préhistoire jusqu'à nos jours, même si une grande partie de notre population nord-africaine s'est arabisée comme conséquence de son islamisation. Nous devons savoir que nos aïeux, comme en atteste les fresques et peintures rupestres de Tassili n'Ajjer, à part de domestiquer les premiers animaux sauvages, ont découvert les rudiments de l'agriculture. Ils ont découvert aussi le métal avant les hommes préhistoriques européens comme vient tout récemment de le révéler l'équipe de Youssef Bokbot à « l'assif Beht » au Moyen Atlas. Aussi les

premiers alphabets de l'écriture, qu'on appelle « tifinagh », très répandue aux Iles Canaries et vestige de la naissance des premières civilisations écrites, ont été l'œuvre de nos ancêtres avant de bâtir la grande civilisation pharaonique !!!

Monsieur Le Président,

Je profite de cette lettre pour vous interpeller sur le destin tragique d'un de nos peuples qui a le plus sauvegarder notre langue et notre culture préislamiques et nos valeurs africaines, à savoir le peuple touarègue.

Le président Nicolas Sarkozy et les multinationales françaises de l'uranium (comme Areva) se trompent absolument en proposant leur soutien logistique et militaire des gouvernements du Mali et du Niger. Des gouvernements qui utilisent le prétexte de la lutte contre Al Qaida pour mener une campagne déguisée d'extermination des rebelles et populations civiles touarègues. Laissez-moi vous assurer que nos frères du Grand Sahara, connus sous le nom des « hommes bleus », peuvent être tentés véritablement à s'allier à Al Qaida si les agressions des militaires maliens et nigériens, avec la complicité des français, continuent à être exercés contre eux !!! Sachez bien que nos frères touarègues qui connaissent les moindres recoins de leur immense territoire saharien, sont les seuls à être capables de déloger ces « nouveaux envahisseurs » d'Al Qaida. Les traiter de terroristes et de les emballer dans le même sac que les mercenaires d'Al Qaida c'est aller vers la naissance d'un nouveau Afghanistan, peut être plus dangereux et plus explosif !!!

Monsieur Le Président,

Même si on est privés de soutien et de moyens financiers et matériels, soyez sûrs que notre volonté, et notre détermination en tant que militants et jeunes amazighs sont inébranlables. Nous militerons acharnement et pacifiquement en faveur de la démocratisation de nos pays, parce que, nous amazighs, les africains originaires de cette partie septentrionale de notre continent, on est les seuls à défendre un projet de société régie par de vrais institutions démocratiques. Les seuls à se sacrifier en faveur des états laïques où les réformes constitutionnelles passent par la séparation des pouvoirs, la liberté du culte et le droit des régions à disposer de gouvernements et de parlements propres. Comme l'avait dit notre grand roi Massinissa, il y a de cela 2200 ans, et comme vous venez de nous le rappeler opportunément à Accra le 11 juillet 2009/23 juillet 2959 : « l'avenir de l'Afrique appartient aux africains ».

Rachid RAHA

Président du Congrès Mondial Amazigh



Barack Obama

## BARAK OBAMA SOUTIEN LA DECLARATION DES NATIONS UNIES SUR LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES

INTERVENTION DU PRÉSIDENT BARAK OBAMA À LA CONFÉRENCE DES NATIONS TRIBALES TENUE À LA MAISON BLANCHE LE 16 DECEMBRE 2010

Les Etats Unis souscrivent à la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des peuples autochtones

"Je vois beaucoup d'amis, beaucoup de visages familiers de cette maison. Je veux remercier tous les dirigeants des tribus qui ont voyagé pour venir ici. Je veux aussi exprimer ma reconnaissance à tous les membres du Congrès, aux membres de mon cabinet, dont le Secrétaire Salazar qui accomplit un magnifique travail dans cette maison au bénéfice des Premiers Américains et au bénéfice de tous les Américains. Merci beaucoup à chacun.

Hier, j'ai eu la chance de rencontrer, à la Maison blanche, plusieurs dirigeants tribaux, continuant ainsi une conversation commencée bien avant que je sois Président. Si j'ai été très heureux d'avoir cette occasion de parler avec vous ce matin, je suis aussi très désireux de connaître les résultats de la réunion d'aujourd'hui. Je veux en savoir plus sur la façon dont nous pouvons renforcer la collaboration entre nos gouvernements, que ce soit dans le domaine de l'éducation, de la santé, en combattant le crime ou en créant des emplois.

C'est pour cela que nous sommes ici aujourd'hui. C'est une promesse que je vous avais faite. Je me rappelle, il y a plus de deux ans, dans le Montana, avoir visité la Nation Crow, un de ces nombreuses fois où j'ai rencontré des dirigeants tribaux dans ma campagne électorale. Je peux vous dire que j'étais alors devenu un Crow d'adoption, mon nom crow est "celui qui aide les gens à travers le pays". Ma femme, quand je lui ai raconté cela a dit : "on devrait t'appeler "celui qui n'enlève pas ses chaussettes".

Je préfère le premier nom et je veux vous dire que je travaille dur pour que ce nom soit une réalité vivante.

Ce que j'ai dit alors était qu'en tant que Président je m'assurerais que vous auriez la parole à la Maison blanche. J'ai dit qu'aussi longtemps que j'occuperais cette charge plus jamais les autochtones américains ne seraient oubliés ou ignorés. Et ces deux dernières années mon administration, travaillant main dans la main avec beaucoup d'entre vous, s'est efforcée de remplir cette promesse. Vous avez de solides partenaires en Kim Teehee, mon conseiller sur les questions autochtones et Jodi Gillette du Bureau des affaires intergouvernementales.

Vous pouvez les applaudir, ils font un travail remarquable.

L'année dernière nous avons tenu le plus vaste rassemblement de dirigeants tribaux de notre histoire. Et à cette conférence – vous vous en souvenez, la plupart d'entre vous y étaient – j'ai ordonné à tous les membres des différents secteurs de mon cabinet de consulter davantage les nations tribales. Parce que je crois qu'aucune solution à l'un quelconque de vos problèmes ne peut être dictée seulement à partir de Washington. Le changement réel dépend de notre participation à tous.

Ainsi, l'an passé mon administration a travaillé dur au renforcement des relations entre nos nations. Ensemble, nous avons élaboré un programme d'ensemble pour aider à relever les défis auxquels les communautés autochtones américaines font face.

Le numéro un de notre programme concerne le droit, partagé actuellement par tous les Américains, à l'amélioration de l'économie et à la création d'emplois. Nous



avons entendu maintes fois des dirigeants tribaux dire que la clé du déverrouillage de la croissance économique dans les réserves était l'investissement dans les routes, dans les trains à grande vitesse, dans l'internet haute définition et dans les infrastructures qui connecteront mieux vos communautés à une économie plus large. C'est essentiel pour attirer le capital et créer des emplois dans les terres tribales. Aussi pour stimuler l'économie nous avons relancé les investissements routiers par l'intermédiaire du Bureau des Affaires indiennes et du Programme routier des réserves indiennes et nous avons offert de nouveaux prêts à long terme aux Réserves.

Dans notre plan pour revivifier l'économie nous avons mis des milliards de dollars sur des besoins urgents comme la rénovation des écoles. Nous consacrons des ressources à la formation professionnelle, particulièrement pour les jeunes Indiens qui, trop souvent, ont le sentiment qu'ils n'ont aucune chance de succès. Et nous travaillons avec vous pour augmenter la taille des terres tribales ancestrales afin d'aider au développement de leur économie.

Je veux aussi noter que j'appuie la législation qui clarifie – à la lumière d'une récente décision de la Cour suprême – la possibilité du ministre de l'intérieur de mettre en fidéicommis toutes les terres tribales reconnues par la fédération. C'est une chose dont j'ai discuté hier avec les chefs tribaux.

Nous sommes aussi en train de détruire les barrières bureaucratiques qui ont empêché les Nations tribales de développer des énergies propres comme les énergies éolienne et solaire.

C'est essentiel non seulement pour votre prospérité mais pour celle de tout notre pays. J'ai proposé d'accroître les prêts au commerce tribal en soutenant les institutions financières communautaires pour qu'elles puissent accorder plus de prêts. Il est essentiel d'aider l'expansion du commerce et du crédit dans les régions où il est difficile d'en trouver.

Une autre part importante de notre programme concerne la politique de santé. Nous savons que les autochtones américains ont un taux de mortalité dû au diabète, à la pneumonie, à la grippe (même à la tuberculose) plus élevé que le reste de la population. Ne vous trompez pas : cette disparité est une tragédie qui se poursuit. Les morts sont prématurées, causant d'indébiles douleurs aux familles. Comblent ces disparités

n'est pas seulement une question de politique, c'est une question de valeurs, c'est un test sur "qui sommes nous en tant que Nation ?"

L'année dernière, à cette conférence, les chefs tribaux ont parlé de la nécessité d'améliorer les soins médicaux disponibles pour les autochtones américains et de rendre accessible à tous les Américains une sécurité sociale de qualité. Quelques mois plus tard, j'ai signé la réforme législative du système de santé qui rend pérenne la Loi sur l'amélioration du système de santé indien (Indian Health Care Improvement Act). Cela rend possible, pour les tribus indiennes et les organisations tribales, de fournir un système de soins à leurs employés, d'avoir une couverture de soins accessible à chacun, y compris à ceux qui dépendent de l'Indian Health Service, c'est-à-dire la plupart des Amérindiens et des autochtones de l'Alaska. Cela fait une différence énorme.

Bien entendu, il y a encore des pas à faire pour que l'amélioration, quant à l'avenir de vos communautés, soit encore plus grande. Il faut améliorer la scolarisation dans les terres tribales. Nous devons améliorer l'éducation que nous donnerons à nos enfants. C'est la pierre de touche sur laquelle notre progrès sera construit. Nous savons que les autochtones américains sont loin de poursuivre les études secondaires et encore plus loin d'aller à l'université. Non seulement cela fait du tort au développement des économies tribales mais c'est un crève-cœur et un gâchis de potentiel humain. Nous ne pouvons accepter de gaspiller les promesses de nos jeunes. Vos communautés ne peuvent l'accepter et notre pays ne peut l'accepter. Et nous allons faire quelque chose à ce sujet.

Nous reconstruisons des écoles sur les terres tribales en aidant à s'assurer que les tribus jouent un plus grand rôle dans la détermination de ce qu'apprennent leurs enfants. Nous travaillons à ce que les parents aient de plus en plus la capacité de choisir davantage et de meilleures écoles pour leurs enfants. Et nous appuyons les programmes qui fonctionnent avec les parents indiens afin de leur donner voix au chapitre pour améliorer l'éducation dans vos communautés.

Nous travaillons aussi pour améliorer les programmes offerts aux étudiants des Universités tribales. Les étudiants de ces universités ont beaucoup moins de risques de les quitter sans diplôme et, à la fin de leurs études, la grande majorité entrent dans des carrières qui servent leur nation tribale. Ces écoles n'aident pas seulement à éduquer les autochtones américains, elles aident aussi à préserver des langues et des traditions riches mais souvent en péril. J'ai aussi eu plaisir à souligner, l'année dernière, que j'avais signé des réformes historiques qui accroissent l'aide aux étudiants et rendent les prêts aux étudiants plus abordables. C'est particulièrement important pour les autochtones américains qui luttent pour payer le diplôme universitaire.

Tous ces efforts (amélioration des services de santé, de l'éducation, de l'économie) ne réussiront pas si toutes nos communautés ne sont pas des lieux où on peut grandir, aller à l'école et ouvrir des commerces en sécurité mais où les gens sont sous la menace constante de la violence et du crime. Ces menaces restent réelles quand le taux de criminalité en pays indien est, partout, de 2 à 20 fois plus élevé que la moyenne nationale. Ce sont des statistiques modérées qui assombrissent l'avenir de vos communautés.

Aussi le ministère de la justice, sous la direction d'Eric Holder, est-il en train de travailler avec vous pour réfor-





DIRECTEUR RESPONSABLE: AMINA IBNOU-CHEKH - DEPOT LEGAL: 2001/0008 - ISSN: 1114 - 1476 - N° 135 / Octobre 2011-2961 - PRIX: 5 DH / 1,5EURO

## LETTRE OUVERTE AU PRÉSIDENT NICOLAS SARKOZY : POURQUOI LA FRANCE EST CONTRE LES IMAZIGHEN\* ?



Par Rachid RAHA\*

Monsieur le Président,  
 Votre discours du 15 septembre à Benghazi, nous a laissés pantois et stupéfaits vu que vous avez affirmé : « (...) jeunes de Benghazi, jeunes de Libye, jeunes Arabes (...) ». « (...) tous les peuples « arabes » qui veulent se libérer de leurs chaînes (...) ». Vos propos laissent penser que le peuple libyen serait un peuple « arabe » autant sur le plan ethnique que sociologique, identitaire, culturel et linguistique.

Monsieur le Président,  
 Permettez moi, de vous signaler que le succès de la révolution libyenne revient en grande partie au peuple autochtone amazigh, qui s'est rebellé à l'Est de la Libye et qui a eu le mérite de libérer Tripoli, et au peuple Toubou qui ont libéré une grande partie du Sud. Ceux que vous concéderez comme des « arabes » sont en réalité des amazighs pour beaucoup arabisés après leur conversion à l'Islam. Une arabisation forcée, voulue et accéléré par le dictateur déchu Kadhafi.

Monsieur le Président,  
 Vous ne cessez pas de qualifier les actuelles révolutions des peuples du Sud de la méditerranée « de printemps arabe », quand en réalité, il s'agit d'un printemps des peuples d'Afrique du Nord et du Proche-Orient. Dans la révolution nord-africaine du jasmin en Tunisie, les amazighs, même minoritaires, se sont engagés profondément pour le renversement du système dictatorial de Ben Ali comme l'ont fait les « coptes » et les amazighs de Siwa en Egypte tout comme sont entrain de le faire les kurdes et les druzes en Syrie...

Monsieur le Président,  
 La réduction des peuples d'Afrique du Nord et du Proche Orient sous l'étiquette de peuple arabe, perpétuant l'influence de l'idéologie totalitaire panarabiste ne satisfait pas aux intérêts des peuples. Vous venez d'aider les libyens à se libérer du colonialisme « arabiste » de Kadhafi, mais nous flairons le danger du néo-colonialisme franco-britannique d'ordre économique, qui s'intéresserait davantage aux ressources naturelles et au pétrole qu'à la libération des peuples !

Monsieur le Président,  
 Vous savez bien que la politique d'arabisation idéologique, qui a ruiné le système éducatif de nos pays d'Afrique du nord (Maroc, Algérie, Tunisie...) a été enclenchée par vos écoles coloniales « franco-arabes », qui a formé une large élite urbaine à laquelle vos prédécesseurs avaient cédé le pouvoir après votre départ d'Afrique du Nord. Ce phénomène d'arabisation qui avait

commencé pendant la période coloniale, avait déjà permis le déracinement des amazighs, forcés par l'exode rural, à descendre de leurs montagnes vers les centres urbains. Monsieur le Président,  
 Vous parlez de votre pays comme le foyer des droits de l'homme, le pays qui a chassé la monarchie absolutiste de Louis XVI. Mais, votre pays est malheureusement celui qui est à l'origine des problèmes actuels que vivent les peuples d'Afrique du Nord. Votre pays a soutenu l'absolutisme et l'archaïsme au Maroc et ailleurs. L'Etat français qui a maquillé l'Etat sultanien, de tendance médiévale, en un état « supposé » moderne où les citoyens continuent toujours à être traités comme des « sujets » par la maintenance de traditions déphasées comme le baise main et le rite de la soumission dite « bay'a », malgré l'adoption d'une nouvelle constitution que vous avez salué partout sans qu'elle se traduise par aucun changement palpable pour le peuple marocain.

Le système « makhzénien » continue à prendre le dessous sur tout changement au demeurant avec la bénédiction de la France. Comme vous le savez, c'est la France coloniale qui avait obligé l'armée espagnole, dans une action commune et coordonnée, utilisant des armes chimiques de destruction massive, telles que l'ypérite, le phosgène et la chloropicrine, et les escadrilles dites « chérifiennes » pour massacrer les populations civiles, afin de mater la guerre de libération d'Abdelkrim El Khat-tabi (1921-1927). Cette guerre à l'encontre des rifains est un crime contre l'humanité. Et c'est toujours l'Etat français qui a exclu l'armée de libération, formée exclusivement de combattants amazighs, des négociations des conditions de l'indépendance qui ont abouti aux accords d'Aix les Bains, en 1954, donnant lieu à un pseudo indépendance, en substituant l'élite administrative coloniale par la nouvelle élite urbaine « arabiste » ou « fassi ». Et lorsque les amazighs se sont soulevés contre la marginalisation des leurs au sein des premiers gouvernements post-indépendance, ce sont vos aviateurs qui ont contribué à décharger des bombes, y inclus le napalm, sur les populations civiles au Rif lors des événements des années 1958-1959. Un autre chapitre des crimes contre l'humanité. Sans parler de la complicité de vos services et de leur silence complice dans les assassinats politiques des membres distingués de l'armée de libération, dont Abass Messaadi, commis



sur ordres de vos « protégés » du parti de l'Istiqlal, dont l'un d'eux, en l'occurrence Mehdi Ben Barka, a été assassiné par des agents communs de vos services et des services marocains.

Monsieur le Président,  
 Je ne vous demanderais pas si des « mal-lettres diplomatiques » ont été acheminés de Rabat vers Paris, durant le règne de Jacques Chirac ou le règne d'autres présidents français, mais une chose est claire, le jacobinisme de l'Etat marocain, renforcé par l'idéologie dictatoriale panarabiste, n'est pas sans liens avec votre pays... Cela constitue actuellement l'handicap majeur pour sa démocratisation. Je vous confesse que le débat sur la régionalisation politique, que nous avons eu le mérite d'enclencher au Maroc, en tant que mouvement amazigh, s'est soldée par une frustration énorme en copiant le modèle le plus mauvais au monde, le modèle français, où les régions historiques sont dépourvues de vraies prérogatives politiques et divisées en départements pour de simples considérations socio-économiques, qui n'arrangent en aucune manière l'intégration et l'épanouissement de vos propres peuples : breton, occitan, basque, corse, calédonien...

Monsieur le Président,  
 Si les sacrifices humains de votre mémorable révolution de 1789 se sont achevés par la déclaration universelle des droits du citoyen, et qui a évolué par la suite en la déclaration universelle des droits de l'homme adoptée le 10 décembre 1948, les citoyens et les peuples du monde entier l'ont développé et l'ont enrichie jusqu'à ce que l'Assemblée Générale des Nations Unies l'adopte sous une nouvelle déclaration universelle, celle des droits des peuples autochtones, adoptées le 13 septembre 2007. Aussi, c'est sur la base des principes de cette dernière que nous vous demandons de respecter, et que vous appuyez l'autodétermination et l'autonomie des peuples du monde, d'Afrique du Nord, du Proche Orient et de votre propre pays, à savoir la France. Les révolutions en Tunisie, en Egypte et en Libye, au Yémen, ou en Syrie et ailleurs... sont faites par des citoyens et des peuples, qu'il ne faut absolument pas réduire à l'arabisme ! Les transitions démocratiques que ces pays sont entrain de vivre ne peuvent réussir que s'ils respectent le principe d'autodétermination et d'autonomies de leurs propres peuples autochtones avec le passage des Etats centralisés et jacobins vers les « Etats des régions » comme le stipule l'article 46 de la déclaration des peuples autochtones. La Libye, par

exemple, ne peut devenir un état authentiquement démocratique qu'à la condition que les populations de la Cyrénaïque, de la Tripolitaine, de Fezzan, les amazighs de Jbel Nefoussa à l'Est, les Tourégues et les Toubous au Sahara construisent un état décentralisé de régions qui disposerait d'un gouvernement et d'un parlement régionaux autonomes.

Monsieur le Président,  
 Le néo-colonialisme économique que vous avez parfaitement réussi à installer au Maroc, au Niger et au Mali, à travers vos multinationales (Veolia, Areva...) et que vous préparez en Libye ne résoudra pas le problème du développement humain, qui stopperait l'émigration vers votre pays, ni réduira le risque terroriste islamiste qui se répand dans la région nord-africaine et sahélienne. Je vous dirais même plus, imaginez juste un instant que les quatre millions de citoyens français d'origine amazigh de votre chère république, à coté des millions de citoyens amazighs du Maroc, de l'Algérie, de Tunisie... boycottent les produits français, [par exemple l'achat de vos marques de voitures (Renault, Dacia, Peugeot, Citroën...)], votre économie serait mise à genoux. N'oubliez pas que les amazighs, engagés dans vos armées, ont contribué à défendre, comme chair à canon, et à libérer la France lors des deux guerres mondiales, du péril nazi. C'est aussi grâce aux amazighs en tant que mains d'œuvre qui ont contribué efficacement à la reconstruction de la France après les deux guerres mondiales. De même, ce sont des figures amazighs, comme Zineddine Zidane, que le sport et les arts français ont connu ses meilleurs moments de gloire, etc.

Monsieur le Président,  
 En définitive, vous savez bien, que le respect des droits collectifs des peuples n'est aucunement en contradiction avec les droits individuels que vous avez érigés en tant que religion d'Etat. Ils sont plutôt complémentaires et leurs applications ne feront que renforcer la paix et le bien être des individus et des peuples aussi bien de France que d'Afrique et du Monde. Et parmi ces peuples singuliers, il y a le « grand peuple amazigh » qui fait inéluctablement partie intégrante de votre propre diversité ethnique et linguistique et culturelle. En Afrique du nord, M. Le Président, il n'y a pas de « peuples arabes », sinon des peuples amazighs, des hommes libres, dont certains et en grande majorité sont amazighophones et/ou arabophones, et d'autres, en minorité, sont francophones (Kabylie) et hispanophones (Iles Canaries) !

\*Rachid RAHA est président de la Fondation Montgomery Hart des Etudes Amazighs, vice-président du Congrès Mondial Amazigh et éditeur du journal « Le Monde Amazigh ». [www.amadalpresse.com/rachid\\_rah](http://www.amadalpresse.com/rachid_rah)

## LEADERSHIP DES JEUNES ET LA CONSOLIDATION DEMOCRATIQUE EN AFRIQUE DU NORD

Le journal « Le Monde Amazigh » et la Fondation CatDem, en collaboration avec Le Congrès Mondial Amazigh et l'International Touareg, et le soutien de Congrès Internationale de la Jeunesse Amazighe et l'association Abarraz, ont organisé un forum international sur le thème de: « LE LEADERSHIP ET LA CONSOLIDATION

DEMOCRATIQUE EN AFRIQUE DU NORD », le samedi 15 octobre dernier au centre culturel Jamal Dorra à la ville d'Agadir. Le forum s'est ouvert par les allocutions de bienvenue d'Amina Ibnou-Cheikh et de Mónica Sabata, coordinatrice du projet de la Fondation catalane CatDem, suivi de celle de Brahim Benlahoucine, président du Congrès Mondial Amazigh, de Thomas Fortune, président de l'Internationale Touareg, de Moussa Ag Acharatoumane, Chargé des affaires extérieures du Mouvement National de l'Azawad, de Saïd El Ferrouah, coordinateur général du Congrès International de la Jeunesse Amazighe, de Kamal Slimani, coordinateur de la Jeunesse du Congrès Mondial Amazigh, d' El Hachemi Touzene, président de l'association Amusnaw de Tizi Ouzou et de Lahcen Zeroual, coordinateur de comité de soutien des prisonniers politiques. Le forum s'est déroulé en deux séances, la première a traité la question de la « La consolidation démocratique en Afrique du Nord » avec les interventions de David Alvarado, politologue et journaliste, qui a souligné les défaillances de mouvement amazigh qui ne comporte pas vraiment un projet de société, de Mouloud Lounaouci, de Mouvement Culturel Berbère et membre fondateur du CMA de Tizi Ouzou, qui a exposé sur le thème des valeurs que les amazighs doivent défendre et Rachid Raha, président de la Fondation Montgomery Hart des Etudes Amazighs qui a disserté sur l'idée de nationalisme amazigh en le comparant au nationalisme catalan dont il prend comme exemple idéale à suivre par le mouvement amazigh. Quand à la deuxième séance, il s'est concentré sur :



« la question touarègue et le danger terroriste au Sahel » avec les interventions de Thomas Fortune, Brahim Yaabed de la Fondation CatDem, Moussa Ag Acharatoumane, et de Seydou Kaocen Maïga, président de l'Alliance pour la Consolidation de la Paix de Niger. Brahim Yaabed

a basé sa conférence sur certains points qu'il a développé avec des arguments qui nous permettent de comprendre leur importance. 1. La conscience de la jeunesse : Comment faire pour que les jeunes soient conscients de leur rôle par rapport au futur de sa propre société ? (Prosélytisme idéologique). 2. Quels sont les chemins qui mènent vers le succès de l'activisme de la jeunesse ? (Organisations civiles et civiques. Le dialogue). Savoir élire les leaders (Leadership) ; Savoir élire l'équipe qui accompagne les leaders ; Marquer les objectifs du militantisme idéologique ; Prioriser les buts ; et Établir une stratégie d'action capable d'être appliquée avec les moyens que l'on dispose. (Parmi ces moyens on dispose toujours de la capacité de séduction et des valeurs démocratiques), etc. 3. Le radicalisme idéologique est-il efficace pour la consécration de nos objectifs ? La violence (groupes radicaux par exemple le QAEDA). Le lucre propre au nom d'un faux militantisme. 4. L'apprentissage et la formation à partir de l'expérience des autres peuples et communautés ethniques. (Instruments juridiques internationaux). 5. Les risques de n'importe

quel militantisme : La fatigue et l'érosion mentales des acteurs principaux. (La baisse des bras) ; La corruption idéologique (souvent perpétrée par l'adversaire). Ici il est important savoir localiser les adversaires et toute sorte d'adversité. Mais il serait bon se rappeler que les premiers adversaires sommes toujours nous-mêmes ; 6- La modernisation (idéologique, culturelle, etc.). N'importe quel peuple doit adapter ces valeurs au rythme de l'évolution globale et générationnelle, sans pour cela perdre l'essence de son identité. Dernier point abordé, 7. L'excellence (de la pensée et de l'action), un militantisme qui ne se fait pas respecter jamais il réussira. Et le respect s'acquiert à travers de l'excellence. Quand à Thomas Fortune, Président de l'internationale touarègue, qui a remercié la ville d'Agadir, la fondation CatDem, le ministère de la coopération espagnole et le CMA de permettre ce forum et l'expression de la société civile sur les questions amazigh. Il a dit que l'affiche de ce forum révèle bien tout le travail qu'il y a à accomplir aujourd'hui pour recouvrer l'intégrité de la culture amazigh et la préserver. La reine touarègue Tin Hinan siège devant des hommes qui assurent la garde. la situation s'est inversée lentement depuis des siècles et aujourd'hui parmi les intervenants à ce forum, aucune femmes touarègue n'est présente à l'exception de la coordinatrice catalane Monica Sabata. Elles sont derrière, peu nombreuses

aujourd'hui et les hommes sont devant. Nous avons devant nos yeux tout le travail que nous devons réaliser pour inverser, équilibrer cette situation de monopole que les monothéismes et certaines cultures dominantes tentent de conserver. Plus que jamais, les femmes doivent retrouver leurs places dans les sociétés, dans la vie publique, dans les affaires des sociétés civiles, dans le militantisme. La femme Touareg a été à l'origine de la culture touarègue, elle a, à sa façon, tricoter, tisser dans le temps la nation touarègue par la langue, la musique, l'artisanat, le vêtement, la poésie, l'éducation ; cette influence s'est répandue tranquillement dans les tribus nomades et les mœurs se sont propagés tranquillement. Ce qui n'est pas le cas de certaines « nations » qui se sont imposées par la violence, par la contrainte, et dont nous retrouvons encore aujourd'hui les méthodes grossières, masculines et brutales dans les pays dans lesquels vivent les Touaregs. En tant que Touareg, nous faisons confiance à la femme, son rôle et à sa singulière sensibilité et détermination, sa différence pour établir un équilibre dans les nouveaux cadres que sont les Etats et faire perdurer les cultures dont elles ont été et sont toujours les dépositaires. Après l'éclatement du pays touareg, le rôle de la femme touareg s'est de plus en plus perdue, réduit. Les hommes partent au maquis ou à l'étranger pour du travail, les laissant à leur dur travail quotidien dans les marges avec les animaux, de plus en plus en remplaçant par des 4x4 pour réaliser du transport et du commerce. Malgré cela, la femme touareg sait qu'elle détient à elle seule les trésors de sa culture et les conserve précieusement en les distillant autrement aux jeunes générations pour le jour du renouvellement. Elles savent qu'elles seules pourront contribuer au relèvement mais seulement attendent le jour convenable, lorsqu'elles sentiront qu'elles pourront reprendre le chant et la poésie pour célébrer enfin la renaissance.

## LE MOUVEMENT NATIONAL POUR LA LIBÉRATION DE L'AZAWAD LANCE UN APPEL À L'ETAT DU MALIEN POUR RÉPONDRE PAR LE DIALOGUE À LEURS REVENDICATIONS POLITIQUES

Après plusieurs rencontres tenues dans la base du défunt Ibrahim Ag Bahanga et dans d'autres lieux de l'Azawad du 7 au 15 Octobre 2211 entre les deux mouvements : Mouvement National de l'Azawad (MNA) et le Mouvement Touareg du Nord Mali (MTNM) (dirigé par le défunt Ibrahim Ag Bahanga) et d'autres responsables militaires et politiques de l'Azawad ont également participé à ces rencontres. Les parties présentes ont convenu d'un commun accord de dépasser les difficultés pour asseoir les revendications politiques communes qui prennent en compte les aspirations profondes du peuple de l'Azawad. Après le débat consécutif sur l'avenir des populations de la région, les enjeux graves que connaît l'Azawad, les parties présentes ont décidé de se fusionner et de créer une nouvelle organisation politique dénommée : Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNL) à la place du Mouvement National de l'Azawad (M-N-A). Cette logique s'inscrit dans l'esprit de démarche déjà entamée dans le respect des promesses et engagements pris par le leader touareg Ibrahim Ag Bahanga avant sa mort tragique survenue le 26 août 2011. Cette nouvelle organisation a pour objectif de sortir le



peuple de l'Azawad de l'occupation illégale du territoire azawadien par le Mali. Ce dernier est l'animateur depuis des décennies de l'insécurité dans la région. Le mouvement lance un appel pressant à l'Etat du malien pour répondre par le dialogue dans l'urgence aux revendications politiques déjà transmises par le MNA (ancienne appellation du mouvement). Il lance également un appel aux pays de la région et à la communauté internationale pour soutenir et appuyer cette nouvelle initiative historique au

profit de la stabilité de la région.

Et ce mardi 1 novembre a été choisi par le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad en vue d'organiser partout dans les villes et villages de l'Azawad des marches pacifiques. Cette marche vise à commémorer la naissance dudit Mouvement et à protester contre le silence des autorités maliennes face aux revendications du MNL (résiliation des contrats de recherche et d'exploitation liés aux ressources du sous-sol azawadien entre l'Etat malien et les Sociétés étrangères, ouverture d'un dialogue sur le principe d'autodétermination, etc.). Au cours de la marche on pouvait lire entre autres comme messages : "Assez de massacres entre les peuples Azawad-Mali"; "Respect des Droits de l'Homme"; "Oui à l'autodétermination, Non à l'Occupation forcée"; "Ca suffit trop c'est trop"; "Libérez Azawad". Le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad dénonce l'arrestation arbitraire de trois manifestants à Kidal. Enfin le Mouvement a saisi cette occasion pour lancer un appel pressant à la Communauté Internationale et aux Organisations Internationales afin de s'impliquer sérieusement dans la gestion de la question Azawadienne.



## LES DEFIS DE L'INTERNATIONALISATION DE LA QUESTION AMAZIGHE

Pourquoi le Congrès Mondial Amazigh (CMA) suscite l'intérêt de tant d'Etats d'Afrique du Nord ? Pourquoi cette obstination continuelle de récupérer ses membres, de les coopter, de les diviser, de les domestiquer, de les discréditer, de les banaliser... ? Pourquoi les Etats arabistes, dictatoriaux et fascistes, ne veulent pas entendre parler de l'Internationale amazighe à l'étranger ? Pourquoi cette sévère déclaration du ministre Khalid Naciri, porte parole du gouvernement marocain, (Assabahia, 17/3/2009), selon laquelle le CMA porterait atteinte aux intérêts supérieurs du royaume ? Comment peut-il se permettre de traiter deux de ces membres, en l'occurrence l'avocat Ahmed Adghirni et l'anthropologue Rachid Raha, de « déséquilibrés psychiques », (Al Massae 21/3/2009), lorsque ces derniers déposèrent un rapport détaillé aux Nations Unies sur la politique d'apartheid anti-amazigh ? Pourquoi cette profonde manie du président algérien Abdelaziz Bouteflika de s'obstiner à interdire le rassemblement des amazighen du monde sur le sol algérien ? Pourquoi Kadhafi, le dictateur déchu, suivait personnellement le dossier du CMA, à tel point qu'il réussit à l'époque à soudoyer certains de ses membres qui essaient aujourd'hui de se blanchir avec certains opposants libyens, proches du ministre marocain des affaires islamiques (voir Al Massae 14/10/2011) ? Pourquoi l'Etat français s'est infiltré au sein de ses rangs au point de bloquer les enquêtes sur la possibilité d'utilisation de la dite organisation à des fins de délit comme les malversations et l'émigration clandestine ?

L'une des premières réponses à ces interrogations réside dans la forme jacobine et centralisatrice de nos Etats, qui continuent à s'identifier à l'idéologie exclusiviste arabo-islamique et qui s'obstinent à contrôler tout mouvement de revendication à l'étranger. A travers leurs ministères respectifs des affaires étrangères (et leurs armées d'agents consulaires et d'associations d'émigrés satellitaires), ils essaient de contrôler tous leurs ressortissants et leur barrent la route chaque fois qu'ils ne sont pas sur la même longueur d'onde que leurs discours officiels. Tout va bien pour le mieux dans les meilleurs des mondes... Il ne faut surtout pas essayer de remettre en question leurs rapports maquillés sur le respect des droits de l'homme et des conventions internationales.

C'est dans cette optique qu'il faut comprendre le défi des militants amazighs d'avoir réussi à ouvrir de nouveaux canaux de communications avec les instances inter-

nationales (Nations Unies, Union Européenne, Etats étrangers...) en créant leur propre ONG internationale à savoir le Congrès Mondial Amazigh, en 1995. Le CMA, en dépit de toutes les critiques qu'on peut formuler à son encontre, a réussi à appeler l'attention de la communauté internationale sur les flagrantes violations des droits humains des peuples, communautaires et citoyens amazighs. Dans ce

sens, et sans disposer vraiment de moyens humains ni financiers, le CMA a réussi que l'Union Européenne condamne l'Etat algérien, lors de son sommet de Göteborg, pour sa répression sanglante des jeunes au printemps noirs de 2001. Le CMA était devenu l'un des partenaires des Nations Unies durant sa décennie de discussion des droits collectifs des peuples autochtones, qui s'est soldée par l'adoption de la Déclaration Universelle des droits des peuples autochtones par l'Assemblée Générale des Nations Unies. (<http://www.un.org/esa/socdev/unpfi/fr/drip.html>).

Un autre exemple, à l'actif du CMA, c'est le fait de dénoncer la politique institutionnalisée d'apartheid anti-amazigh de l'Etat marocain au sein du Comité de l'Elimination de toute forme de Discrimination Raciale (CERD), ce qui aurait, sans aucun doute, contribué à que celui-ci reconnaisse Tamazight comme langue officielle dans sa récente constitution.

Le grand problème de nos Etats autoritaires c'est cette nostalgie qu'ils ont des vieux temps lorsqu'ils réprimaient dans le sang des ressortissants et des communautés amazighes sans se soucier de la réaction de la communauté internationale. Et cela les aidait parce qu'il n'y avait pas encore la globalisation, ni Internet et encore moins facebook ! Ainsi, ont-ils commis des assassinats politiques en toute impunité (Abbas Belkacem, Saïd Sifaw El Mahrouk, Boujemaa El Habbaz...). Ils ont massacré des populations entières (Le Rif en 1958-59, la Kabylie en 1963, Azawad en 1963...) et cela se faisait sans que l'opinion publique internationale s'en rende compte et s'en émeuve.

Maintenant, les choses ont bien changé et on vit tous dans un même village planétaire. Une simple bavure des autorités, qu'elles quelles

soient, est rapidement diffusée sur le réseau Internet à des milliers, voire des dizaines de milliers d'internautes, malgré le fait que nos Etats aient réussi à domestiquer la majorité de leurs mass media, qui leur font le sale boulot en passant sous silence les violations des droits humains !

Tout militant amazigh, qui voudrait s'engager dans ce noble combat internationaliste, qu'il faut

collectives des tribus amazighes...

Lors d'une autre occasion, j'ai interpellé M. De Villepin, lors d'une conférence de presse à Rabat, lorsqu'il était ministre des affaires étrangères. Alors, que je lui avais demandé pourquoi l'Etat français n'investissait rien dans les anciennes régions sous protectorat espagnol comme le Rif, Sidi Ifni ou le Sahara. Sa réponse fut que les priorités étaient dictées par le gouvernement marocain.

Taire cette discrimination manifeste en ce qui concerne le développement des régions amazighophones c'est comme être complice du fait que l'argent des impôts des citoyens français et (occidentaux), destiné à la coopération, soit détourné vers des comptes suisses, au lieu de bénéficier aux populations sinistrées du séisme d'Al-Hoceima ou des filles et femmes rurales d'Anfgou.

- Le deuxième élément à prendre en considération sérieusement dans tout militantisme à l'international c'est la langue de travail. Depuis la création du CMA en 1995 et jusqu'en 2008, on s'est rendu compte que tous nos rapports étaient élaborés fondamentalement

en langue française, ce qui limitait sa portée aux responsables des pays francophones (la France et la Belgique wallonne). Un sénateur belge nous avait confessé, lors de notre mission en 2007 à Bruxelles, que du fait qu'il nous recevait chez lui, en tant que délégation du CMA, on allait le priver de la générosité marocaine de « la Mamounia » à Marrakech, le lieu privilégié des diplomates français. Du fait de leurs énormes intérêts néo-colonialistes économiques en Afrique du Nord, surtout au Maroc, les politiciens français ont souvent le réflexe de classer les dossiers gênants dans leurs tiroirs. Afin d'apprécier l'importance de la langue, on peut retenir, par exemple, les événements de Sidi Ifni. Les associations marocaines des droits de l'homme (comme l'AMDH et l'OMDH...) ont toutes élaboré des rapports complets de toutes les atrocités des autorités marocaines envers les citoyens de la dite localité. Tous ces rapports étaient écrits en langue arabe et en fin de compte il s'est révélé que tout ce colossal travail d'enquête sur le terrain était comme destiné qu'à la seule consommation interne, réservé à la seule opinion publique marocaine, sans de vrais répercussions internationales, ni au sein des Nations Unies, ni au sein du parlement européen. Eh ben, laissez moi vous confesser que cette simple image ci-dess-



Rachid RAHA

sous a interpellé mieux que tous ces rapports élaborés par les ONG précitées, simplement du fait que la légende est écrite en langue anglaise, et qu'elle est tombée aux mains des eurodéputés danois, suédois, anglais, irlandais, et aux mains des ONG internationales, qui ne se taisent jamais sur les violations des droits de l'homme, et encore moins des femmes ! Pour eux, les droits de l'homme sont indivisibles et universelles et ils ne pourront jamais tolérer de parler d'aucune « exception marocaine », ni algérienne, ni mauritanienne, ni libyenne, ...

- Le troisième élément au sujet duquel j'aimerais appeler l'attention de nos nouveaux jeunes militants internationalistes, qui s'investissent désintéressément à la défense de la cause amazighe, c'est le jeu incontournable de la « division ». Lorsqu'une organisation dérange un de nos Etats, elle est vite la cible de la division, provoquée par les services et les agents de renseignement. Si nos régimes nord-africains arrivent à se reproduire et à se maintenir en états dictatoriaux c'est parce qu'ils sont maîtres dans l'art de « diviser pour régner ».

Tant qu'on n'aura pas de régimes réellement démocratiques, qu'ils soient monarchiques ou républicains, qui croient qu'une vraie opposition fait partie intégrante et inéluctable du jeu démocratique et qu'elle a droit à l'alternance, le jeu de la division sera toujours de mise. Malika Matoub nous confessait qu'elle avait eu la chance de créer une fondation familiale au nom de son frère, le défunt chanteur Lounès Matoub, - dont l'enquête de son assassinat politique traîne toujours-, sinon le régime algérien aurait réussi à créer une autre fondation en faveur du régime. C'est malheureusement comme ça que nos régimes tiers-mondistes affrontent nos organisations (sociales, syndicales, des droits de l'homme...) et nos partis politiques.

Un certain H. Hellu l'expliquait bien dans un commentaire sur kabyle.com, même s'il se trompait complètement quant à la critique de ma personne : « C'est un moyen de casser une organisation indépendante (association, syndicat...) qui consiste à semer la confusion à l'intérieur et à l'extérieur de celle-ci. La démarche est simple : l'Etat constitue ou favorise la constitution à l'intérieur de l'organisation



redynamiser et renforcer plus que jamais, en faveur de la défense des droits et des intérêts des peuples amazighs, devrait prendre en considération au moins trois éléments essentiels.

- Les critiques les plus dures qu'on a reçu en tant que défenseurs de l'amazighité c'est d'être traités de « collabo » des régimes occidentaux. Je me rappelle par exemple que lorsque j'ai eu l'occasion de critiquer l'un des plus influents conseillers de José Luis Rodriguez Zapatero, le premier ministre espagnol, pour la complicité de l'Etat espagnol en raison de son silence envers les violations des droits des amazighs (tout à fait le contraire de ce qui se passe avec les sahraouis), à l'université de Malaga, août 2009, une intellectuelle marocaine m'avait reproché de sortir notre « sale linge » devant les espagnols !

Alors que là, la vraie collaboration tient à se taire lorsque des agents de la DRS marocaine ou de la DRS algérienne kidnappent des ressortissants sans ordre judiciaire et en toute illégalité. Se taire c'est d'être des collabos avec les bureaux du Makhzen et des généraux algériens, maliens et nigériens, des fils de Kadhafi qui n'arrêtent pas d'innover dans les moyens de la torture la plus abjecte. Se taire c'est être complice de ces grands voleurs aux postes clés de l'Etat qui exproprient d'immenses terres

autonome qu'il souhaite casser, une « dissidence » qui débouchera sur une scission c'est-à-dire l'éclatement de l'organisation visée, en manipulant les membres les plus opportunistes ou les plus fragiles de cette organisation, par la technique de la carotte (corruption, promesses) ou du bâton (la menace, la peur). Le risque « dissidence » au sein des organisations autonomes est un phénomène ancien et connu et qui doit être pris en compte dans la stratégie de chaque organisation car son but est de les détruire ou au moins de les neutraliser. La technique du « clonage » est très dangereuse car elle peut s'avérer efficace. Elle tend à faire croire que certains « militants » ne sont plus d'accord avec la ligne officielle de leur organisation (jugée trop « radicale » ou trop « molle » ou tout autre motif), ce qui justifierait leur décision de « rectifier le tir » en pratiquant une opération de « redressement ». Il s'agirait alors, avec la complicité des services de l'Etat et des médias proches du pouvoir, de mettre au-devant de la scène, le « nouveau » groupe, prêt à tous les compromis avec le gouvernement. Pour convaincre le grand public, ce groupe mettra en scène des initiatives « ultra-radicales » qu'il sait par avance qu'elles seront vouées à l'échec. Ce qui aura pour effet d'affaiblir l'organisation visée et de décourager le volonté des citoyens de s'organiser et de résister ». Et c'est effectivement ce qui se passe d'habitude avec les mouvements amazighs. Et c'est ce qui s'est passé avec le Mouvement Culturel Berbère algérien (MCB Coordinations nationales, MCB Commissions Nationales), avec le mouvement citoyen des Aarchs (les dialoguistes et non dialoguistes), avec l'organisation marocaine de Tamaynut en se scindant en deux avec la créa-



«Women Baamrani Ait Sidi Ifni violently beaten by the police agents how brooked the door of their homes, violated private property, on Saturday 7 June 2008»

tion de l'Azetta Amazighe pour la Citoyenneté de la part d'un avocat très proche d'un dirigeant du PAM, ce qui en train de se passer avec le Mouvement pour l'Autonomie de la Kabylie (le MAK), et ainsi de suite. Et forcément le CMA ne fait pas du tout exception. Avant, on parlait du CMA de Lyon contre le CMA de Bruxelles (avant que la justice française tranche en faveur du premier) et maintenant le CMA de Tizi Ouzou contre le CMA de Meknès (dans l'attente d'un verdict de nouveau de la justice). A propos du CMA, si la première scission était l'œuvre de l'entourage de Mahjoubi Aherdan, du Parti Populaire, qui voulait s'accaparer du CMA sous le règne de Hassan II, avec la complicité du défunt et omnipotent ministre de l'Intérieur Driss Basri, sous le règne de Mohamed VI, c'est l'entourage de Fouad Ali El Himma du Parti Authenticité et Modernité

(le PAM) qui s'est chargé de la rencontre tantôt de Meknès (octobre 2008) et celle de Djerba (fin de septembre et début d'octobre). Alors que faire ? Avec ce dilemme de « la division », il faut une fois pour toute s'y faire et faire avec. Avoir à l'esprit de l'accepter comme un mal mineur avec lequel il faut y vivre, sans lui donner l'importance ni la dimension d'un cancer qui pourrait nous ronger et nous emmener à la mort. Ce qui est pire ce sont ces prétendus militants amazighistes qui tombent facilement dans le piège de la « division » et qui ne s'impliquent dans aucun camp sous prétexte de préconiser une neutralité. Avant, ils disaient « ni Lyon ni Bruxelles », « ni Tizi Ouzou ni Meknès » et certains avaient commencé déjà à brandir l'idée de « ni Souss ni Tunisie » ou ni « Agadir ni Djerba » ! Et là, ils ont vraiment tort, parce qu'ils sont tombés dans le piège et

affaiblissent ainsi leur organisation internationaliste en restant à l'écart au lieu de faire face aux régimes dictatoriaux qui les répriment et les colonisent !

Et ce que devrait comprendre tout le monde c'est que la division sera toujours de mise du fait que notre forme d'organisation sociétale et tribale est de type néo-segmentaire ce qui aide inmanquablement à la dite scission (Voir la publication de David M. Hart et Rachid Raha: La Sociedad bereber del Rif marroquí: sobre la teoría de segmentariedad en el Magreb; Ed. C.I.E. Ángel Ganivet y Universidad de Granada, Granada 1999). Et c'est pour cela qu'il ne faut pas du tout rester éternellement emprisonné par des conflits de « guerre civile » entre nous.

Dernièrement, il y a eu le lancement d'un « faux » débat d'union et de réconciliation entre les deux supposées tendances du CMA. Supposons que ces tendances profondément antagonistes et contradictoires arrivent à s'entendre et à s'unir sur un même CMA ! Il va sûrement s'en suivre, inéluctablement et juste, après une nouvelle division, du fait que les germes de la dite division y seront toujours présentes à cause du manque d'autonomie politique de certains soi-disant militants amazighs. Et nous serons toujours la risée de nos régimes dictatoriaux. Alors comment sortir de cet état de fait ? Il faut juste avoir la détermination de changer de mentalités. Il faut se débarrasser une fois pour toute de cette idée d'uniformisation, d'homogénéisation obligatoire héritée de l'idéologie unitariste baathiste et la contrecarrer avec l'idée de la diversité, chère à nos traditions en tant qu'imazighen. Et n'oublions pas qu'avec l'idée de « alwahda », « alwahda » et « alwahda » nos ennemis ont réussi à nous marginaliser et à casser nos valeurs de

liberté, de laïcité et de démocratie. Ainsi, au lieu d'avoir une seule ONG amazighe internationale, un seul CMA, il vaut mieux finalement en créer plusieurs selon les affinités et les réseaux des uns et des autres. Comme ça, il sera plus difficile à nos Etats des domestiquer, de les récupérer et de les déstabiliser tous, et en plus, un travail de compétition entre elles ne ferait qu'accroître notre présence sur la scène internationale, et par conséquent mieux sensibiliser l'opinion publique internationale de nos problèmes. Quitte à ce que, lorsque cela sera possible, il y ait une coordination ou confédération entre elles, pourquoi pas.

En définitive, cela permettrait de dénoncer plus efficacement nos régimes obsolètes à cette opinion publique mondiale de l'interdiction des prénoms amazighs, de la confiscation des terres collectives (Azaghar, Jbel Aouam, Imedder à Tinghir...), de la répression des manifestations pacifiques (Mouvement du 20 février, événements de Berriane à Ghardaya...), de l'interdiction des activités des ONG et des partis politiques amazighs (comme le PDAM), de la condamnation des étudiants amazighs (comme les prisonniers politiques Mustapha Oussaya et Hamid Adouch), de blocage de la généralisation de l'enseignement de l'amazigh, de l'absence de l'utilisation d'interprètes dans les tribunaux et les administrations, la destruction du patrimoine amazighe et ainsi de suite. Un travail multiple et divers d'ONG internationalistes aurait pour résultat que le renforcement de nos engagements militants en faveur de la consolidation démocratique de nos Etats de Tamazgha et de la libération de notre millénaire grand peuple amazigh !

## « Journée d'études Amazighe (berbère) et de l'Afrique du nord » au Mexique

Cette réunion organisée à l'intérieur de l'Ecole d'Anthropologie et Histoire de Mexico le 13 octobre dernier (ENAH-Escuela Nacional de Antropología e Historia) par Azul Ramírez (doctorante en Archéologie) et Ouajd Karkar (poète rifain et professeur de langue tamazight à l'ENAH), a réuni des chercheurs, des étudiants ainsi que des défenseurs des droits des peuples autochtones. Dans le public, un amazighe de la kabyle algérienne a fait entendre lui aussi sa voix. L'intérêt général de tous les participants a été la langue et la culture amazighe, les droits culturels, les droits linguistiques et humains des populations amazighes dans le contexte des mouvements sociaux qui secouent actuellement les gouvernements arabes de l'Afrique du Nord. Une problématique peu connue au Mexique.

Le programme a inclut des thèmes anthropologiques, historiques ainsi que politiques, les participants ont souligné et débattu spécialement sur les suivants sujets: 1) Ils ont signalé que dans beaucoup de cercles académiques dans le monde entier, en parlant de l'Afrique du nord ils le nomment « le monde arabe » ou le « Maghreb Arabe », englobant cet espace géographique comme « arabe » et pour tant, en le réduisant à l'identité uniquement arabe, ce concept laisse « ironiquement » les popu-

lations autochtones (c'est-à-dire les amazighes de tous les pays de l'Afrique du nord) en dehors de leur propre territoire. De la même façon ils ont souligné que les termes « monde arabo-musulman » ou « monde musulman » également qualifié une vaste région sans prendre en compte les minorités chrétiennes, juives et laïques, pour tant dans ce colloque il a été convenu d'utiliser le terme : « Afrique du nord » par respect de la diversité nord africaine.

2) Ils ont présenté un bref rapport de la situation des études amazighes dans le monde et ont signalé, en citant le livre: « Berbers and Others, Beyond Tribe and Nation in the Maghrib » publication récente éditée par Katherine E. Hoffman y Susan Gilson M., que la situation politique dans les pays nord africains entre 1960 et 1990 rendait difficile (ou presque impossible) de réaliser des travaux ethnographiques originaux sur des populations amazighes car toute reconnaissance de la différence amazighe pouvait être comprise comme un défi à l'unité des états nationaux (qui se qualifient eux-mêmes comme des pays arabes). Cette situation a privilégié les études sur des sujets arabo-islamiques entre les chercheurs de la plupart des pays occidentaux et beaucoup de chercheurs se sont maintenu « sûrs et confortables »

dans les programmes des études arabo-islamiques en contribuant à la construction d'un paradigme qui permettait de conceptualiser l'Afrique du nord comme « monde arabo-musulman », mais, malgré ce contexte il a eu aussi des recherches importantes sur les sociétés amazighes. Des auteurs français, d'autre nationalités et spécialement amazighes ont écrits plusieurs œuvres de grande valeur pour la meilleure connaissance des sociétés amazighes dans le domaine de la linguistique, l'anthropologie, l'histoire et l'archéologie.

3) Ils ont signalé que si bien, l'inclusion de la langue amazighe comme langue officielle à côté de l'arabe dans la « Nouvelle Constitution Marocaine », constitue une motion d'avant-garde et permet de qualifier le Maroc (par des observateurs internationaux) comme le premier pays nord africain qui reconnaît officiellement l'égalité des droits de ses différents composants ethniques et linguistiques; cette officialisation du tamazigh est encore point de débat et d'incrédulité. Et cette démarche est le résultat d'une longue lutte et souffrance du peuple amazigh pour la reconnaissance de ses droits culturels, ses droits linguistiques et humains. Cette lutte est encore loin de trouver la fin comme ont peut observer, pas seulement au Maroc mais dans tout les





# Barcelona, nueva 'capital' del movimiento bereber

FERRAN SALES - Barcelona - 06/07/2009

El Congreso Mundial Amazigh, la plataforma social, política y cultural más importante del mundo de defensa del pueblo bereber, deja la sede central de París para trasladarse a Barcelona. El pueblo amazigh o bereber lo forman más de 30 millones de personas, repartidas en 10 países del Mediterráneo y con una fuerte presencia entre la inmigración europea. En Cataluña, los bereberes-marroquíes configuran el segundo colectivo más importante de inmigrantes, tras los ecuatorianos, y su lengua es la tercera más hablada, después del castellano y del catalán.

"En un plazo aproximado de un año trasladaremos la sede principal del movimiento bereber a Barcelona, en agradecimiento por la sensibilidad y el apoyo que hemos venido recibiendo de la comunidad y el Gobierno catalán en los últimos tiempos", explica Rachid Raha, fundador y presidente del Congreso Mundial Amazigh. Raha, antropólogo autodidacta, nacido hace 45 años en Benifar, cerca de Nador, lidera el movimiento bereber desde 1995.

El movimiento amazigh o bereber empezó a establecer relaciones sociales, culturales, políticas e institucionales con Cataluña a principios de la década de 1990, cuando llegaron a Barcelona las primeras oleadas de inmigrantes marroquíes, en su gran mayoría pertenecientes a la etnia bereber. Muchos llegaban del norte de Marruecos. Hoy el colectivo bereber se encuentra poderosamente enraizado en la capital catalana y en otras poblaciones de su cinturón industrial, algo que pone en evidencia el hecho de que existan más de 10 asociaciones cívicas de apoyo bereber y que cinco escuelas catalanas enseñen esa lengua.



## [Barcelona, nueva 'capital' del movimiento bereber](#)



Escrito por Ferrán Sales del País

Martes, 07 de Julio de 2009 11:50



El Congreso Mundial Amazigh, la plataforma social, política y cultural más importante del mundo de defensa del pueblo bereber, deja la sede central de París para trasladarse a Barcelona. El pueblo amazigh o bereber lo forman más de 30 millones de personas, repartidas en 10 países del Mediterráneo y con una fuerte presencia entre la inmigración europea.

En Cataluña, los bereberes-marroquíes configuran el segundo colectivo más importante de inmigrantes, tras los ecuatorianos, y su lengua es la tercera más hablada, después del castellano y del catalán.

"En un plazo aproximado de un año trasladaremos la sede principal del movimiento bereber a Barcelona, en agradecimiento por la sensibilidad y el apoyo que hemos venido recibiendo de la comunidad y el Gobierno catalán en los últimos tiempos", explica Rachid Raha, fundador y presidente del Congreso Mundial Amazigh. Raha, antropólogo autodidacta, nacido hace 45 años en Benifar, cerca de Nador, lidera el movimiento bereber desde 1995.

El movimiento amazigh o bereber empezó a establecer relaciones sociales, culturales, políticas e institucionales con Cataluña a principios de la década de 1990, cuando llegaron a Barcelona las primeras oleadas de inmigrantes marroquíes, en su gran mayoría pertenecientes a la etnia bereber. Muchos llegaban del norte de Marruecos.

Hoy el colectivo bereber se encuentra poderosamente enraizado en la capital catalana y en otras poblaciones de su cinturón industrial, algo que pone en evidencia el hecho de que existan más de 10 asociaciones cívicas de apoyo bereber y que cinco escuelas catalanas enseñen esa lengua.

# El Congreso Mundial Amazight respalda la política del Tamazigh

Representantes de la entidad se reunieron con el consejero de Presidencia, Abdelmalik El Barkani, quien expuso las acciones que se llevan a cabo en este ámbito

Marcos Rober / MELILLA

El Congreso Mundial Amazight, CMA, mostro ayer su respaldo a las políticas que está llevando a cabo el Gobierno local en favor de la lengua tamazigh en Melilla, aspecto que pudieron analizar durante la reunión que mantuvieron con el consejero de Presidencia de la Ciudad Autónoma, Abdelmalik El Barkani.

En este sentido, durante la reunión, el consejero de Presidencia explicó todas y cada una de las acciones que se habían emprendido en los últimos años, entre ellas la creación del Instituto de las Culturas, que dedicará parte de sus recursos al estudio de la cultura amazigh, así como otras medidas, en particular los cursos de lengua tamazigh que se daban a través del Centro de Idiomas de la UNED o los cursos que oferta la Universidad de Granada y que pueden baremarse en forma de créditos.

En cualquier caso, el CMA insistió en que la verdadera protección de la cultura y la lengua amazigh se producirá en el momento en que se reconozca la cooficialidad de este idioma en el estatuto de autonomía, aspecto que permitirá una mayor integración de la población amazigh en la ciudad



Los representantes del CMA se reunieron con el consejero de Presidencia.

## Primera mujer presidenta

Por primera vez en la historia del Congreso Mundial Amazigh, CMA, la Presidencia está ocupada por una mujer. Se llama Faroudja El Moussaoui y milita en una asociación de mujeres en Argelia. En este sentido, la presidenta del CMA apoyó igualmente la política que está llevando a cabo el Gobierno local en Melilla respecto a la lengua tamazigh y aprovechó su comparecencia ante los medios de comunicación para pedir una mayor presencia de la lengua tamazigh en el sistema educativo. La Presidencia del CMA es rotativa cada año y pretende simular la existente en los antiguos consejos tribales bereberes. La nueva presidenta comentó sentirse agradecida por el hecho de haber conocido la ciudad de Melilla.

no a la asociación 'Aarchs'.

En este sentido, Abrika recordó los problemas que había tenido su organización en Argelia, así como el incumplimiento de los acuerdos a los que habían llegado con el Gobierno argelino en favor de la protección de la lengua tamazigh.

## Argelia

### DEMOCRACIA

Abrika recordó que la Democracia llegará a Argelia cuando se reconozca la lengua amazigh

Junto a ello, comentó que su movimiento había hecho muchas manifestaciones pacíficas y recordó que la verdadera democratización de Argelia tendría lugar en el momento en que se reconociera la cultura amazigh como autóctona en el país.

y que en opinión de los representantes del CMA, será mayoritaria en los próximos años.

Los componentes del CMA que llegaron a Melilla son Rachid Raha, actualmente representante del CMA en Europa, la nueva presidenta, Faroudja El Moussaoui así como un tercero, Belaid Abrika,

en visita en la ciudad así como en Marruecos, donde participaron en un foro en la ciudad de Alhucemas este fin de semana pasado.

De hecho, fue éste quien tomó primero la palabra en el encuentro que tuvieron los tres con los medios de comunicación locales, exponiendo la situación de la lengua tamazigh en la vecina Argelia.

Así, recordó las acciones que ha llevado a cabo su asociación en este país en favor de la cultura amazigh, sobre todo tras la desaparición y asesinato de algunos de los simpatizantes de este movimiento estructurado en tor-

no a la asociación 'Aarchs'.

## Melilla

### CONGRESO AMAZIGHT

Los representantes de la entidad pidieron la cooficialidad de la lengua tamazigh en Melilla



TRÁFICO



## OBRAS PASO SUBTERRÁNEO Y CRUCE ENTRE CARRETERAS ALFONSO XIII Y FARHANA



El tráfico de vehículos que viniendo por la Carretera de Alfonso XIII, en dirección hacia el Centro, quieran ir a la Carretera de Farhana, deberán tomar el siguiente desvío:

ROTONDA LO GÜENO → CARRETERA PURISIMA →  
→ JARDIN MELILLENSE

El tráfico de vehículos que viniendo por la Carretera de Farhana quieran ir hacia el Centro, deberán tomar el siguiente desvío:

CARRETERA FARHANA → ROTONDA LO GÜENO →  
→ CARRETERA ALFONSO XIII

Se recomienda circular con precaución y prestar atención a las nuevas señalizaciones verticales y horizontales.

Diculpen las molestias ocasionadas.



www.melilla.es



# Rachid Raha tilda de "insignificante" la inversión para el fomento del Amazigh

A pesar de esto, el presidente de la región de Europa del CMA destacó que es un hecho "simbólico" que el Estado invierta en la defensa de esta lengua y pidió más iniciativas al Gobierno local a este respecto

IGNACIO SAMPER

Con motivo de la celebración de una nueva edición del Congreso Mundial Amazigh (CMA), una representación de algunos componentes de esta cita se reunieron en la jornada de ayer en la Ciudad Autónoma con algunos miembros del Gobierno local para transmitirles sus objetivos y propuestas.

Tras el encuentro mantenido en el Palacio de la Asamblea, el presidente de la región de Europa para este congreso, Rachid Raha, se refirió a la propuesta de Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) para destinar 50.000 euros al fomento de la lengua Amazigh en la ciudad autónoma.

Ante la petición del diputado

**Destacó el hecho de que por primera vez el Estado español invierta en la consolidación de la lengua Amazigh**

de ERC, Joan Tardá, Raha aseguró que la cantidad destinada es "insignificante hacia la cultura Amazigh". Pero a pesar de señalar como insuficiente la inversión destinada para este aspecto, el presidente de la región de Europa para el Congreso Mundial Amazigh destacó, en cualquier caso, el hecho de que el Estado español haya presupuesta-

do por primera vez en las Cuentas de la nación una partida para la defensa de esta lengua.

En este sentido, además de solicitar más inversión por parte

**Rahan informó de que los objetivos del CMA es la defensa del Amazigh, su desarrollo y su permanencia**

de la Administración central sobre este asunto, Raha pidió al Ejecutivo local que pusiera en marcha más medidas para el fomento de esta cultura en la ciudad autónoma.

De esta manera, consideró que la transmisión de esta lengua de generación "permitirá una mayor integración y más respeto entre las comunidades que conviven en Melilla".

Asimismo, aseguró que el Amazigh es una lengua que podría llegar a desaparecer. Como ejemplo indicó que en la ciudad autónoma hay cada vez más niños que no hablan Amazigh y que, por este motivo, esta cultura se está perdiendo.

**Congreso Mundial Amazigh**

En cuanto a los proyectos que se tratarán a lo largo del Congreso Mundial Amazigh, el presidente de la región de Europa en esta cita argumentó que uno de los objetivos que persiguen es la defensa de la lengua Amazigh, así como



Los representantes del CMA se reunieron con Abdelmalik El Barkani en el Palacio de la Asamblea



Raha durante su comparecencia ante los medios de comunicación

su permanencia y desarrollo.

En este sentido, explicó que en el Congreso participará uno de los líderes que tiene más fuerza en Argelia, Belaid Abrica, quien encabezó una manifestación en ese país africano para la defensa de los derechos de la cultura Amazigh

Recalcó Raha que en la zona del Rif hay alrededor de 5 millones de hablantes de esta lengua, una cifra muy poco significativa si se tiene en cuenta, indicó, que en el continente africano hay cerca de 80 millones de habitantes cuya mayoría descende de la tradición Amazigh.

## CENTROS D2

FORMACIÓN Y ESTUDIOS

Otra forma de **aprender Inglés**

\* Diplomas oficiales de University of Cambridge ESOL.

\* Profesores Nativos.



C/ Explorador Badía, 16 / Tlf 952 686 148 / Fax 952 681 536

Además de los sellos de Calidad, el Centro D2 imparte los idiomas del CUID y es Centro Examinador DELE y MICROSOFT

## SOCIEDAD

## Consideran que la cooficialidad del tamazigh con el castellano sería un instrumento jurídico para su "supervivencia" y además de ayudar a una mayor integración de la comunidad local

Destacados líderes mundiales que promueven la cultura amazigh esperan que en el texto que se elabore para el nuevo Estatuto de Autonomía haya "más sitio" para el tamazigh, especialmente en lo que respecta al sistema educativo. Así se lo hicieron saber ayer al vicepresidente segundo de la Ciudad Autónoma y máximo responsable del Instituto de las Culturas, Abdelmalik El Barkani, con quienes se reunieron aprovechando una visita a la ciudad, en la que también han querido conocer 'in situ' la realidad de la lengua bereber en el día a día de los melillenses.

## Líderes mundiales imazighen esperan que la lengua bereber tenga "más sitio" en el nuevo Estatuto de Melilla

Alfonso Núñez Melilla Hoy

En el Congreso Mundial Amazigh están convencidos de que el fomento de la cultura amazigh, y por ende de su lengua, es una de las mejores vías para la integración y respeto entre las comunidades locales. Por todo ello instan al Gobierno local a que el tamazigh se convierta en una lengua co-oficial, junto con el castellano, como lo son el gallego, el euskera, el catalán o el valenciano.

Es más, según apuntó el presidente de la Fundación Mediterránea 'Montgomery Hart' de Estudios Amazighs, y máximo responsable en Europa del Congreso Mundial Amazigh, Rachid Raha, con esta medida se crearía el mejor "instrumento jurídico" para la "supervivencia" del tamazigh.

A su juicio esta lengua a día de hoy corre peligro de desaparecer, siendo el ejemplo más claro el que muchos jóvenes melillenses de origen bereber ya no las hablan. Esta situación, según apuntó ayer, supone un grave perjuicio no sólo cultural sino también el que estos mismos jóvenes sufran "una pérdida de identidad", y por lo tanto se

corra el riesgo de que se conviertan en "rebeldes" y incrementen los problemas sociales.

### Partida PGE

Para evitarlo, considera que el Gobierno local debería incrementar sus medidas para la difusión y el fomento del tamazigh. Algo que espera que vaya "a más" tras

la partida de 50.000 euros reservada en los Presupuestos Generales del Estado (PGE) -a iniciativa de Ezquerra Republicana de Catalunya- para el fomento de esta lengua.

Para la recién elegida presidenta del Congreso Mundial Amazigh, Farudja El Moussaoui esta cuantía es aún pequeña,

pero del mismo modo también cree que se ha convertido en una medida "muy simbólica", ya que supone un reconocimiento de la identidad y la cultura amazigh.

### Cursos

En este sentido desde esta organización, también ven muy positivo las diferentes acciones

formativas que la Ciudad, junto con la colaboración de la Universidad de Granada y la UNED han puesto en marcha para el fomento y conocimiento de esta lengua milenaria.

"Es un gran logro", manifestó Raha, quien también aplaudió la creación del Instituto de las Culturas, como entidad desde donde promover estas actuaciones formativas.

### Movimiento de Los Archs

Como recordaba ayer Raha, entre los proyectos más inmediatos de la Fundación está la defensa y desarrollo de la lengua amazigh, pasando "de la oralidad a la escritura" e integrarla en el sistema educativo y en el Administración.

Este también es uno de los principales objetivos del Movimiento de Los Archs que lidera Belaid Abrika, quien persigue que el tamazigh se convierta en un idioma oficial en toda Argelia, en tanto lengua autóctona que define la identidad de buena parte de la población. Una cuestión que tiene aún una mayor dificultad si se tiene en cuenta que muchos ciudadanos "están privados de muchos derechos por no contar con ese idioma oficial", según apuntó ayer.



Raha, Abrika y El Moussaoui, durante la comparecencia de ayer



Los líderes amazighs mantuvieron un encuentro con El Barkani en el Palacio de la Asamblea

**PISOS** Para comprar o vender su Casa, ¡¡ Contacte con Nosotros ¡¡

- \*C/ Lugo, Real, Piso 3 dormitorios, cocina, salón, cuarto de baño, solarium. 85 m2, 146.000 €
- \*C/ Lugo, Real, Piso entreplanta, 3 dormitorios, cocina, salón, cuarto de baño, patio 86m2, 142.000 €
- \*C/ Bustamante- B. del hipódromo, 2 dormitorios, salón, cocina, cuarto de baño, 70 m2 115.000 €
- \*Barrio industrial, Piso de 2 dormitorios, salón, cocina, cuarto de baño, 62 m2 151.450 €
- \*C/ La Legión, Real, Piso de 3 dormitorios, dos cuartos de baños, cocina, salón, solarium de 35 m2, Superficie 95 m2, 188.000 €
- \*C/ Donantes de Sangre, Piso de 3 Dormitorios, 2 cuartos de baños, salón, cocina + 5.50 m2 de terraza Superficie 104 m2, precio 220.000 €
- \*C/ Capitan Jiménez, Cochera, superficie 25 m2, 30.000 €
- \*C/ Alférez Guerrero romero, 2 Pisos de dos dormitorios, salón, cocina, cuarto de baño patio, superficie de 86 m2, precio 135.000 €.
- \*Piso en 1ª planta en Melilla La Vieja, 2 dormitorios, salón, cocina, tendedero y baño, superficie 60 m2.
- \*Piso en Huerta Salama, tres dormitorios, 3ª planta, superficie 66 m2.

**ALQUILERES**

- \*Piso 3ª planta, 3 dormit. 600 €
- \*Piso a estrenar, 3 dormit. 600 €

C/ Candido Lobera, n.º 4, 1.º izq. Telf. 952690998 / Fax 952680397 / mov. 609261881-676210168

**VENTA DE SOLARES**

- C/ Gra'l Astilleros, 28, Solar con dos fachadas, con Licencia de obra Mayor con todos los proyectos de ejecución, estudio geotécnico, superficie: 216 M2, Precio 380.000 €
- C/ Teruel y C/ Castellón de la Plana: Solar con tres fachadas para construir, 663M2 Precio: 1.000.000 €
- Altos del Real: Solar rústico, 2600 M2.

**LOCALES, GARAGES, CASAS, ÁTICOS**

- \*Local comercial, C/ Donantes de Sangre, 194M2 de local y 61M2 de entreplanta.
- \*Plazas de garajes en el Real, 11.000 €
- \*Atico, zona centro, 100 M2+solarium, 150.000 € con cocina de regalo.
- \*Casa mata, 50m2 para vivir en el Real.

Serinfhos SL, Servicios Inmobiliarios y Financieros,  
GRUPO GAM: ASESORES FISCAL, CONTABLES  
ABOGADOS



## Reportaje

## ● Cultura bereber

# El Congreso mundial Amazigh se renueva entre aires de división

El actual presidente, Rachid Raha, denunció las maniobras para desestabilizar a la organización. Defendió las medidas del Gobierno local en favor de la cultura bereber en Melilla

Marcos Rober / MELILLA

No corren buenos tiempos para el Congreso Mundial Amazigh, una ONG que nació en el año 1995 con un objetivo muy claro, la defensa de la cultura bereber y la denuncia de las violaciones de derechos humanos hacia un pueblo que se extiende desde el desierto del Sahara hacia el sur y del oeste al este en la zona comprendida por el Magreb.

En este sentido, el último congreso celebrado el pasado año en Argel fue el punto de arranque de una nueva trayectoria caracterizada por la división en el seno de esta organización y que ha dado como resultado la aparición de dos asociaciones diferenciadas. Así, el actual presidente de la nueva organización, Rachid Raha, comentó a El Faro que esta organización había logrado un reconocimiento internacional nada

desdeñable, pues a la lucha por el reconocimiento de su cultura, la bereber, también había que sumar el respaldo que muchas de sus iniciativas habían tenido en el seno de la Unión Europea. De hecho, las reuniones con instituciones parlamentarias de distintos países europeos era comunes, circunstancia que les granjeó la animadversión de algunos Gobiernos magrebíes, en particular el marroquí y el argelino.

De este modo, el último congreso celebrado en Argel, supuso la aparición de la disensión interna ya que el anterior presidente de la organización no quería dejar el cargo y realizó un congreso alternativo en la ciudad marroquí de Mequinez. La Presidencia de la organización siempre es rotativa, afirmó Raha, quien recordó que está basada en antiguas tradiciones bereberes, en particular la del 'Amghar', una especie de asamblea de tribus a cuyo frente había una persona que iba cambiando de año en año.

Raha comentó que la división era inevitable pues el anterior presidente "le hacía el juego al Ministerio del Interior marroquí", afirmó y señaló que también intentó modificar las orientaciones de la organización. Al ver que no volvería a ser reelegido, se vol-

vió hacia las autoridades marroquíes, generando esa división interna. En cualquier caso, su proyecto tiene corto recorrido en la medida en que sólo le apoyan algunas asociaciones del medio Atlas y el nombre de la organización está autorizado para una sola asociación, la que preside en estos momentos Rachid Raha, hasta el mes de octubre. De este modo, la asociación disidente ha sido denunciada en Francia por intento de apropiación del nombre de la organización. Raha comentó que esta situación está perjudicando mucho a la organización aunque matizó que todo acabará resolviéndose a su favor. Además, recordó que esta persona "hace el juego sucio y no denuncia la violación de derechos humanos contra los bereberes".

#### Derechos Humanos

Precisamente el de los derechos humanos es una de las cuestiones más importantes del Congreso mundial Amazigh, ya que presentan informes cada cierto tiempo dando cuenta de las exacciones que se cometen en diversos países contra esta cultura. Así, Raha recordó que el último informe lo presentaron en la Conferencia internacional contra el racismo. En



El presidente del Congreso Mundial Amazigh, Rachid Raha, junto a Nordin Hathout

él presentaron un informe detallado de todas las violaciones de derechos humanos contra los bereberes de Marruecos. "Yo mismo presenté el informe y en agosto del próximo año se investigará esta situación en Marruecos", afirmó.

Entre los principales problemas detectados en Marruecos destacan los relativos a la utilización de la toponimia bereber entre las personas, en particular los nombres propios o la prohibición de crear partidos políticos de corte étnico, en defensa de la cultura bereber.

También se queja Raha de que se están expropiando terrenos comunales pertenecientes a las comunidades bereberes y que en principio están protegidas por el derecho consuetudinario propio,

no reconocido por las autoridades marroquíes. Por último, también se prohíben manifestaciones de asociaciones bereberes, que incluso son reprimidas, prohibición de actividades cultu-

## Informe

### DERECHOS HUMANOS

El Congreso mundial Amazigh presentó un informe sobre la violación de derechos humanos al pueblo bereber

rales sin autorización e incumplimiento del acuerdo para emitir algunas horas en lengua bereber en la televisión marroquí o la creación de una televisión bereber

## Argel

### CONGRESO

El malogrado congreso de Argel fue el detonante de la división en el seno de esta organización bereber



Fundación Teiparita  
PARA LA FORMACIÓN EN EL EMPLEO

#### FORMACIÓN:

Técnicas de Motivación en el Aula  
Diseño de Programas Formativos

#### GESTIÓN EMPRESARIAL:

Atención al Cliente  
Protección de Datos

#### CURSOS GRATUITOS

DIRIGIDOS PRIORITARIAMENTE A TRABAJADORES OCUPADOS Y DESEMPLEADOS

#### INFORMÁTICA:

Procesador de Textos I y II  
Hojas de Cálculo I y II  
Bases de Datos I y II  
Presentaciones Gráficas  
Windows Vista

Windows Vista  
Hojas de Cálculo I  
Procesador de Textos I  
Primeros Auxilios

#### COFINANCIA:



UNIÓN EUROPEA  
FONDO SOCIAL EUROPEO



Información: [www.cemelilla.org](http://www.cemelilla.org) - 952678295  
Inscripciones: Plaza 1º de Mayo, 1, bajo derecha

CEME - CEDE  
CONFEDERACIÓN DE EMPRESARIOS DE MELILLA

**ORIENTACIONES** El Congreso Mundial Amazigh mantiene los mismos principios que plasmaron en los estatutos en el año 1995

**BIBLIOTECA** La Fundación Montgomery Hart instalará sus fondos bibliográficos en unas instalaciones próximas a la villa de Beni Enzar



El Congreso Mundial Amazigh se dividió el año pasado.

propia. Finalmente, también critican el hecho de que no se haya generalizado la enseñanza del bereber en la escuela primaria excepto en algunas zonas como el Sous, en el sur de Marruecos, o en el Rif, donde unos 100 colegios permiten esta enseñanza.

**Nuevas Orientaciones**

El nuevo presidente del Congreso mundial Amazigh, Rachid Raha, comentó que con la nueva refundación del organismo pretenden mantener las mismas orientaciones pero de forma más flexible, menos jerarquizada, a la vez que pretenden una mayor extensión sobre el terreno. Pretenden que las asociaciones de cada región se reúnan y tomen sus propias decisiones e iniciativas. De

hecho, Raha señaló que por el momento funciona mejor e incluso mantienen una página web y una publicación donde se dan cuenta de algunos informes internacionales sobre el pueblo bereber.

Junto a ello, reseñó que pretenden concienciar al Parlamento europeo sobre las discriminaciones que se producen contra la cultura bereber en algunos lugares. "Mantenemos los mismos principios y el próximo año intentaremos implicar a más gente en el Congreso Mundial Amazigh", afirmó Raha, quien recordó que ahora se permite acceder a este organismo a partidos políticos, sindicatos, mayor número de asociaciones e incluso personas individuales, algo inédito, eso sí, todos ellos deben compar-

tir las orientaciones de la organización, a saber, defender los derechos del pueblo bereber.

**Melilla**

El presidente del Congreso mundial Amazigh no perdió la oportunidad de comentar la situación en Melilla, pues recordó que en estos momentos está surgiendo una asociación en la ciudad que pretende defender la cultura amazigh alejándola de la utilización partidista que a su juicio se ha hecho en Melilla de esta cultura.

En este sentido, reconoció que el Gobierno local de la Ciudad Autónoma había hecho algunas cosas interesantes y buenas a favor de la cultura amazigh, como por ejemplo luchar por el reconoci-

miento de los cursos de tamazigh con valor de créditos para los estudios universitarios en el campus. Junto a ello, también valoró los dos cursos sobre el Rif que se habían organizado en la UNED aunque matizó, que le habría gustado ver más programación en lengua bereber en la televisión pública.

En cualquier caso, recordó que las dos decisiones más polémicas pasan sin duda por lograr la introducción del bereber en la escuela o la posibilidad de hacerlo cooficial en la ciudad. También lamentó que no se le hubiera dado importancia en Melilla a la posibilidad de instalar una biblioteca con los fondos bibliográficos de la Fundación David Montgomery Hart, organismo que se encarga de promocionar los estu-

dios sobre la cultura bereber y que lleva el nombre del ilustre antropólogo.

Finalmente será Beni Enzar la que acogerá la biblioteca durante los próximos cinco años, según comentó, gracias al trabajo de una fundación perteneciente al BMCE, una entidad financiera marroquí. Los locales estarán detrás del Museo del mariscal Mezzian y suena a oportunidad perdida para Melilla, más en un momento en que van a cambiarse los estatutos de la organización para hacer de ella una fundación nacional. Los fondos contarán incluso con el archivo personal de Montgomery Hart, según comentó Raha, un material etnográfico de gran importancia en el campo de los estudios de antropología del pueblo bereber.

SUBVENCIONA:



**CURSO "INTRODUCCIÓN A LA METODOLOGÍA DIDÁCTICA"**

Localidad: MELILLA

Lugar de impartición: CONFEDERACIÓN DE EMPRESARIOS DE MELILLA

Nº de Expediente: FPE2009 Nº 46

Dirigido a: DESEMPLEADOS INSCRITOS EN EL SPEE

Nº de horas: 169

Nº de alumnos: 15

Perfil: Titulación y/o formación apropiada que permita desarrollar el curso con aprovechamiento

Calendario: 21 de septiembre al 30 de octubre de 2009

Horario: De Lunes a Viernes de 9:00 a 15:00 horas

Plazo de inscripción: Hasta el 30 de septiembre de 2009

**CURSO GRATUITO**

Confederación de Empresarios de Melilla. Plaza 1º de Mayo, 1, bajos. Tel. 952678295  
Web: [www.cemelilla.org](http://www.cemelilla.org) E-mail: [formacion@cemelilla.org](mailto:formacion@cemelilla.org)

ORGANIZA:



COFINANCIA:



"El FSE invierte en tu futuro"



## ENTREVISTA

El presidente para Europa del Congreso Mundial Amazigh, Rachid Raha, destaca en una entrevista con este diario realizada en una reciente visita a Melilla en estos días la necesidad de un mayor respaldo insti-

tucional al Tamazight que se traduzca incluso en su futura cooficialidad. Raha asegura que cualquier avance dependerá incluso de que exista un activismo cívico de la propia comunidad amazigh melillense.

RACHID RAHA / PRESIDENTE PARA EUROPA DEL CONGRESO MUNDIAL AMAZIGH

# “Movilizar a la calle es una forma de luchar por la cultura amazigh”

JUAN CARLOS HEREDIA

Vd. ha visitado la ciudad en estos días. ¿Qué opina del trabajo que se está realizando en pro de la cultura amazigh?

Tengo que decirle en principio que nos alegra mucho la creación de una nueva asociación amazigh en Melilla que ha hecho actividades de año nuevo, porque había un cierto vacío de iniciativas de cara a la cultura amazigh, a la que la Ciudad no tomaba mucho en serio. No obstante, es cierto que en los últimos tiempos el Gobierno local está haciendo distintas acciones de cara a la promoción de la cultura amazigh como es desarrollar el Seminario Permanente, la idea de

*“El Gobierno local está haciendo distintas acciones de cara a la promoción de la cultura amazigh”*

crear el Museo Amazigh-más que crearlo matizo que reabrirlo-aparte de otras iniciativas en fechas como el Ramadán o distintas fiestas del año. Nosotros tuvimos en noviembre un primer contacto con el vicepresidente de la Ciudad Abdelmalik El Barkani, en el que estubo con nosotros una delegación procedente de Argelia, y en ese encuentro insistimos en que los políticos tienen que tener más visión de futuro para resolver los

problemas antes de que se creen. En ese sentido nosotros abogamos por la cooficialidad del tamazight, y si en las próximas reformas del Estatuto de Autonomía no se recogiera este hecho se perdería una gran oportunidad. Pero el hecho de que se recoja no quiere decir que se obligue de forma inmediata a hablar en tamazight en la Administración, sino que tiene que trabajarse con un programa de actuación progresivo, empezando con los niños en las escuelas, formando a los funcionarios después y tomándose en consideración esta lengua. De esa manera se logrará una política de integración de la comunidad amazigh, dándole la seguridad de que está en su mundo, en su ciudad, y al mismo tiempo corresponsabilizándola en el destino de esta sociedad, al no sentirse marginada ni abandonada. Estamos llamando a que los políticos tengan coraje y sean valientes y tengan visión de futuro, porque quieren o no va a llegar un momento donde esta comunidad va a ser mayoritaria sobre la de origen europeo.

¿Pero será sólo suficiente con el trabajo del Congreso Mundial?

No, por supuesto. Esto depende también del activismo cívico de la comunidad amazigh. En una carta que había dirigido yo mismo al presidente del Gobierno cuando viajó a Melilla le planteé la integración de



Raha subraya que el Congreso Mundial sigue defendiendo la cooficialidad del Tamazight

la cultura amazigh como una asignatura pendiente, y Rodríguez Zapatero me respondió que la Constitución Española no está impermeable a la cooficialidad del tamazight, pero si me dijo, devolviendo un poco la pelota no a mí sino a toda la comunidad amazigh de Melilla, que nosotros tenemos

que reorganizamos y reivindicar esta cuestión con una movilización general que no sea, como ha sido ahora, promovida sólo por intelectuales preocupados por esta cultura. Hay una hoja de ruta de cara al futuro próximo de la propia comunidad amazigh que tiene que abordarse sobre esta cuestión funda-

mental. ¿Y cómo debería empezar a impulsarse ese activismo del que me habla?

El trabajo se empieza con sensibilizar lógicamente a la clase política. Luego tiene que haber actividades continuas, porque está bien que este año se haya festejado el Año



CIUDAD AUTÓNOMA  
MELILLA

Consejería de Economía, Empleo y Turismo  
Cofinanciado al 25%

s o c i e d a d p ú b l i c a

**PROMESA**  
promoción económica de melilla



UNIÓN EUROPEA  
Fondo Social Europeo  
Cofinanciado al 75%

## CURSO GRATUITO:

### TÉCNICO ADMINISTRATIVO DE SEGUROS II

COLECTIVO: B, DESEMPLEADOS MAYORES DE 30 AÑOS

DURACIÓN: 300 HORAS

Nº PLAZAS: 15 ALUMNOS

FECHA FINAL INSCRIPCIONES: 25/01/2010

TELÉFONO INFORMACIÓN: 952680657

GESTIONA: PROYECTO MELILLA S.A.

C/ La Dalia, 36 - 52006 MELILLA

www.promesa.net

IMPARTE:

CENTRO DE FORMACIÓN MELILLA-3, S.L.

PROGRAMA OPERATIVO FSE 2007-2013

FSE: “Invertimos en su futuro”

Nuevo Amazigh, pero las iniciativas tienen que tener continuidad en el tiempo. También hay que hacer cursos para que los niños aprendan el alfabeto amazigh, y también otros dirigidos a los adultos, porque especialmente a las personas mayores les daría una autoestima increíble, al haber sido muchas de ellas tratadas como ignorantes durante mucho tiempo porque no les han dado la oportunidad nunca de aprender en su idioma materno. De igual manera hay que hacer conferencias de distintos tipos, campañas de sensibilización de diferentes temas, siem-

*"Sobre el tema educativo tengo que decir que el Ministerio trata a Melilla como si fuera Castilla o Andalucía"*

pre en tamazigh, recoger firmas y concienciar a la población sobre la necesidad de integración del tamazight en la escuela, que es el origen de integración de la comunidad.

Sobre el tema educativo tengo que decir que el Ministerio de Educación trata a Melilla como si fuera Castilla o Andalucía, donde hay una sola cultura, a diferencia de zonas como Cataluña donde existe una diversidad cultural que se toma en consideración de cara a la escuela. Movilizar la calle es una manera de luchar por la cultura amazigh de cara a construir un estado más democrático.

En su visita a Melilla el ministro de Educación, Angel Gabilondo, dejó claro que el Tamazight no sería lengua optativa en la ciudad aunque si entrar a valorar en profundidad los motivos. ¿Qué opina de eso?

Pues que es una irresponsabilidad tremenda, porque ni siquiera ha dejado una puerta abierta a este asunto. Creo que se equivoca totalmente porque supone un desconocimiento de la realidad socio lingüística de Melilla. Mientras en esta ciudad se cierran las puertas a la identidad de esta comunidad en los barrios periféricos vamos a tener jóvenes cada vez más radicales, y no nos sorprenderá de cara al futuro que pudiéramos encontrar en el futuro chavales melillenses como bombas humanas. De hecho ya ha pasado en Ceuta. Esto no nos sorprenderá, porque a esta juventud debe dársele respuestas, y el ministro ni siquiera ha dejado ninguna posibilidad abierta.

¿Y piensa Vd. que un mayor conocimiento del Tamazight incidiría en la reducción de las cifras de fracaso escolar?

Mucho. Y voy a aportar un ejemplo significativo. En la zona pesquera de la Bocana hay una



El presidente del Congreso Mundial considera una "irresponsabilidad" que se cierren las puertas al tamazight como lengua optativa

escuela construida por una fundación privada pero ahora es semipública, por un acuerdo con el Ministerio de Educación marroquí. En esa escuela se imparte una educación moderna y trilingüe, con tres grafías diferentes, con lo que niños a

*"Estamos llamando a que los políticos tengan coraje, sean valientes y tengan visión de futuro"*

partir de seis años estudian tres lenguas distintas, la árabe con grafía aramea, la francesa con caracteres latinos y la tamazight en su grafía autóctona milenaria. Los tres idiomas los han asimilado con una facilidad tremenda, y esa educación multilingüística y multicultural les desarrolla la inteligencia y les hace abiertos a cualquier otro conocimiento. De hecho, cuando han finalizado el nivel de Primaria el nivel de éxito ha sido del noventa y nueve por ciento. Son cifras oficiales que no nos inventamos, y por eso digo al ministro y a los responsables del sistema educativo que den respuestas a la realidad de Melilla.

¿Cuáles van a ser las líneas de trabajo del Congreso Mundial Amazigh en 2010?

Las líneas generales van a seguir en la temática de sensibilizar a las instituciones internacionales sobre las violaciones de derechos humanos sobre todo en los países norteafricanos, entre ellos Marruecos, asistiendo a grandes foros internacionales, porque tenemos posibili-

dad la capacidad de dejar informes alternativos, con los que Naciones Unidas y la Unión Europea puede interpellar a los estados de la ribera Sur preguntando sobre estos asuntos que denunciamos. En el caso de la Unión Europea en noviembre hicimos una primera visita para sensibilizar al Grupo Parlamentario de Los Verdes, y dentro de poco haremos otra, para sensibilizar a otros grupos como el Socialista, el de los Liberales y al más importante de todos, el Popular. También tenemos prevista otra cita para agosto, donde va a haber el examen del estado marroquí respecto a la discriminación racial. Así, sobre este asunto tenemos un dossier bastante amplio, y de aquí al verano será mucho más amplio.

Aparte de ello tenemos una urgencia en sensibilizar a la opinión pública internacional y particularmente la europea porque viene un gran peligro del Sur: el terrorismo islamista protagonizado por el llamado ahora Al Qaeda en el Magreb Islámico, que se está instalando de manera increíble en las zonas del territorio de los tuareg. Por eso tenemos que esperar que haya un nuevo Afganistán, y su proyección va a ser la Unión Europea, y eso por no respetar los derechos de un pueblo milenario que ha vivido con una forma de vida nómada. La intención es hacer una conferencia internacional sobre esta problemática aquí en Europa, probablemente en Cataluña, porque es la región europea más sensible a la cuestión bereber, y sí no en Bruselas. Quizás,

hablando un poco a nivel internacional, tengo que decir que nos habíamos equivocado probablemente en enfocar nuestras acciones en Francia, pero eso no ha dado mucho resultado, porque el mismo estado francés es un gran obstáculo para

*"La cultura de origen es el mejor medio de luchar contra la radicalización de esta juventud"*

promover las identidades colectivas de los pueblos. Es un estado que se basa fundamentalmente en los derechos individuales, todo lo que es colectivo lo concibe como un ataque a su identidad, y nosotros hemos sido víctimas de este jacobinismo francés, porque este estado es el que tiene más complicidades con los países norteafricanos por sus grandes intereses económicos y no le gusta molestar a estos países creyentes, callándose mucho sobre las violaciones de los derechos humanos del pueblo amazigh.

Me habla de contactos con grupos políticos españoles en el Parlamento Europeo. ¿Qué objetivos van a perseguir esos encuentros?

El objetivo fundamental era que antes nos encargáramos de llevarles los informes de estas violaciones, y ahora les estamos pidiendo por eso debe haber un mínimo acuerdo entre varios grupos que ellos constituyan una comisión de eurodiputados que venga directamente a comprobar nuestras

denuncias.

En ese sentido le tengo que decir que allí tienen la información que les facilitan los estados donde hay comunidades bereberes muy importantes, y les dibujan prácticamente situaciones como las que puedan tener países como Suiza, donde todo se respeta. Pero ellos mismos tienen que ver sobre el territorio los casos que nosotros denunciamos, con objeto de que hagan su propio informe, que tendrá más peso a la hora de elevarlo después a las instituciones. También tenemos un gran interés en sensibilizar a la Unión Europea sobre el hecho de que en el seno de sus diferentes países tienen una comunidad que desconocen totalmente, la amazigh, que forma parte de la ciudadanía europea, al estar integrada por varios millones de personas y haber surgido de las grandes olas de inmigración a finales del siglo XIX y el XX, habiendo llegado incluso algunos a puestos de responsabilidad política. La sensibilización sobre esta comunidad será la mejor manera de integrarla en sus sociedades respectivas.

Cuando se habla de fanatismo y de bombas humanas hay que temer que muchos de estos jóvenes están desorientados y padecen una crisis de identidad que les convierte en radicales, delincuentes y en cualquier cosa, y la cultura de origen es el mejor medio de luchar contra la radicalización de esta juventud, porque cuando se conoce la cultura de uno hay un respeto mutuo de unos con otros.



Melilla

# El movimiento asociativo amazigh y la protesta social en Marruecos

El director del único periódico impreso en lengua tamazigh en el país vecino, Rachid Raha, considera que si el monarca Mohamed VI cierra la puerta a las reformas, perderá el apoyo de la sociedad marroquí

Marcos Robber / MELILLA

El pasado 20 de febrero comenzaron en Marruecos una serie de protestas sociales alentadas por los sucesos ocurridos en Túnez y Egipto, donde una marea humana inundó las calles de las principales ciudades exigiendo la democratización de sus países y la salida de quienes hasta entonces habían estado ostentando la jefatura de estos dos Estados. Aunque nadie pensaba que algo similar pudiera ocurrir en Marruecos, lo cierto es que el 20 de febrero constituyó todo un hito, alentado por el asociacionismo marroquí entre el que destaca con nombre propio el amazigh, uno de los movimientos sociales más activos en el país vecino desde hace unos años.

Yes que tal y como comentó a El Faro el periodista Rachid Raha, director del único periódico en lengua amazigh de Marruecos, 'Le Monde Amazigh', los jóvenes amazighes habrían sido los primeros en implicarse en este movimiento de protesta debido a la experiencia que tenían acumulada durante estos años, pues han estado reivindicando los derechos culturales de este sector social, el bereber, criticando los desmanes de la clase política marroquí y la élite más cercana al Majzén. Junto a ello, el hecho de carecer de órganos de expresión les volcó a dirigirse a Internet como principal herramienta de comunicación. "Internet ha sido una válvu-



Imagen de una de las manifestaciones en la ciudad de Nador.

ARCHIVO

la de escape al movimiento amazigh", afirmó Raha quien comentó que gracias a ello pudo surgir en Marruecos una prensa libre amazigh.

Raha comentó que una de las reivindicaciones del movimiento amazigh a lo largo de las protestas que se han sucedido en Marruecos ha sido lograr la cooficialidad de su lengua, el tamazigh, en la Constitución marroquí, algo

que de momento descarta la monarquía. De este modo, no es raro ver banderas amazighes en las manifestaciones que se llevan a cabo, pues este movimiento ha enarbolado desde un principio el deseo de cambio político y democratización en el país vecino.

El director de 'Monde Amazigh' remarcó que en estos momentos son el asociacionismo amazigh, el islamismo y la extrema izquierda

así como asociaciones de derechos humanos, los que están liderando las protestas, una amalgama de entidades que han tenido que hacer concesiones a la hora de salir a la calle a realizar las manifestaciones, en particular los islamistas. "Lo bueno de estas protestas es que la juventud ha perdido el miedo", afirmó Raha, quien señaló igualmente que el próximo 24 de abril habrá una gran jor-

nada de concentraciones donde el movimiento amazigh volverá a tener una presencia importante. En cuanto a la pervivencia de la monarquía, recordó que hay unanimidad en dejar la figura del rey de lado pues lo que se pide es una monarquía parlamentaria, del estilo de las existentes en Europa, lo que explica que se vean retratos del rey en algunas manifestaciones.

De momento desde el Majzén se ha optado por crear una comisión consultativa para estudiar cambios en la Constitución marroquí, aunque no ha sido invitado nadie de la oposición, en particular el movimiento amazigh. Así, éstos critican que se haya planteado un sistema de regionalización que no respeta la división tradicional de las tribus amazighes. "Se ha abierto un debate en el nivel nacional y al final el Palacio no escucha a nadie sino que impone", lamentó Raha, quien confía en que sigan las protestas a pesar del intento del Ministerio del Interior de acallarlas. Lo que sí parece claro es que nadie quiere llegar a un conflicto social como el sucedido en Libia.

"El mejor ejemplo que tenemos es la transición democrática española", afirmó y recordó que si no llegan los cambios, la juventud acabará enfrentándose a las élites que ostentan el poder. "Si el rey actúa con violencia perderá el apoyo internacional y el de la sociedad marroquí", sentenció el director de la publicación en lengua amazigh.

## EDIFICIO ANDROS

C/ PEDRO NAVARRO, ESQUINA PASEO MARITIMO

- VIVIENDAS DE 1, 3, 4 DORMITORIOS,
- ÁTICOS CON SOLARIUM
- VISTAS AL MAR-EN TODAS LAS VIVIENDAS
- LOCALES, APARCAMIENTOS Y TRASTEROS
- EXCELENTES CALIDADES

Promueve y vende  
EDIFICIOS PREMIER S.A.

Edificio Andros

afime@arrakis.es

CI AYU LALCHANDANI, planta 1, oficina, 1 TEL 952 67 5208 · 609 201 128

INFORMACION Y VENTA ASESORIA AFIME



## Ha enviado una carta al consejero de Presidencia en la que muestra el malestar de esta ONG

Rachid Raha, vicepresidente del Congreso Mundial Amazigh, se ha dirigido por escrito al consejero de Presidencia y Participación Social, Abdelmalik El Barkani, para transmitirle el malestar existente en el Congreso Mundial Amazigh por invitar a Lounes Belkacem en los actos del Nuevo Año Amazigh al asegurar que ya no es presidente de esta entidad y por tanto no lo considera representativo de la misma.

# Rachid Raha señala que Lounes Belkacem "usurpa" la presidencia del Congreso Amazigh

pando el nombre de nuestra ONG".

Así añade que vuelve a informar al consejero de Presidencia y a la propia opinión pública que "este señor -en referencia de Lounes Belkacem- que ya ha estado dos veces a la cabeza de nuestra ONG (desde agosto del 2002 hasta agosto del 2005 y del 2005 al octubre del 2008), no respeta en absoluto los estatutos del CMA".

En este sentido, recuerda que en uno de sus destacados artículos

Redacción Melilla Hoy

Raha señala en su misiva a El Barkani que "quisiera manifestarle mi más profunda y enérgica protesta por haber invitado a las actividades conmemorativas del Año Nuevo Amazigh 2961 a la persona menos indicada para representar a nuestra ONG, el Congreso Mundial Amazigh (CMA en adelante), a saber, el Sr. Lounes Belkacem, quien sigue usur-



FOTO MELILLA HOY

Rachid Raha, vicepresidente del Congreso Mundial Amazigh

estipula que los dirigentes del CMA deben ser independientes de los gobiernos y de los partidos políticos mientras asegura que Belkacem asegura que "viene diciendo que representa a un partido político francés, con el que se presento últimamente en unas elecciones" en este país.

"Claro -se lamenta- lo habéis invitado para hablaros de la cuestión amazigh que en realidad y desafortunadamente lo toma como si fuera

imazighen del mundo, os habrá conlesado de su complicidad notoria con los gobiernos de Mali -y de Argelia- para que la cuestión tuareg no avance en lo internacional, y por consiguiente no encuentre eco en los foros mundiales".

El vicepresidente del CMA señala además en la carta que "os aseguro que os habrá omitido de hablarlos de su famoso discurso donde alaba a uno de los más grandes dictadores de Tamazgha, a saber el Coronel Gadafi, al que le ha rendido visita varias veces (...) y eso que el "dictador de los dictadores", en su manía de "arabizar" a los tuaregs y a toda África subsahariana, sigue reprimiendo cotidianamente a los imazighen de Libia".

Rachid Raha concluye su misiva señalando que "como uno de los máximos responsables del CMA le escribo esta carta de protesta porque no podemos permitir que nadie usurpe el buen nombre de nuestra ONG". De este modo destaca que "el CMA es el fruto de grandes sacrificios y esfuerzos que concluyeron con su creación, en 1995, y con nuestra presencia en la escena internacional, erigiéndonos como legítimos portavoces en el mundo de las pacíficas reivindicaciones del pueblo amazigh, ¡victima de políticas discriminatorias de regimenes antidemocráticos que han erigido el apartheid anti-amazigh en ideología de estado!".

un fondo comercial. Acaso, en dichas jornadas, os habrá disertado de su complicidad con los diferentes gobiernos autoritarios del Norte de África. Os habrá revelado su cooperación con las autoridades marroquíes, con el ministerio del Interior a través de la wilaya de Meknés, de haber intentado dividir a nuestra ONG con la organización de un presunto congreso paralelo del de Tizi Uzu, en octubre del 2008, con la finalidad de dividir aun más a los



# Opinión

## Cartas al Director



Presidente del Grupo  
Enrique Bohórquez López-Dórga

PRENSA DE MELLA S.L.  
DIRECTOR: Mustafa Hamed Hassan

Redacción: Redactor Jefe: Angel Molinos; Local: Jesús Andujar (Coordinador); Paula Sánchez, Alberto Muñoz y Alicia Vieiras  
Deportes: Antonio Calabro Rodríguez (Coordinador); Enrique Azaustre y Carlos R. Busta  
Edición Técnica: Antonio Garrido y Eva Flores. Fotografía: Francisco Guerrero y Antonio Ruiz.  
Relativa: Fadi Hamed, Juan Torres, Abdolmalik El Maktazi

Administración: Mónica Cardonal, Eivra Rodríguez Bahamonde, José M<sup>o</sup> Martínez y Rocío Calabro  
Publicidad: M<sup>o</sup> Analia Ruiz  
Depósito Legal: M-13-1965  
Dirección, Redacción, Administración y Talleres: Polígono SEPE, Navos A-1 y A-2.

Adm. de Correos: 493.  
Centralita 952 69 00 00. Fax Redacción: 952 67 57 25. Fax Admón y Publicidad: 952 67 93 85.

E-mail: mellahoy@mellahoy.es INTERNET: http://www.mellahoy.es

### TRIBUNA PÚBLICA

## Carta de los bereberes al Presidente OBAMA

Rachid RAHA  
(Presidente del Congreso Mundial Amazigh)

Sr. Presidente,  
Quiero escribirle esta carta abierta para agradecerle profundamente por su memorable discurso que pronunció en Accra.

Leyendo con mucho interés su segundo discurso en suelo africano, después del de El Cairo, nos da la sensación de que sus aconsejables palabras sólo están dirigidas al público sub-sahariano, como si los países del Norte de África no están concernidos y no forman parte de nuestro amado continente África.

Es por eso que me gustaría simplemente asegurarle que Marruecos, Argelia, Túnez, Libia, Egipto y Mauritania son países tan africanos como Ghana, Zimbabue o Kenia, país de sus padres. Todos ellos son países africanos por la geografía, la historia como por su población. La propia palabra "África" es de origen amazigh, que designaba el territorio de Túnez en la época romana, antes de extenderse a todo nuestro continente. Se deriva de la palabra "afri", que en la época fenicia, designaba los indígenas de este país. Por supuesto, todos los actuales dirigentes de África "blanca" le afirmarían lo contrario, que a causa de su ideología árabo-islámica, importada del Próximo Oriente le aseguraran de que, sin duda, están orgullosos de ser "árabes", originarios de la Península Arábiga. Una identidad que, sus predecesores, sus clases políticas vasallas y sus élites clientelistas han impuesto, y siguen imponiendo, al resto de los africanos que aún no están desarraigados, es decir, que se han "arabizado" todavía. Como en el resto de África, nuestros líderes del norte de África, al que llamamos "Tamazgha", lamentablemente son todos dictadores que no respetan la voluntad de sus pueblos, ni la celebración de elecciones transparentes, ni el respeto de la alternancia en el poder. Nuestros Jefes de Estado, sean monarcas con poder absoluto o presidentes a la cabeza de repúblicas tiránicas, que hayan obtenido como resultado de golpes de estado, han conseguido a cambiar las constituciones de sus países para seguir eternos en el poder y enriquecerse a sí mismos y a sus vasallos, en detrimento de nuestros recursos naturales, de los impuestos de nuestros ciudadanos y de las remesas de nuestros emigrantes en el extranjero, manteniendo al mismo tiempo una política de "apartheid anti-amazigh", una política discriminatoria que no respeta los derechos políticos, económicos y culturales de sus ciudadanos amazigh! Uno de ellos, concretamente, Muammar Gaddafi, quien recientemente celebró sus cuarenta años de dictadura, no se contenta sólo esta política de apartheid, de negación y asimilación de los indígenas, pero que además les amenaza abiertamente de genocidio. Y no es una casualidad que éste defienda todo el tiempo, desde que esta a la cabeza de la Unión Africana, al criminal Omar El Bashir, acusado por el Tribunal Penal Internacional de genocidio contra la población civil, concretamente los pueblos cristianos y animistas de Darfur y los Nuba del Sudán central!

Sr. Presidente,  
Saludamos su apuesta por elegir Turquía para su primera visita al mundo musulmán, un país laico que nuestro gran héroe, Mohamed Abdelkrim al-Khattabi, ya admiraba en los años veinte, y que había logrado crear todo un Estado-nación moderno en África desde 1923 hasta 1926. Un Estado con instituciones y un ejército popular, cuyo ejemplo había inspirado en su época a Ho Chi Minh y Mao Tse Tung! Y entiende que el concepto de laicidad, lejos de ser importado de Occidente, existía antes en el seno de las instituciones socio-políticas de nuestras tribus amazighs, época precolonial, como lo atestigua nuestro derecho consuetudinario, llamado "azerf". Pero después de nuestras independencias, arrancadas con la sangre de nuestros "guerrilleros" de los ejércitos de liberación, las minorías arabo-andaluzas, basándose en las corrientes salafitas, que habían criticado el poder central, han surti-



Rachid Raha (Presidente del Congreso Mundial Amazigh)

mido simplemente este "azerf", este derecho consuetudinario que regía la distribución del agua y de las riquezas, los conflictos y el trabajo colectivo (twiza) durante milenios!

Sr. Presidente,  
Permitame decirle que estamos orgullosos de nuestros antepasados y de la historia que nos han legado y que nuestros dirigentes "árabistas" intentan marginar y distorsionar todo el tiempo. Nosotros, seamos norteafricanos blancos, africanos negros o afro-americanos melanos, debemos estar siempre orgullosos de nuestros antepasados. Nuestra historia no se limita al siglo XII, la fecha de la fundación de la ciudad de Fez, que recientemente se celebró con grandes manifestaciones por el Estado marroquí, ni mucho menos con la llegada de los primeros conquistadores "árabes" en el 642 de la era cristiana (en 1592 según nuestro calendario, africano-amazigh), sino que nuestra historia remonta a miles de años, o quizás a millones de años, desde el nacimiento de Lucy o aún más, con la aparición del hombre de Tournai en el Chad! Los cuatro rincones de nuestro continente están marcados por las excavaciones arqueológicas y los descubrimientos de restos humanos que atestiguan la presencia continua de nuestra gente en África, ya desde los albores de la prehistoria hasta hoy, aunque una parte de nuestra población norteafricana fue arabizada como consecuencia de su islamización.

Debemos saber que nuestros antepasados, como lo demuestran los frescos y las pinturas rupestres de Tassili n'Ajjer, aparte de domesticar los primeros animales salvajes, descubrieron los rudimentos de la agricultura. También descubrieron el metal antes que los hombres prehistóricos europeos, como acaba de revelar recientemente el equipo arqueológico de Yousef Bokbot en el río "Behit", en el Medio Atlas. También los primeros alfabetos de la escritura, llamados "tifinagh", muy extendidos en las Islas Canarias, son obra creativa de nuestros antepasados, dando nacimiento a las primeras civilizaciones escritas antes de construir la gran civilización faraónica!

Sr. Presidente,  
Aprovecho esta carta a intercederle sobre el trá-

gico destino de uno de nuestros pueblos, que mejor ha salvaguardado a nuestro idioma y nuestra cultura y nuestros valores africanos pre-islámicos, a saber, el pueblo tuareg.

El presidente Nicolas Sarkozy, y las multinacionales francesas del uranio (como Areva) se equivocan absolutamente al proporcionar incondicionalmente apoyo logístico y militar a los gobiernos de Mali y el Níger. Estos gobiernos, que utilizan el pretexto de la lucha contra Al-Qaida, llevan a cabo una campaña encubierta para exterminar a los rebeldes y civiles tuaregs. Permitame asegurarle de que nuestros hermanos del Gran Sahara, conocidos como los "hombres azules", pueden tener la tentación de aliarse con los seguidores de Al Qaeda, si los ejércitos de Mali y Níger siguen ejerciendo las agresiones contra ellos, con la complicidad de los franceses! Sepa que nuestros hermanos tuaregs, que conocen cada rincón de su extenso territorio del Gran Sahara, son los únicos capaces de desalojar a los nuevos "invasores" de Al Qaeda. Tratarlos de terroristas y meterlos en el mismo punto de mira que los mercenarios de Al Qaeda es ir hacia el nacimiento de un nuevo Afganistán, quizás más peligroso y más explosivo!

Sr. Presidente,  
Aunque estamos privados de apoyos y de recursos financieros y materiales, este seguro de que nuestra voluntad y nuestra determinación son inquebrantables, como activistas y jóvenes amazighs. Lucharemos duramente y de forma pacífica por la democratización de nuestros países, y nosotros, los amazighs, los africanos originarios de esta parte septentrional de nuestro continente, somos los únicos en defender un proyecto de sociedad, gobernada por verdaderas instituciones democráticas. Somos los únicos personas a sacrificarse a favor de estados laicos donde las reformas constitucionales pasan por la separación de poderes, la libertad de religión y el derecho de las regiones de dotarse de gobiernos y parlamentos regionales propios. Como lo declaró nuestro gran rey Massinissa hace 2200 años, y como usted acaba de recordarnos acertadamente en Accra, el 11 de julio de 2009/23 de julio de 2959: "el futuro de África pertenece a los africanos".

### VENTANA PÚBLICA

#### Dirigir la propia vida

Arturo Ramo García.  
Inspector de Educación jubilado

En la tarea de los educadores, ya sean padres o profesores, se busca la mejora de la persona tanto en su dimensión individual como social, teniendo en cuenta que ambas se complementan. El ámbito más adecuado para adquirir esta formación es la familia, que es la escuela de virtudes individuales y sociales.

Para el profesor García Hoz la educación personalizada responde al intento de estimular a un sujeto para que vaya perfeccionando su capacidad de dirigir su propia vida o, dicho de otro modo, desarrollar su capacidad de hacer efectiva la libertad personal, participando, con sus características peculiares, en la vida comunitaria.

Pero hay muchas personas que se dejan llevar pasivamente por los acontecimientos y circunstancias y siguiendo su comodidad aceptan modos de vida que les dan hechos. No tienen un proyecto personal de vida, porque no saben o porque no quieren mandar en su vida.

Unas veces se dejan llevar por una ideología, sin pararse a reflexionar qué hay de verdadero y razonable en sus planteamientos y qué de manipulación. En otras ocasiones, los jóvenes caen en la invitación de un falso amigo o del grupo. Muchos han empezado a tomar drogas, alcohol o tabaco porque los amigos del grupo le han invitado con insistencia. Han cedido porque no habían aprendido a dirigir su propia vida. Por eso es importante fomentar conductas autónomas y llegar a la capacidad de gobierno de sí mismo a autogobierno. Para ello hay que aprender a elegir en cada situación entre las distintas opciones posibles.

Pero ejercer la libertad no es fácil porque el hombre tiene muchas limitaciones, como la ignorancia (no conocer todas las posibilidades), la pereza (falta de ánimo emprendedor), el egoísmo (no pensar en las necesidades de los demás) y la comodidad (falta de una vida esforzada). En ocasiones le cuesta tomar decisiones ante los problemas porque teme las consecuencias que pueden acarrearle. En la mayoría de los casos tiende a hacer lo que le gusta y apetece en cada momento. Por todo ello la libertad ha de ser educada.

El verdadero educador no es el que se hace imprescindible al educando, sino el que va fomentando conductas autónomas de acuerdo con la edad y la personalidad del chico. Pero lo que educa no es el hacer sino poder hacer el bien, que en definitiva enriquece la persona. Por eso los padres y profesores han de ayudar a los chicos a buscar el sentido de su vida: educar la libertad es enseñar a elegir el bien.

(www.aplicaciones.info)

# Opinión

## Cartas al Director



Presidente del Grupo  
Enrique Bohórquez López-Dóriga  
PRENSA DE MELLILLA S.L.  
DIRECTOR: Mustafa Hamed Hassan

Redacción: Redactor Jefe: Angel Meléndez; Local: Jesús Andújar (Coordinador), Paqui Sánchez, Alfonso Núñez y África Vilches  
Deportes: Antonio Calderay Rodríguez (Coordinador), Enrique Azaustre y Carlos R. Bustio  
Edición Técnica: Antonio Garrido y Eva Flores. Fotografía: Francisco Guerrero y Antonio Ruiz.  
Rotativa: Faid Hamed, Juan Torres, Abdelmalik El Makhtari

Administración: Mónica Cardenal, Eivira Rodríguez Bahamonde, José M<sup>a</sup> Martínez y Rocío Calderay  
Publicidad: M<sup>a</sup> Amalia Ruiz  
Depósito Legal: ML-10-1985.  
Dirección, Redacción, Administración y Talleres: Polígono SEPEs, Naves A-1 y A-2.

Ando. de Correos: 493.  
Centralita 952 69 00 00. Fax Redacción: 952 67 57 25. Fax Admon y publicidad: 952 67 93 85.

E-mail: mellillahoy@mellillahoy.es INTERNET: http://www.mellillahoy.es

### CARTA ABIERTA AL PRESIDENTE NICOLAS SARKOZY:

## Por qué Francia es hostil a los imazighen (bereberes)

Por Rachid Raha (Presidente de la Fundación Montgomery Hart de Estudios Amazighs y vice-presidente del Congreso Mundial Amazigh)

Señor Presidente,  
Su discurso del 15 de septiembre en Benghazi, nos dejó sorprendentes y estupefacientes dado que afirmó: "(...) jóvenes de Benghazi, jóvenes de Libia, jóvenes Árabes (...)". (...) todo el pueblo "árabe" que quiere liberarse de sus cadenas (...). Sus observaciones dejan pensar que el pueblo libio sería un pueblo "árabe" lo mismo a nivel étnico que sociológico, idéntico, cultural y lingüístico.

Permítame indicarle que el éxito de la revolución libia se debe en gran parte al pueblo autóctono amazigh, que se rebeló al Este de Libia y que tuvo el mérito de liberar Trípoli, y al pueblo Toubou que liberó una gran parte del Sur. Los que considera como "árabes" son realmente amazighs para mucho arabizados después de su conversión al Islam. Una arabización forzada, querida y acelerada por el dictador decaído Gadafi.

No deja de calificar a las actuales revoluciones de los pueblos del Mediterráneo "de primavera árabe", cuando realmente, se trata de una "primavera de los pueblos de África del Septentrional y del Oriente Próximo". En la revolución norteafricana del jazmín en Túnez, los amazighs, incluso minoritarios, se comprometieron profundamente por el cambio del sistema dictatorial de Ben Ali como lo hicieron los "coptos" y los amazighs de Siwa en Egipto al igual que lo están haciendo los kurdos y los drusos en Siria...

La reducción de los pueblos del África Septentrional y del Oriente Próximo bajo la etiqueta de pueblo "árabe", perpetuando la influencia de la ideología totalitaria panarabista no satisface los intereses de los pueblos. ¿Acaba de ayudar a los libios a liberarse del colonialismo "arabista" de Gadafi, pero olemos el peligro del neocolonialismo franco-británico de carácter económico, que se interesaría aún más por los recursos naturales y por el petróleo que a la liberación de los pueblos!

Sabe que la política de arabización ideológica, que arruinó el sistema educativo de nuestros países del Norte de África (Marruecos, Argelia, Túnez...) se ha desencadenado por sus escuelas coloniales "franco-árabes", que formaron una amplia élite urbana a la cual sus antecesores habían cedido el poder después de su abandono del África Septentrional. Este fenómeno de arabización que había comenzado durante el período colonial, ya había permitido el desarraigo de los amazighs, forzados por el éxodo rural, a descender de sus montañas hacia los centros urbanos.

Habla de su país como el promotor de los derechos humanos, el país que acabo con la monarquía absolutista de Luis XIV. Pero, su país es desgraciadamente la causa de los principales problemas actuales que viven los pueblos norteafricanos. Su país apoyó el absolutismo y el arcaísmo en Marruecos y en otros lugares. El Estado francés que maquiló al Estado sultaniano de tendencia medievalista, en un estado "supuesto" moderno donde los ciudadanos siguen siendo tratados como "sujetos" por el mantenimiento de tradiciones desfasadas como el beso de la mano y el rito de sumisión llamado "baya", a pesar de la adopción de una nueva constitución que saludó por todas partes sin que se traduzca en ningún cambio palpable para el pueblo marroquí.

El sistema "maizeniano" sigue reinando sobre cualquier cambio, y eso se hace con la bendición



Rachid Raha, Presidente de la Fundación Montgomery Hart de Estudios Amazighs y vice-presidente del Congreso Mundial Amazigh

de Francia. Como ya se sabe, es Francia colonial que había obligado al ejército español, en una acción común y coordinada, a utilizar armas químicas de destrucción masiva, como la iperita, el fósforo y la cloropicrina, y con las escuadras dichas "jerifianas" para masacrar las poblaciones civiles, con el fin de acabar con la guerra de liberación de Abdelkrim EL Jattabi (1921-1927). Esta guerra contra los rifeños es un crimen contra la humanidad. Y es siempre el estado francés que excluyó a los miembros del ejército de liberación, formado exclusivamente por combatientes amazighs, de las negociaciones de la independencia, tras los acuerdos de Aix les Bains, en 1954, dando lugar a una falsa independencia, substituyendo la élite administrativa colonial por la nueva élite urbana "arabista" o "fasi". Y cuando los amazighs se alzaron contra la marginalización de los suyos en la formación de los primeros Gobiernos post-independientes, son sus aviadores que contribuyeron a descargar las bombas, incluido el napalm, sobre las poblaciones civiles en los sangrientos acontecimientos de los años 1958-1959. Otro capítulo de los crímenes contra la humanidad. Sin hablar de la complicidad de sus servicios y su silencio cómplice en los asesinatos políticos de los miembros distinguidos del ejército de liberación, cuyo Abass Messaadi, cometidos bajo los órdenes de sus "protegidos" del partido del Istijal, cuyo uno ellos, en este caso Mehdi Ben Barka, fue asesinado por agentes comunes de sus servicios y de los servicios marroquíes.

No le preguntaría si se transportaron "algunos maletines diplomáticos" de Rabat hacia París, durante el reino de Jaques Chirac o el reino de otros Presidentes franceses, pero una cosa queda clara, el jacobinismo del Estado marroquí, reforzado por la ideología dictatorial panarabista, no está sin vínculos con su país... Eso constituye actualmente el principal obstáculo para su democratización. Le confieso que el debate sobre la regionalización política, que tuvimos el mérito de fomentar en Marruecos, como movimiento amazigh, acabo con una frustración enorme copiando el peor modelo del mundo, a saber el modelo francés, donde las regiones históricas son desprovistas de verdaderas prerrogativas políticas y divididas en departamentos territoriales por unas simples consideraciones socioeconómicas, que no arreglan de ninguna manera la integración y la sosiego de nuestros pueblos: bretón, occitana, vasco, corso, caldoniano...

Si los sacrificios humanos de su memorabilia revolución de 1789 se acabaron por la declaración

universal de los derechos del ciudadano, y que evolucionó más tarde en la declaración universal de los derechos humanos adoptada por las Naciones Unidas el 10 de diciembre de 1948, los ciudadanos del mundo entero la desarrollaron y la enriquecieron hasta que la Asamblea General de las Naciones Unidas lo adopte bajo una nueva declaración universal, la de los derechos de los pueblos indígenas, adoptadas el 13 de septiembre de 2007. Por ello, y es sobre la base de los principios de esta última declaración que le pedimos respetar, y que apoya la autodeterminación y autonomía de los pueblos del mundo, del África Septentrional, del Oriente Próximo y de su propio país, a saber Francia. ¡Las revoluciones en Túnez, Egipto y Libia, en Yemen, o en Siria y en otros lugares... son hechas por ciudadanos y pueblos, que no se permite en absoluto reducir al arabismo! Las transiciones democráticas que estos países están viviendo con entusiasmo no pueden tener éxito sino respetan el principio de autodeterminación y autonomías de sus propios pueblos autóctonos, con la transformación de sus Estados centralizados y jacobinos hacia los "Estados de Regiones" como lo estipula el artículo 46 de la declaración de los pueblos indígenas. Libia, por ejemplo, puede convertirse en un estado auténticamente democrático solamente con la condición de que las poblaciones del Cirenaica, del Tripolitano, de Fezzan, los amazighs de Jbel Nefusa al Este, los Tuaregs y los Toubous en el Sahara construyen un Estado descentralizado en regiones autónomas que dispondría de un Gobierno y de un Parlamento regionales propios.

El neocolonialismo económico que Francia consiguió perfectamente instalar en Marruecos, Níger y Malí, a través de sus multinacionales (Veolia, Areva...) y que prepara en Libia no solucionaría los problemas del desarrollo humano, que pararía la emigración hacia su país, ni reduciría el riesgo terrorista islamista que se está extendiendo en la región norteafricana y en el Sahel. Le diría incluso más, imagina solo un momento que los cuatro millones de ciudadanos franceses de origen amazigh de su querida República, junto a los millones de ciudadanos amazighs de Marruecos, Argelia, Túnez... boicotean los productos franceses, [por ejemplo la compra de sus marcas de coches (Renault, Dacia, Peugeot, Citroën...)], su economía se pondría a rodillas. No olvide que los amazighs, reclutados en sus ejércitos, contribuyeron a defender, como carne de cañón, y a liberar Francia en las dos Guerras Mundiales, del peligro nazi. Es también gracias a los amazighs como manos de obra que contribuyeron eficazmente a la reconstrucción de Francia después de estas dos Guerras Mundiales. Del mismo modo, son figuras amazighs, como Zinedin Zidane, que el deporte y las artes franceses conocieron sus mejores momentos de gloria, etc.

En definitiva, sabe bien, que el respeto de los derechos colectivos de los pueblos no está en ningún caso en contradicción con los derechos individuales, que habéis alzado como religión de Estado. Son más bien complementarios y sus aplicaciones no harán más que reforzar la paz y el bienestar de los individuos y de los pueblos tanto en Francia como en África y en el Mundo. Y entre estos pueblos singulares, hay el "gran pueblo amazigh" que forma ineluctablemente parte integrante de su propia diversidad étnica, lingüística y cultural. ¡En el Norte de África, Señor Presidente, no hay "pueblos árabes", sino hay pueblos amazighs, "hombres libres", algunos de los cuales y en gran mayoría son amazighoparlantes y/o áraboparlantes, y otros, en minoría, son francófonos (Cabilia) e hispanohablantes (las Islas Canarias).

### TRIBUNA PUBLICA

## ¿Se ha convertido España ya en un horno?

José Vicente Cobo

A pesar de encontrarnos en pleno mes de octubre, miles de personas siguen disfrutando del largo verano que vive España y que de momento no parece querer abandonarnos. Las playas siguen atestadas de bañistas y la ropa de invierno cuelga en los armarios sin que sepamos muy bien qué utilidad darle. El calor y el buen tiempo se mantienen en toda la cornisa cantábrica como si el Mediterráneo se hubiera trasladado hasta el Cantábrico, lo que es inusual incluso para el verano de San Miguel. Además las lluvias no llegan y las reservas de agua van disminuyendo a marcha forzada. En Galicia brilla el sol con más intensidad que en pleno verano y en un mismo árbol se pueden ver las hojas amarillentas típicas de otoño junto con los primeros brotes típicos de la primavera. Nadie dice nada, tampoco los meteorólogos, pero esto no es normal. El clima ha cambiado en España y los efectos se están notando ya.

Sin embargo nada al respecto debería extrañarnos, pues el futuro del planeta ha sido explicado ya de forma detallada por las Naciones Unidas a través de algunos informes sobre el clima, en los que se explica como el calentamiento global de la Tierra producirá inundaciones, sequías, derretimiento de los glaciares y de los polos y aumento del nivel del mar. Aunque es muy posible que la ciencia no haya desvelado todo lo que sabe con respecto al cambio climático, a la vez que los políticos quieran protegernos de lo que nos produciría un Shock.

A pesar de que hasta hace poco algunos científicos aún seguían cuestionándolo, ahora ya nadie se atreve a dudar de lo que es ya una evidencia incluso para los profanos en la materia, que el llamado cambio climático se convertirá en "Catastrofe climática". La ONU constata que la culpa del veloz cambio climático con sus efectos catastróficos la tiene claramente el ser humano. Este es el amargo reconocimiento, ahora se buscan desesperadamente soluciones, sin embargo la avidez de beneficios y ganancias de muchas multinacionales hace que se sigan destruyendo gigantescas áreas de selvas tropicales.

La utilización de combustibles de origen fósil, junto a la ganadería intensiva, ha producido que el contenido de dióxido de carbono en el aire sea el más elevado desde hace por lo menos 650.000 años. Un triste récord. Los pronósticos de los investigadores del clima para los próximos 90 años esbozan un escenario apocalíptico. Los cascos polares se están derretiendo muy velozmente lo que originará un posible aumento del nivel del mar incluso de más de un metro; las temperaturas podrían aumentar en más de seis grados; pérdidas de cosechas; sequía; extinción de especies y enfermedades tropicales son algunas de las consecuencias previsibles. Por otra parte ámbitos como el área mediterránea se secarán cada vez más a causa del cambio del clima. La elevación de las temperaturas continuará evaporando las aguas que se encuentran en terrenos que ya de por sí son secos, lo que contribuirá a que el desierto vaya ganando terreno en países como España.

Sin embargo desde hace más de 35 años se advierte a la humanidad a través de la profecía del tiempo actual dada a través de Gabriele de Würzburg, con la que se exhortó a la humanidad a cambiar su comportamiento y dar la vuelta. Por ejemplo en algunos de estos mensajes se pudo oír: "Comprended, por las causas creadas por los hombres, la Tierra se ha convertido en un horno de fuego. Capas de la atmósfera se disuelven, el mundo es como una olla a presión que se encuentra sobre la Tierra; ella hierve. Por eso comprended: los desiertos aún se expanden, pero cuando vengán las aguas... Estos son sólo reflejos de luz del futuro, que en realidad ya son presente, pues muchas cosas os son ocultadas."